

# ANNEXE A AU CODE SPORTIF INTERNATIONAL / APPENDIX A TO THE INTERNATIONAL SPORTING CODE

## Règlement antidopage de la FIA

### SOMMAIRE

#### Introduction

Art. 1	Définition du dopage
Art. 2	Violations des règles antidopage
Art. 3	Preuve du dopage
Art. 4	Liste des Interdictions et Standards Internationaux
Art. 5	Contrôles
Art. 6	Analyse des échantillons
Art. 7	Gestion des résultats
Art. 8	Droit à une audience équitable
Art. 9	Annulation automatique des résultats individuels
Art. 10	Sanctions à l'encontre des individus
Art. 11	Conséquences dans les sports d'équipe
Art. 12	Sanctions et coûts à l'encontre des ASN
Art. 13	Appels
Art. 14	Rapport et reconnaissance
Art. 15	Reconnaissance mutuelle
Art. 16	Incorporation des règles antidopage de la FIA par les ASN
Art. 17	Prescription
Art. 18	Rapport de conformité au Code
Art. 19	Amendement et interprétation du Règlement
Art. 20	Rôles et responsabilités additionnels du sportif et du personnel d'encadrement du sportif
Art. 21	Éducation et prévention

#### SUPPLÉMENT A – DÉFINITIONS

#### SUPPLÉMENT B – RÈGLES DE PROCÉDURE POUR UN COMITÉ DISCIPLINAIRE ANTIDOPAGE DE LA FIA

#### SUPPLÉMENT C – FORMULAIRE DE RECONNAISSANCE ET D'ACCEPTATION

#### SUPPLÉMENT D – STANDARDS INTERNATIONAUX DE L'AMA

#### INTRODUCTION

La Fédération Internationale de l'Automobile (ci-après la « FIA ») a adhéré au Code Mondial Antidopage (ci-après le « Code ») de l'Agence Mondiale Antidopage (ci-après l'« AMA ») le 1<sup>er</sup> décembre 2010. Les principes et les dispositions obligatoires du Code ont été incorporé(e)s dans le Règlement antidopage de la FIA (ci-après le « Règlement »).

Le Règlement vise à protéger le droit fondamental des sportifs de participer à des activités sportives exemptes de dopage, à promouvoir la santé et à garantir aux sportifs l'équité, la sécurité et l'égalité dans le sport automobile.

#### Portée

Le Règlement s'applique à la FIA, à chaque ASN, et à chaque participant aux activités de la FIA ou d'une ASN en vertu de son statut de membre, de son accréditation ou de sa participation aux activités ou manifestations de la FIA ou des ASN.

L'ASN doit garantir que tous les sportifs à qui une licence internationale FIA est délivrée acceptent le Règlement, notamment en leur faisant signer le formulaire de reconnaissance et d'acceptation figurant dans le Supplément C.

Il incombe à chaque ASN de s'assurer que tous les contrôles au niveau national effectués auprès de ses affiliés respectent le Règlement. Dans certains pays, l'ASN effectue elle-même le contrôle du dopage décrit dans le Règlement. Dans d'autres, tout ou partie des responsabilités des contrôles du dopage incombant à l'ASN sont déléguées ou attribuées par statut ou par accord à une organisation nationale antidopage. Dans ces pays, les références contenues dans le Règlement concernant l'ASN doivent s'appliquer, le cas échéant, à l'organisation nationale antidopage responsable.

Le Règlement s'applique à tous les contrôles du dopage sur lesquels la FIA et les ASN ont juridiction.

## FIA anti-doping regulations

### TABLE OF CONTENTS

#### Introduction

Art. 1	Definition of doping
Art. 2	Anti-doping rule violations
Art. 3	Proof of doping
Art. 4	Prohibited List and International Standards
Art. 5	Testing
Art. 6	Analysis of samples
Art. 7	Results management
Art. 8	Right to a fair hearing
Art. 9	Automatic disqualification of individual results
Art. 10	Sanctions on individuals
Art. 11	Consequences in Team Sports
Art. 12	Sanctions and costs assessed against ASNs
Art. 13	Appeals
Art. 14	Reporting and recognition
Art. 15	Mutual recognition
Art. 16	Incorporation of the FIA anti-doping rules by the ASNs
Art. 17	Statute of limitations
Art. 18	Code compliance report
Art. 19	Amendment and interpretation of the Regulations
Art. 20	Additional roles and responsibilities of the Athlete and the Athlete Support Personnel
Art. 21	Education and prevention

#### SUPPLEMENT A – DEFINITIONS

#### SUPPLEMENT B – RULES OF PROCEDURE FOR AN FIA ANTI-DOPING DISCIPLINARY COMMITTEE

#### SUPPLEMENT C – RECOGNITION AND ACCEPTANCE FORM

#### SUPPLEMENT D – WADA INTERNATIONAL STANDARDS

#### INTRODUCTION

The Fédération Internationale de l'Automobile (hereinafter FIA) began adhering to the World Anti-Doping Code (hereinafter Code) of the World Anti-Doping Agency (hereinafter WADA) on 1 December 2010. The principles and obligatory provisions of the Code have been incorporated into the FIA anti-doping Regulations (hereinafter the Regulations).

The purposes of the Regulations are to protect the Athletes' fundamental right to participate in doping-free sport and thus promote health, fairness, equality and safety in motor sport.

#### Scope

The Regulations shall apply to the FIA, each ASN, and each Participant in the activities of the FIA or any of its ASNs by virtue of its status as a member, its accreditation or its participation in the activities or events of the FIA or its ASNs.

The ASN must guarantee that all Athletes to whom an International FIA Licence has been issued accept the Regulations, in particular by having them sign the Recognition and Acceptance Form featured in Supplement C.

It is the responsibility of each ASN to ensure that all national-level Testing on the National Federation's Athletes complies with the Regulations. In some countries, the ASN itself will be conducting the Doping Control described in the Regulations. In other countries, many of the Doping Control responsibilities of the ASN are delegated or assigned by statute or agreement to a National Anti-Doping Organisation. In those countries, references in the Regulations to the ASN shall apply, as appropriate, to the National Anti-Doping Organisation.

The Regulations shall apply to all Doping Controls over which the FIA and its ASNs have jurisdiction.

## Définitions

Les termes définis dans le Supplément A apparaissent en *italique* dans le Règlement.

NB: aux fins du Règlement et par souci de brièveté, le pronom masculin est utilisé pour représenter une *personne* de l'un ou l'autre genre.

## ARTICLE 1 – DÉFINITION DU DOPAGE

Le dopage est défini comme une ou plusieurs violations des règles antidopage énoncées aux Articles 2.1 à 2.8 du Règlement.

## ARTICLE 2 – VIOLATIONS DES RÈGLES ANTIDOPAGE

Il incombe aux *sportifs* ou aux autres *personnes* de savoir ce qui constitue une violation des règles antidopage et de connaître les substances et les méthodes incluses dans la *Liste des Interdictions*.

Sont considérées comme des violations des règles antidopage:

- 2.1 **Présence d'une substance interdite, de ses métabolites ou de ses marqueurs dans un échantillon fourni par un sportif**
  - 2.1.1 Il incombe à chaque *sportif* de s'assurer qu'aucune *substance interdite* ne pénètre dans son organisme. Les *sportifs* sont responsables de toute *substance interdite* ou de ses *métabolites* ou *marqueurs* dont la présence est décelée dans leurs *échantillons*. Par conséquent, il n'est pas nécessaire d'apporter la preuve de l'intention, de la faute, de la négligence ou de l'*usage* conscient de la part du *sportif* pour établir une violation des règles antidopage en vertu de l'Article 2.1.
  - 2.1.2 La violation d'une règle antidopage en vertu de l'Article 2.1 est établie dans les cas suivants: présence d'une *substance interdite* ou de ses *métabolites* ou *marqueurs* dans l'*échantillon A* du *sportif* lorsque le *sportif* renonce à l'analyse de l'*échantillon B* et que l'*échantillon B* n'est pas analysé; ou, lorsque l'*échantillon B* est analysé, confirmation, par l'analyse de l'*échantillon B*, de la présence de la *substance interdite* ou de ses *métabolites* ou *marqueurs* décelés dans l'*échantillon A* du *sportif*.
  - 2.1.3 À l'exception des substances pour lesquelles un seuil quantitatif est précisé dans la *Liste des Interdictions*, la présence de toute quantité d'une *substance interdite* ou de ses *métabolites* ou *marqueurs* dans l'*échantillon* fourni par un *sportif* constitue une violation des règles antidopage.
  - 2.1.4 À titre d'exception à la règle générale de l'Article 2.1, la *Liste des Interdictions* ou les *Standards Internationaux* pourront prévoir des critères d'appréciation particuliers dans le cas de *substances interdites* pouvant également être produites de façon endogène.
- 2.2 **Usage ou tentative d'usage par un sportif d'une substance interdite ou d'une méthode interdite**
  - 2.2.1 Il incombe à chaque *sportif* de faire en sorte qu'aucune *substance interdite* ne pénètre dans son organisme. Par conséquent, il n'est pas nécessaire de démontrer l'intention, la faute, la négligence ou l'*usage* conscient de la part du *sportif* pour établir la violation des règles antidopage pour cause d'*usage* d'une *substance interdite* ou d'une *méthode interdite*.
  - 2.2.2 Le succès ou l'échec de l'*usage* ou de la *tentative d'usage* d'une *substance interdite* ou d'une *méthode interdite* n'est pas déterminant. L'*usage* ou la *tentative d'usage* de la *substance interdite* ou de la *méthode interdite* suffit pour qu'il y ait violation des règles antidopage.
- 2.3 **Refus de se soumettre à un prélèvement d'échantillon ou fait de ne pas s'y soumettre sans justification valable après notification conforme au Règlement, ou fait de se soustraire à un prélèvement d'échantillon.**
- 2.4 **Violation des exigences applicables en matière de disponibilité des sportifs pour les contrôles hors compétition, y compris le manquement à l'obligation de transmission d'informations sur la localisation et les contrôles manqués qui sont déclarés sur la base des règles conformes aux Standards Internationaux de Contrôle. La combinaison de trois contrôles manqués et/ou manquements à l'obligation de transmission d'informations sur la localisation pendant une période de dix-huit mois, telle qu'établie par les organisations antidopage dont relève le sportif, constitue une violation des règles antidopage.**
- 2.5 **Falsification ou tentative de falsification de tout élément du**

## Definitions

The terms defined in Supplement A appear in *Italics* in the Regulations.

NB: for the purposes of the Regulations, and for the sake of brevity, the masculine pronoun is used to represent a *person* of either gender.

## ARTICLE 1 – DEFINITION OF DOPING

Doping is defined as the occurrence of one or more of the anti-doping rule violations set forth in Article 2.1 to 2.8 inclusive of the Regulations.

## ARTICLE 2 – ANTI-DOPING RULE VIOLATIONS

*Athletes* and other *Persons* shall be responsible for knowing what constitutes an anti-doping rule violation and the substances and methods which have been included on the *Prohibited List*.

The following constitute anti-doping rule violations:

- 2.1 **Presence of a Prohibited Substance or its Metabolites or Markers in an Athlete's Sample**
  - 2.1.1 It is each *Athlete's* personal duty to ensure that no *Prohibited Substance* enters his body. *Athletes* are responsible for any *Prohibited Substance* or its *Metabolites* or *Markers* found to be present in their *Samples*. Accordingly, it is not necessary that intent, fault, negligence or knowing *Use* on the *Athlete's* part be demonstrated in order to establish an anti-doping violation under Article 2.1.
  - 2.1.2 Sufficient proof of an anti-doping rule violation under Article 2.1 is established by: the presence of a *Prohibited Substance* or its *Metabolites* or *Markers* in the *Athlete's A Sample* where the *Athlete* waives analysis of the *B Sample* and the *B Sample* is therefore not analysed; or, where the *Athlete's B Sample* is analysed, confirmation, through the analysis of the *Athlete's B Sample*, of the presence of the *Prohibited Substance* or its *Metabolites* or *Markers* found in the *Athlete's A Sample*.
  - 2.1.3 Excepting those substances for which a quantitative threshold is specifically identified in the *Prohibited List*, the presence of any quantity of a *Prohibited Substance* or its *Metabolites* or *Markers* in an *Athlete's Sample* shall constitute an anti-doping rule violation.
  - 2.1.4 As an exception to the general rule of Article 2.1, the *Prohibited List* or the *International Standards* may establish special criteria for the evaluation of *Prohibited Substances* that can also be produced endogenously.
- 2.2 **Use or Attempted Use by an Athlete of a Prohibited Substance or a Prohibited Method**
  - 2.2.1 It is each *Athlete's* personal duty to ensure that no *Prohibited Substance* enters his body. Accordingly, it is not necessary that intent, fault, negligence or knowing *Use* on the *Athlete's* part be demonstrated in order to establish an anti-doping rule violation for *Use* of a *Prohibited Substance* or a *Prohibited Method*.
  - 2.2.2 The success or failure of the *Use* or *Attempted Use* of a *Prohibited Substance* or *Prohibited Method* is not material. It is sufficient that the *Prohibited Substance* or *Prohibited Method* was *Used* or *Attempted* to be *Used* for an anti-doping rule violation to be committed.
- 2.3 **Refusing or failing without compelling justification to submit to Sample collection after notification in accordance with the Regulations in force, or otherwise evading Sample collection.**
- 2.4 **Violation of applicable requirements regarding Athlete availability for Out-of-Competition Testing, including failure to file required whereabouts information and missed tests which are declared based on rules which comply with the International Standard for Testing. Any combination of three missed tests and/or filing failures within an eighteen-month period as determined by Anti-Doping Organizations with jurisdiction over the Athlete shall constitute an anti-doping rule violation.**
- 2.5 **Tampering or Attempted Tampering with any part of a**

**contrôle du dopage****Doping Control****2.6 Possession de substances interdites ou méthodes interdites**

2.6.1 La possession par un sportif en compétition d'une méthode interdite ou d'une substance interdite, ou la possession hors compétition par un sportif d'une méthode interdite ou d'une substance interdite hors compétition, à moins que le sportif n'établisse que cette possession découle d'une Autorisation d'Usage à des fins Thérapeutiques (ci-après une «AUT») accordée conformément à l'Article 4.5 (Usage à des fins thérapeutiques) ou ne fournisse une autre justification acceptable.

2.6.2 La possession par un membre du personnel d'encadrement du sportif en compétition d'une méthode interdite ou d'une substance interdite, ou la possession hors compétition par un membre du personnel d'encadrement du sportif d'une méthode interdite ou d'une substance interdite hors compétition, en relation avec un sportif, une compétition ou l'entraînement, à moins que la personne en question ne puisse établir que cette possession découle d'une AUT accordée à un sportif conformément à l'Article 4.5 (Usage à des fins thérapeutiques) ou ne fournisse une autre justification acceptable.

**2.7 Trafic ou tentative de trafic de toute substance interdite ou méthode interdite**

2.8 Administration ou tentative d'administration à un sportif en compétition d'une substance interdite ou d'une méthode interdite, ou administration ou tentative d'administration à un sportif hors compétition d'une substance interdite ou d'une méthode interdite dans le cadre de contrôles hors compétition, ou assistance, incitation, contribution, dissimulation ou toute autre forme de complicité impliquant la violation, ou toute autre tentative de violation du Règlement.

**2.6 Possession of Prohibited Substances or Prohibited Methods**

2.6.1 Possession by an Athlete In-Competition of any Prohibited Method or any Prohibited Substance, or Possession by an Athlete Out-of-Competition of any Prohibited Method or any Prohibited Substance which is prohibited Out-of-Competition unless the Athlete establishes that the Possession is pursuant to a Therapeutic Use Exemption (hereinafter TUE) granted in accordance with Article 4.5 (Therapeutic Use) or other acceptable justification.

2.6.2 Possession by a member of the Athlete Support Personnel In-Competition of any Prohibited Method or any Prohibited Substance, or Possession by a member of the Athlete Support Personnel Out-of-Competition of any Prohibited Method or any Prohibited Substance which is prohibited Out-of-Competition, in connection with an Athlete, Competition or training, unless the member of the Athlete Support Personnel establishes that the Possession is pursuant to a TUE granted to an Athlete in accordance with Article 4.5 (Therapeutic Use) or provides another acceptable justification.

**2.7 Trafficking or Attempted Trafficking in any Prohibited Substance or Prohibited Method.**

2.8 Administration or Attempted administration to any Athlete In-Competition of any Prohibited Substance or Prohibited Method, or administration or Attempted administration to any Athlete Out-of-Competition of any Prohibited Substance or any Prohibited Method that is prohibited Out-of-Competition, or assisting, encouraging, aiding, abetting, covering up or any other type of complicity involving a violation or any Attempted violation of the Regulations.

**ARTICLE 3 – PREUVE DU DOPAGE****3.1 Charge de la preuve et degré de preuve**

La charge de la preuve incombera à la FIA ou l'ASN qui devra établir la violation du Règlement.

Le degré de preuve auquel la FIA ou l'ASN est astreinte consiste à établir la violation des règles antidopage à la satisfaction de l'instance de jugement, qui appréciera la gravité de l'allégation. Le degré de preuve, dans tous les cas, devra être plus important qu'une simple prépondérance des probabilités, mais moindre qu'une preuve au-delà du doute raisonnable. Lorsqu'en application du Règlement, un sportif ou toute autre personne présumé(e) avoir commis une violation des règles antidopage a la charge de renverser la présomption ou d'établir des circonstances ou des faits spécifiques, le degré de preuve sera établi par la prépondérance des probabilités, sauf dans les cas prévus aux Articles 10.4 et 10.6, où le sportif doit satisfaire à une charge de la preuve plus élevée.

**3.2 Établissement des faits et présomptions**

Les faits liés aux violations du Règlement peuvent être établis par tout moyen fiable, y compris des aveux. Les règles suivantes en matière de preuve seront appliquées en cas de dopage :

3.2.1 Les laboratoires accrédités par l'AMA sont présumés avoir effectué l'analyse des échantillons et respecté les procédures de la chaîne de sécurité conformément au *Standard International* pour les Laboratoires. Le sportif ou l'autre personne pourra renverser cette présomption en démontrant qu'un écart par rapport au *Standard International* pour les Laboratoires est survenu et pourrait raisonnablement avoir causé le résultat d'analyse anormal.

Si le sportif ou l'autre personne parvient à renverser la présomption en démontrant qu'un écart par rapport au *Standard International* pour les Laboratoires est survenu et pourrait raisonnablement avoir causé le résultat d'analyse anormal, il incombera à la FIA ou à l'ASN de démontrer que cet écart n'est pas à l'origine du résultat d'analyse anormal.

3.2.2 Tout écart par rapport à tout autre standard international pour les laboratoires, aux *Standards Internationaux de Contrôle* ou à d'autres règles ou principes antidopage qui n'a engendré ni de résultat d'analyse anormal, ni d'autres violations du Règlement, n'invalidera pas lesdits résultats. Si le sportif ou l'autre personne établit qu'un écart par rapport aux *Standards Internationaux de Contrôle*, à un autre *Standard International* ou à d'autres règles ou principes antidopage est raisonnablement susceptible

**ARTICLE 3 – PROOF OF DOPING****3.1 Burden of proof and standard of proof**

The FIA or the ASN shall have the burden of establishing that a violation of the Regulations has occurred.

The standard of proof shall be whether the FIA or the ASN has established an anti-doping rule violation to the comfortable satisfaction of the hearing panel which will assess the gravity of the allegation. This standard of proof in all cases is greater than a mere balance of probability but less than proof beyond a reasonable doubt. Where the Regulations place the burden of proof upon the Athlete or other Person alleged to have committed an anti-doping rule violation to rebut a presumption or establish specified facts or circumstances, the standard of proof shall be by a balance of probability, except as provided in Articles 10.4 and 10.6, where the Athlete must satisfy a higher burden of proof.

**3.2 Methods of establishing facts and presumptions**

Facts related to violations of the Regulations may be established by any reliable means, including confession. The following rules of proof shall be applicable in doping cases:

3.2.1 WADA-accredited laboratories are presumed to have conducted Sample analysis and custodial procedures in accordance with the *International Standard* for Laboratories. The Athlete or other Person may rebut this presumption by establishing that a departure from the *International Standard* for Laboratories occurred which could reasonably have caused the Adverse Analytical Finding.

If the Athlete or other Person rebuts the preceding presumption by showing that a departure from the *International Standard* for Laboratories occurred which could reasonably have caused the Adverse Analytical Finding, then the FIA or the ASN shall have the burden of establishing that such departure did not cause the Adverse Analytical Finding.

3.2.2 Departures from any other international standard for laboratories, the *International Standard for Testing* or other anti-doping rule or policy which did not cause an Adverse Analytical Finding or other violations of the Regulations shall not invalidate such results. If the Athlete or other Person establishes that a departure from the *International Standard for Testing*, another *International Standard* or other anti-doping rule or policy occurred which could reasonably have caused the Adverse

d'avoir causé le résultat d'analyse anormal constaté ou l'autre violation du Règlement, alors la FIA ou l'ASN aura la charge d'établir que cet écart n'est pas à l'origine du résultat d'analyse anormal ou des faits à l'origine de la violation du Règlement.

- 3.2.3 Les faits établis par une décision d'un tribunal étatique ou d'un tribunal disciplinaire professionnel compétent qui n'est pas l'objet d'un appel en cours constituent une preuve irréfutable des faits à l'encontre du sportif ou de l'autre personne visé(e) par la décision, à moins que le sportif ou l'autre personne n'établisse que la décision viole les principes de justice naturelle.
- 3.2.4 L'instance de jugement peut, dans le cadre d'une audience relative à une violation des règles antidopage, tirer des conclusions défavorables au sportif ou à l'autre personne qui est accusé(e) d'une violation des règles antidopage en se fondant sur le refus du sportif ou de cette autre personne, malgré une demande dûment présentée dans un délai raisonnable avant l'audience, de comparaître (en personne ou par téléphone, selon les instructions de l'instance de jugement) et de répondre aux questions de l'instance de jugement ou de l'organisation antidopage examinant la violation du Règlement.

#### ARTICLE 4 – LISTE DES INTERDICTIONS ET STANDARDS INTERNATIONAUX

- 4.1 **La Liste des Interdictions de l'AMA**  
La *Liste des Interdictions* fait partie intégrante du Règlement. Elle est publiée et mise à jour par l'AMA aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par année.  
A moins d'indication contraire dans la *Liste des Interdictions* ou dans une de ses mises à jour, la *Liste des Interdictions* et ses mises à jour entreront automatiquement en vigueur, en tant que *Liste des Interdictions* de la FIA et des ASN, trois mois après leur publication sur le site Internet de l'AMA ([www.wada-ama.org](http://www.wada-ama.org)) sans nécessiter d'autre action de la part de la FIA ou ses ASN.  
Chaque ASN a la responsabilité de s'assurer que la *Liste des Interdictions* en vigueur est à la disposition de ses membres et de ses licenciés.
- 4.2 **Substances interdites et méthodes interdites figurant dans la Liste des Interdictions**
- 4.2.1 **Substances interdites et méthodes interdites**  
La *Liste des Interdictions* indique les substances interdites et les méthodes interdites:
- en permanence (à la fois en compétition et hors compétition) en raison de leur potentiel d'amélioration des performances dans des compétitions futures ou de leur potentiel masquant;
  - en compétition uniquement.
- Des substances ou méthodes peuvent être incluses dans la *Liste des Interdictions* par le biais de classes de substances (par exemple les agents anabolisants) ou par la mention précise d'une substance ou méthode particulière.  
Les substances suivantes de la *Liste des Interdictions* devront également être recherchées, étant interdites dans le sport automobile:
- l'alcool (Point P1 de la liste des *Substances Interdites* dans Certains Sports);
  - les bêta-bloquants (Point P2 de la Liste des *Substances Interdites* dans Certains Sports).
- 4.2.2 **Substances spécifiées**  
Aux fins de l'application de l'Article 7.6 (*Suspensions provisoires*) et de l'Article 10 (*Sanctions*) à l'encontre des individus), toutes les substances interdites sont des « substances spécifiées », sauf:
- a) les substances appartenant aux classes des agents anabolisants et des hormones, et
  - b) les stimulants et les antagonistes hormonaux et modulateurs identifiés comme tels dans la *Liste des Interdictions*.
- Les méthodes interdites ne sont pas des substances spécifiées.
- 4.3 **Critères d'inclusion des substances et méthodes dans la Liste des Interdictions**  
Tel que prévu à l'Article 4.3.3 du Code, la décision de l'AMA d'inclure des substances interdites et des méthodes interdites dans la *Liste des Interdictions* et la classification des substances au sein de classes particulières dans la *Liste des Interdictions* sont finales et ne pourront pas faire l'objet d'un appel par un

*Analytical Finding* or other violation of the Regulations, then the FIA or the ASN shall have the burden of establishing that such departure did not cause the *Adverse Analytical Finding* or the factual basis for the violation of the Regulations.

- 3.2.3 The facts established by a decision of a civil court or professional disciplinary tribunal of competent jurisdiction which is not the subject of a pending appeal shall be irrefutable evidence of those facts against the *Athlete* or other *Person* to whom the decision pertained, unless the *Athlete* or other *Person* establishes that the decision violates principles of natural justice.
- 3.2.4 The hearing panel in a hearing on an anti-doping rule violation may draw an inference adverse to the *Athlete* or other *Person* who is asserted to have committed an anti-doping rule violation based on the *Athlete's* or other *Person's* refusal, after a request made a reasonable time in advance of the hearing, to appear at the hearing (either in person or telephonically as directed by the hearing panel) and to answer questions either from the hearing panel or from the *Anti-Doping Organisation* asserting the violation of the Regulations.

#### ARTICLE 4 – PROHIBITED LIST AND INTERNATIONAL STANDARDS

- 4.1 **The WADA Prohibited List**  
The *Prohibited List* constitutes an integral part of the Regulations. It is published and updated by WADA as often as necessary and at least once a year.  
Unless provided otherwise in the *Prohibited List* or a revision, the *Prohibited List* and revisions shall come into effect, as the FIA's and ASN's *Prohibited List*, three months after their publication on WADA's website ([www.wada-ama.org](http://www.wada-ama.org)) without requiring any other action by the FIA or its ASNs.
- Each ASN is responsible for ensuring that the *Prohibited List* currently in force is at the disposal of its members and licence-holders.
- 4.2 **Prohibited Substances and Prohibited Methods identified on the Prohibited List**
- 4.2.1 **Prohibited Substances and Prohibited Methods**  
The *Prohibited List* identifies those substances and methods which are prohibited:
- at all times (both *In-Competition* and *Out-of-Competition*) because of their potential to enhance performance in future competitions or their masking potential;
  - *In-Competition* only.
- Substances and methods may be included in the *Prohibited List* by general category (e.g. anabolic agents) or by specific reference to a particular substance or method.
- The following substances from the *Prohibited List* must also be sought, as they are prohibited in motor sport:
- alcohol (Point P1 of the List of *Substances Prohibited* in Particular Sports);
  - beta-blockers (Point P2 of the List of *Substances Prohibited* in Particular Sports).
- 4.2.2 **Specified Substances**  
For purposes of the application of Article 7.6 (*Provisional Suspensions*) and Article 10 (*Sanctions*) on Individuals), all *Prohibited Substances* shall be "*Specified Substances*" except for:
- a) substances in the classes of anabolic agents and hormones; and
  - b) those stimulants and hormone antagonists and modulators so identified on the *Prohibited List*.
- Prohibited Methods* are not *Specified Substances*.
- 4.3 **Criteria for including Substances and Methods on the Prohibited List**  
As provided in Article 4.3.3 of the Code, WADA's determination of the *Prohibited Substances* and *Prohibited Methods* that will be included on the *Prohibited List* and the classification of substances into categories on the *Prohibited List* is final and shall not be subject to challenge by an *Athlete* or

*sportif* ou toute autre *personne* qui invoquerait que la substance ou méthode n'est pas un agent masquant, n'a pas le potentiel d'améliorer la performance sportive, ne présente pas de risque pour la santé ou n'est pas contraire à l'esprit sportif.

other *Person* based on an argument that the substance or method was not a masking agent or did not have the potential to enhance performance, represent a health risk or violate the spirit of sport.

#### 4.4 Standards Internationaux de l'AMA

L'AMA a, pour des raisons d'harmonisation, publié des *Standards Internationaux* pour différents volets techniques et opérationnels de l'antidopage. Ces *Standards Internationaux* font partie intégrante du Règlement et leur respect est obligatoire. Ils sont disponibles sur le site Internet de l'AMA ([www.wada-ama.org](http://www.wada-ama.org)) et comprennent :

- la *Liste des Interdictions*;
- le *Standard International* pour l'Autorisation d'*Usage* à des fins Thérapeutiques;
- les *Standards Internationaux de Contrôle*;
- le *Standard International* pour la Protection des Renseignements Personnels; et
- le *Standard International* pour les Laboratoires.

Ils peuvent être révisés de temps à autre par l'AMA.

Toute modification apportée aux *Standards Internationaux* de l'AMA sera considérée comme entrant en vigueur à la date fixée par l'AMA.

#### 4.5 Usage à des fins thérapeutiques

4.5.1 Les *sportifs* souffrant d'un état pathologique avéré nécessitant l'*usage* d'une *substance interdite* ou d'une *méthode interdite* doivent d'abord obtenir une *AUT*. La présence d'une *substance interdite* ou de ses *métabolites* ou *marqueurs* (Article 2.1), l'*usage* ou la *tentative d'usage* d'une *substance interdite* ou d'une *méthode interdite* (Article 2.2), la possession de *substances interdites* ou de *méthodes interdites* (Article 2.6) ou l'*administration* ou *tentative d'administration* d'une *substance interdite* ou d'une *méthode interdite* (Article 2.8) conformément aux dispositions d'une *AUT* valable octroyée selon les termes du *Standard International* pour l'Autorisation d'*Usage* à des fins Thérapeutiques ne constitueront pas une violation des règles antidopage.

4.5.2 La FIA nommera un comité pour étudier les demandes d'*AUT* (ci-après le « *CAUT* »). Conformément au *Standard International* pour l'Autorisation d'*Usage* à des fins Thérapeutiques, les membres du *CAUT* évalueront la demande conformément au *Standard International* pour l'Autorisation d'*Usage* à des fins Thérapeutiques et rendront une décision qui sera la décision finale de la FIA.

Les ASN se référeront au *CAUT* de l'*organisation nationale antidopage*.

4.5.3 Une demande d'*AUT* soumise à la FIA ne sera considérée qu'après réception d'un formulaire de demande dûment complété qui doit inclure tous les documents pertinents (ce formulaire – basé sur le formulaire annexé au *Standard International* pour l'*AUT* – est disponible sur le site Internet de la FIA [www.fia.com](http://www.fia.com)). Le processus de demande doit être mené en respectant strictement les principes de la confidentialité médicale.

4.5.4 Un *sportif* ne peut soumettre une demande d'*AUT* à plus d'une *organisation antidopage*. La demande doit identifier la discipline du sport automobile du *sportif* et, le cas échéant, son rôle particulier ou son appartenance à un *groupe cible de sportifs soumis aux contrôles*.

Suivant les cas, la demande doit être soumise au *CAUT* de la FIA ou à celui de l'*organisation nationale antidopage* :

- a) Un *sportif* inclus dans le *groupe cible de sportifs soumis aux contrôles* de la FIA doit soumettre toute demande au *CAUT* de la FIA dès son inclusion dans ce groupe.
- b) Un *sportif* inclus dans le *groupe cible de sportifs soumis aux contrôles* de son *organisation nationale antidopage* doit soumettre sa demande au *CAUT* de son *organisation nationale antidopage*, à moins qu'il ne souhaite participer à une *manifestation internationale*. Le cas échéant, le *sportif* soumettra sa demande au *CAUT* de la FIA.
- c) Un *sportif* souhaitant participer à une *manifestation internationale* doit obligatoirement soumettre sa demande au *CAUT* de la FIA, cette demande devant être formulée au plus tard trente jours avant l'épreuve concernée (sauf en cas d'urgence).
- d) Un *sportif* souhaitant participer à une *manifestation natio-*

#### 4.4 WADA's International Standards

For reasons of harmonisation, WADA publishes *International Standards* for various technical and operational aspects of anti-doping. These *International Standards* constitute an integral part of the Regulations and it is obligatory to respect them. They can be seen on the WADA website ([www.wada-ama.org](http://www.wada-ama.org)) and comprise:

- the *Prohibited List*;
- the *International Standard for Therapeutic Use Exemptions*;
- the *International Standard for Testing*;
- the *International Standard for the Protection of Privacy and Personal Information*; and
- the *International Standard for Laboratories*.

These may be revised from time to time by WADA.

All amendments of WADA's *International Standards* will be regarded as entering into force on the date set by WADA.

#### 4.5 Therapeutic Use

4.5.1 *Athletes* with a documented medical condition requiring the *Use* of a *Prohibited Substance* or a *Prohibited Method* must first obtain a *TUE*. The presence of a *Prohibited Substance* or its *Metabolites* or *Markers* (Article 2.1), *Use* or *Attempted Use* of a *Prohibited Substance* or a *Prohibited Method* (Article 2.2), *Possession of Prohibited Substances* or *Prohibited Methods* (Article 2.6) or *Administration* or *Attempted Administration* of a *Prohibited Substance* or *Prohibited Method* (Article 2.8) consistent with the provisions of an applicable *TUE* issued pursuant to the *International Standard for Therapeutic Use Exemptions* shall not be considered an anti-doping rule violation.

4.5.2 The FIA shall appoint a committee to consider requests for *TUEs* (hereinafter *TUEC*) in accordance with the *International Standard for Therapeutic Use Exemptions*. The *TUEC* members shall evaluate the request in accordance with the *International Standard for Therapeutic Use Exemptions* and render a decision on such request, which shall be the final decision of the FIA.

The ASNs refer to the *TUEC* of the *National Anti-Doping Organisation*.

4.5.3 A request for a *TUE* submitted to the FIA will only be considered upon receipt of a completed application form that must include all relevant documents (this application form – based on the application form appended to the *International Standard for TUE* – is available on the FIA website [www.fia.com](http://www.fia.com)). The application process must be conducted in accordance with the principles of strict medical confidentiality.

4.5.4 An *Athlete* may not apply to more than one *Anti-Doping Organisation* for a *TUE*. The application must identify the *Athlete's* discipline of motor sport and, where appropriate, his specific role or that he belongs to a *Registered Testing Pool*.

Depending on the case, the request must be submitted to the *TUEC* of the FIA or that of the *National Anti-Doping Organisation*:

- a) An *Athlete* included in the FIA's *Registered Testing Pool* must submit any request to the *TUEC* of the FIA the moment he is included in this group.
- b) An *Athlete* included in the *Registered Testing Pool* of his *National Anti-Doping Organisation* must submit his request to the *TUEC* of his *National Anti-Doping Organisation*, unless he wishes to participate in an *international event*. In such a case, the *Athlete* will submit his request to the *TUEC* of the FIA.
- c) An *Athlete* wishing to take part in an *international event* must submit his application to the *TUEC* of the FIA, at the latest thirty days before the event concerned (except in cases of emergency).
- d) An *Athlete* wishing to take part in a *national event* must sub-

nale doit soumettre sa demande au CAUT de son organisation nationale antidopage au plus tard trente jours (ou dans un autre délai qui aura été fixé par l'ASN) avant l'épreuve concernée (sauf en cas d'urgence).

Les décisions touchant les AUT sont sujettes à appel selon les modalités de l'Article 13.

4.5.5 La FIA communiquera le plus rapidement possible toute AUT à l'AMA, l'organisation nationale antidopage du sportif et l'ASN qui a délivré la licence au sportif. Et les organisations nationales antidopage communiqueront le plus rapidement possible toute AUT qu'elles auront émise à l'AMA, la FIA et l'ASN qui a délivré la licence au sportif, sauf si le sportif concerné ne participe qu'à des manifestations nationales et n'est pas inclus dans leur groupe cible de sportifs soumis aux contrôles.

4.5.6 L'AMA peut, de sa propre initiative, revoir en tout temps l'octroi d'une AUT pour tout cas décrit à l'Article 4.5.4.

L'AMA peut, sur demande du sportif auquel une AUT a été refusée, revoir ce refus.

L'AMA pourra renverser une décision lorsqu'elle considère que l'octroi ou le refus d'une AUT n'est pas conforme au Standard International pour l'Autorisation d'Usage à des fins Thérapeutiques. Les décisions touchant les AUT sont sujettes à appel selon les modalités de l'Article 13.

## ARTICLE 5 – CONTRÔLES

### 5.1 Organisations habilitées à effectuer des contrôles

Tout sportif relevant de la compétence d'une ASN peut être assujéti à un contrôle par la FIA, l'ASN qui a délivré la licence au sportif, et par toute autre organisation antidopage responsable du contrôle lors d'une compétition ou d'une manifestation à laquelle il participe.

Tout sportif relevant de la compétence d'une ASN, y compris les sportifs sous le coup d'une suspension ou d'une suspension provisoire, sera assujéti au contrôle inopiné en tout temps et en tout lieu, effectué en compétition ou hors compétition par la FIA, l'AMA, l'ASN qui a délivré la licence au sportif, l'organisation nationale antidopage de tout pays où le sportif est présent, ou dont le sportif est un ressortissant, un résident, un détenteur de licence ou un membre d'une organisation sportive et toute autre organisation antidopage responsable du contrôle lors d'une compétition ou une manifestation à laquelle il participe.

Tout sportif doit se soumettre à toute demande de contrôle d'une organisation antidopage habilitée à réaliser des contrôles.

### 5.2 Plan de répartition des contrôles

En coordination avec les autres organisations antidopage réalisant des contrôles sur les mêmes sportifs, et dans le respect des Standards Internationaux de Contrôle, la FIA et les ASN veilleront à :

5.2.1 Planifier et réaliser un nombre significatif de contrôles en compétition et hors compétition sur des sportifs relevant de leur compétence, y compris sur des sportifs appartenant à leurs groupes cibles de sportifs soumis aux contrôles respectifs.

5.2.2 S'assurer que tous les contrôles hors compétition sont des contrôles inopinés sauf en cas de circonstances exceptionnelles.

5.2.3 Faire des contrôles ciblés une priorité.

5.2.4 Réaliser des contrôles sur les sportifs faisant l'objet d'une suspension, qu'elle soit ou non provisoire.

### 5.3 Standards Internationaux de Contrôle

Les contrôles effectués par la FIA et les ASN devront être en conformité avec les Standards Internationaux de Contrôle en vigueur au moment du contrôle.

5.3.1 Les échantillons de sang (ou échantillons autres que l'urine) peuvent être utilisés pour la détection de substances interdites ou de méthodes interdites, à des fins de dépistage, ou pour l'établissement d'un suivi longitudinal hématologique («le Passeport»).

### 5.4 Coordination des contrôles

#### 5.4.1 Contrôles en compétition

Le prélèvement des échantillons pour le contrôle du dopage aura lieu aussi bien lors de manifestations internationales que lors de manifestations nationales. Toutefois, sauf indication contraire ci-dessous, seule une organisation unique sera responsable de l'initiative et de l'organisation des contrôles durant la durée de la manifestation. Lors de manifestations interna-

mit his application to the TUEC of his National Anti-Doping Organisation no later than thirty days (or within another time limit that may have been set by the ASN) before the event in question (except in cases of emergency).

Decisions on TUEs are subject to further appeal as provided in Article 13.

4.5.5 The FIA will, as soon as possible, send each TUE to WADA, to the Athlete's National Anti-Doping Organisation, as well as to the ASN that issued the licence to the Athlete. And the National Anti-Doping Organisations will, as soon as possible, send each TUE to WADA, to the FIA and to the ASN that issued the licence to the Athlete, unless the Athlete concerned is taking part in national events only and is not included in their Registered Testing Pool.

4.5.6 WADA, on its own initiative, may review at any time the granting of a TUE for every case described in Article 4.5.4.

Upon any request of any Athlete who has been denied a TUE, WADA may review such denial.

If WADA determines that such granting or denial of a TUE did not comply with the International Standard for Therapeutic Use Exemptions, WADA may reverse that decision. Decisions on TUEs are subject to further appeal as provided in Article 13.

## ARTICLE 5 – TESTING

### 5.1 Organisations authorised to carry out Testing

All Athletes under the jurisdiction of an ASN may be subject to Testing by the FIA, the ASN that issued the licence to the Athlete and any other Anti-Doping Organisation responsible for Testing at a Competition or Event in which they participate.

All Athletes under the jurisdiction of an ASN, including Athletes serving a period of Ineligibility or a Provisional Suspension, shall be subject to Testing at any time or place, with or without advance notice, In-Competition or Out-of-Competition by the FIA, WADA, the ASN that issued the licence to the Athlete, the National Anti-Doping Organisation of any country where the Athlete is present or of which the Athlete is a national, resident, licence-holder or member of a sport organisation and any other Anti-Doping Organisation responsible for Testing at a Competition or Event in which they participate.

All Athletes must comply with any request for Testing by any Anti-Doping Organisation with Testing jurisdiction.

### 5.2 Test Distribution Plan

In coordination with other Anti-Doping Organisations conducting Testing on the same Athletes, and consistent with the International Standard for Testing, the FIA and the ASNs shall:

5.2.1 Plan and conduct a significant number of In-Competition and Out-of-Competition tests on Athletes over whom they have jurisdiction, including Athletes in their respective Registered Testing Pools.

5.2.2 Make sure that all Out-of-Competition Testing is with No Advance Notice, except in exceptional circumstances.

5.2.3 Make Target Testing a priority.

5.2.4 Conduct Testing on Athletes serving a period of Ineligibility or a Provisional Suspension.

### 5.3 International Standard for Testing

Testing conducted by the FIA and the ASNs shall be in conformity with the International Standard for Testing in force at the time of Testing.

5.3.1 Blood (or other non-urine) Samples may be used to detect Prohibited Substances or Prohibited Methods, for screening procedure purposes, or for longitudinal haematological profiling ("the Passport").

### 5.4 Coordination of Testing

#### 5.4.1 In-Competition Testing

The collection of Samples for Doping Control shall take place at both International Events and National Events. However, except as otherwise provided below, only a single organisation should be responsible for initiating and directing Testing during the Event Period. At International Events, the collection of Doping Control Samples shall be initiated and directed

- tionales, les prélèvements des échantillons pour le contrôle du dopage seront à l'initiative de, et organisés par, la FIA ou toute autre organisation internationale qui régit la manifestation (par ex. le Comité international olympique pour les Jeux olympiques). Lors de manifestations nationales, les prélèvements des échantillons de contrôle du dopage seront à l'initiative de, et organisés par, l'organisation nationale antidopage ou l'ASN du pays concerné.
- 5.4.1.1 Si la FIA ou une ASN souhaite néanmoins réaliser des contrôles additionnels sur les sportifs lors d'une manifestation au cours de laquelle elle n'est pas responsable d'initier ou de réaliser les contrôles, la FIA ou l'ASN doit d'abord s'entretenir avec l'organisation responsable de la manifestation concernée afin d'obtenir la permission d'effectuer et de coordonner tout contrôle additionnel. Si la FIA ou l'ASN n'est pas satisfaite de la réponse de l'organisation responsable de la manifestation, elle peut demander à l'AMA la permission d'effectuer les contrôles additionnels et de déterminer la façon de coordonner ces contrôles additionnels.
- 5.4.2 **Contrôles hors compétition**  
Des contrôles hors compétition seront initiés et organisés par les organisations internationales et nationales suivantes :
- a) l'AMA;
  - b) le Comité international olympique ou le Comité international paralympique en relation avec les Jeux olympiques et paralympiques;
  - c) la FIA ou l'ASN qui a délivré la licence au sportif; ou
  - d) toute autre organisation antidopage habilitée à réaliser des contrôles sur le sportif, comme prévu à l'Article 5.1 (Organisations habilitées à effectuer des contrôles).
- Les contrôles hors compétition seront coordonnés par le biais d'ADAMS, lorsque c'est raisonnablement réalisable, afin de maximiser l'efficacité des efforts de contrôles combinés et éviter tout contrôle de sportifs répétitif et superflu.
- 5.4.3 **Rapport**  
La FIA et les ASN devront rapidement communiquer les contrôles réalisés au centre d'information de l'AMA conformément à l'Article 14.5 afin d'éviter les doublons.
- 5.5 Exigences sur la localisation du sportif**
- 5.5.1 La FIA identifiera un groupe cible de sportifs soumis aux contrôles qui doivent satisfaire aux exigences sur la localisation des Standards Internationaux de Contrôle et publiera les critères de sélection des sportifs inclus dans ce groupe cible de sportifs soumis aux contrôles ainsi qu'une liste des sportifs répondant à ces critères pour la période en question. La FIA révisera et modifiera ses critères, le cas échéant, pour inclure des sportifs dans son groupe cible de sportifs soumis aux contrôles, et réexaminera la composition de son groupe cible de temps à autre s'il y a lieu, conformément aux critères définis. Chaque sportif du groupe cible de sportifs soumis aux contrôles :
- a) communiquera sa localisation à la FIA chaque trimestre, de la façon indiquée à l'Article 11.3 des Standards Internationaux de Contrôle;
  - b) mettra à jour ces informations s'il y a lieu, conformément à l'Article 11.4.2 des Standards Internationaux de Contrôle de façon à ce qu'elles restent précises et complètes en tout temps; et
  - c) sera disponible pour les contrôles au lieu indiqué, conformément à l'Article 11.4 des Standards Internationaux de Contrôle.
- 5.5.2 Si un sportif ne transmet pas les informations sur sa localisation à la FIA, cela constituera un manquement à l'obligation de transmission d'informations sur la localisation aux fins de l'Article 2.4, si les conditions de l'Article 11.3.5 des Standards Internationaux de Contrôle sont réunies.
- 5.5.3 Si un sportif n'est pas disponible pour un contrôle au lieu indiqué, cela constituera un contrôle manqué aux fins de l'Article 2.4, si les conditions de l'Article 11.4.3 des Standards Internationaux de Contrôle sont remplies.
- 5.5.4 Chaque ASN aidera en outre son organisation nationale antidopage à établir, au niveau national, un groupe cible de sportifs soumis aux contrôles regroupant des sportifs nationaux de haut niveau auxquels les exigences relatives aux informations sur la localisation des Standards Internationaux de Contrôle s'appliqueront également. Lorsque ces sportifs font également
- by the FIA or any other international organisation which is the ruling body for the Event (e.g., the International Olympic Committee for the Olympic Games). At National Events, the collection of Doping Control Samples shall be initiated and directed by the National Anti-Doping Organisation or the ASN of that country.
- 5.4.1.1 However, should the FIA or an ASN nevertheless desire to conduct additional Testing of Athletes at an Event for which they are not responsible for initiating and directing Testing during the Event Period, the FIA or the ASN shall first confer with the ruling body of the Event to obtain permission to conduct, and coordinate, any additional Testing. Should the FIA or the ASN not be satisfied with the response from the ruling body of the Event, the FIA or the ASN may ask WADA for permission to conduct additional Testing and to determine how to coordinate such additional Testing.
- 5.4.2 **Out-of-Competition Testing**  
Out-of-Competition Testing shall be initiated and directed by the following international and national organisations:
- a) WADA;
  - b) the International Olympic Committee or International Paralympic Committee in connection with the Olympic Games or Paralympic Games;
  - c) the FIA or the ASN that issued the licence to the Athlete; or
  - d) any other Anti-Doping Organisation that has Testing jurisdiction over the Athlete as provided for in Article 5.1 (Organisations authorised to carry out Testing).
- Out-of-Competition Testing shall be coordinated through ADAMS where reasonably feasible, in order to maximise the effectiveness of the combined Testing effort and to avoid the unnecessary repetitive Testing of individual Athletes.
- 5.4.3 **Report**  
The FIA and the ASNs shall promptly report completed tests through the WADA clearinghouse in accordance with Article 14.5 to avoid unnecessary duplication in Testing.
- 5.5 Athlete Whereabouts Requirements**
- 5.5.1 The FIA shall identify a Registered Testing Pool of those Athletes who are required to comply with the whereabouts requirements of the International Standard for Testing, and shall publish the criteria for Athletes to be included in this Registered Testing Pool as well as a list of the Athletes meeting those criteria for the period in question. The FIA shall review and update as necessary its criteria for including Athletes in its Registered Testing Pool, and shall revise the membership of its Registered Testing Pool from time to time as appropriate in accordance with the set criteria.  
Each Athlete in the Registered Testing Pool shall:
- a) advise the FIA of his whereabouts on a quarterly basis, in the manner set out in Article 11.3 of the International Standard for Testing;
  - b) update that information as necessary, in accordance with Article 11.4.2 of the International Standard for Testing, so that it remains accurate and complete at all times; and
  - c) make himself available for Testing at such whereabouts, in accordance with Article 11.4 of the International Standard for Testing.
- 5.5.2 An Athlete's failure to advise the FIA of his whereabouts shall be deemed a filing failure for purposes of Article 2.4 if the conditions of Article 11.3.5 of the International Standard for Testing are met.
- 5.5.3 An Athlete's failure to be available for Testing at his declared whereabouts shall be deemed a missed test for purposes of Article 2.4 if the conditions of Article 11.4.3 of the International Standard for Testing are met.
- 5.5.4 Each ASN shall also assist its National Anti-Doping Organisation in establishing a national level Registered Testing Pool of top level national Athletes to whom the whereabouts requirements of the International Standard for Testing shall also apply. Where those Athletes are also in the FIA's Registered Testing Pool, the FIA and the National Anti-

partie du *groupe cible de sportifs soumis aux contrôles* de la FIA, la FIA et l'*organisation nationale antidopage* conviendront (avec l'assistance de l'*AMA*, le cas échéant) de l'organisme chargé de recevoir les informations sur la localisation des *sportifs* et de les communiquer à l'autre (et à d'autres *organisations antidopage*) conformément à l'Article 5.5.5.

5.5.5 Les informations sur la localisation communiquées en vertu des Articles 5.5.1 et 5.5.4 seront partagées avec l'*AMA* et d'autres *organisations antidopage* ayant juridiction pour contrôler les *sportifs* conformément aux Articles 11.7.1(d) et 11.7.3(d) des *Standards Internationaux de Contrôle*, à la stricte condition qu'elles soient utilisées à des fins de *contrôle du dopage* seulement et conformément au *Standard International* pour la Protection des Renseignements Personnels.

## 5.6 Retraite et retour à la compétition

5.6.1 Un *sportif* sélectionné par la FIA pour faire partie de son *groupe cible de sportifs soumis aux contrôles* continuera d'être soumis au Règlement, y compris à l'obligation de se conformer aux exigences relatives aux informations sur la localisation des *Standards Internationaux de Contrôle*, à moins et jusqu'à ce qu'il ne remette un avis écrit à la FIA indiquant qu'il a pris sa retraite, ou jusqu'à ce qu'il ne satisfasse plus aux critères d'inclusion dans le *groupe cible de sportifs soumis aux contrôles* de la FIA et qu'il en ait été informé par la FIA.

5.6.2 Un *sportif* qui a remis à la FIA un avis indiquant qu'il prenait sa retraite ne peut pas revenir à la *compétition* à moins d'en aviser la FIA au moins six mois avant et d'être disponible pour des *contrôles inopinés hors compétition*, mais aussi (si nécessaire) de se conformer aux exigences relatives à l'obligation de transmission d'informations sur la localisation des *Standards Internationaux de Contrôle* en tout temps durant cette période.

5.6.3 Les *ASN/organisations nationales antidopage* peuvent établir des exigences similaires pour les *sportifs* faisant partie du *groupe cible national de sportifs soumis aux contrôles* ayant cessé la *compétition* et désirant y revenir.

## 5.7 Sélection des sportifs en vue d'un contrôle

5.7.1 Lors des *manifestations internationales*, la FIA déterminera :  
– sur quelle(s) *compétition(s)* un *contrôle* sera organisé ;  
– le nombre de *sportifs* à tester en fonction du classement final ;  
– le nombre de *sportifs* à tester de manière aléatoire ;  
– le nombre de *sportifs* à tester de manière ciblée.  
Le choix des *sportifs* soumis aux *contrôles* sera déterminé par les Commissaires Sportifs de la *compétition* considérée, en respectant le nombre de *sportifs* à contrôler fixé préalablement par la FIA.

5.7.2 Lors des *manifestations nationales*, l'*ASN* concernée déterminera :  
– sur quelle(s) *compétition(s)* un *contrôle* sera organisé ;  
– le nombre de *sportifs* à tester ;  
– la procédure de sélection des *sportifs* qui sera suivie.

5.7.3 En plus des procédures de sélection prévues aux Articles 5.7.1 et 5.7.2 ci-dessus, la FIA, lors de *manifestations internationales*, et l'*ASN*, lors de *manifestations nationales*, peuvent aussi sélectionner des *sportifs* ou équipes pour des *contrôles ciblés* dans la mesure où ces *contrôles* sont réalisés uniquement dans le cadre de la lutte contre le dopage.

5.7.4 Les *sportifs* seront sélectionnés pour un *contrôle hors compétition* par la FIA et les *ASN* dans le respect des *Standards Internationaux de Contrôle* en vigueur au moment de la sélection.

5.8 La FIA et les *ASN* garantiront un accès aux *compétitions* choisies pour effectuer un *contrôle* à des observateurs indépendants conformément au *Programme des observateurs indépendants* de l'*AMA*.

## ARTICLE 6 – ANALYSE DES ÉCHANTILLONS

Les *échantillons* résultant de *contrôles du dopage* recueillis selon le Règlement seront analysés conformément aux principes suivants :

### 6.1 Recours à des laboratoires reconnus

Aux fins de l'Article 2.1 (Présence d'une *substance interdite* ou de ses *métabolites* ou *marqueurs*), les *échantillons* seront analysés uniquement dans les laboratoires accrédités par l'*AMA* ou

*Doping Organisation* will agree (with the assistance of WADA if required) on which of them will take responsibility for receiving whereabouts filings from the *Athlete* and sharing it with the other (and with other *Anti-Doping Organisations*) in accordance with Article 5.5.5.

5.5.5 Whereabouts information provided pursuant to Articles 5.5.1 and 5.5.4 shall be shared with WADA and other *Anti-Doping Organisations* having jurisdiction to test an *Athlete* in accordance with Articles 11.7.1(d) and 11.7.3(d) of the *International Standard for Testing*, including the strict condition that it be used only for *Doping Control* purposes and in compliance with the *International Standard* for the Protection of Privacy and Personal Information.

## 5.6 Retirement and Return to Competition

5.6.1 An *Athlete* who has been identified by the FIA for inclusion in its *Registered Testing Pool* shall continue to be subject to the Regulations, including the obligation to comply with the whereabouts requirements of the *International Standard for Testing* unless and until the *Athlete* gives written notice to the FIA that he has retired or until he no longer satisfies the criteria for inclusion in the FIA's *Registered Testing Pool* and has been so informed by the FIA.

5.6.2 An *Athlete* who has given notice of retirement to the FIA may not resume competing unless he notifies the FIA at least six months before he expects to return to *competition* and makes himself available for a *No Advance Notice Out-of-Competition Testing*, including (if requested) complying with the whereabouts requirements of the *International Standard for Testing*, at any time during the period before actual return to *competition*.

5.6.3 The *ASNs/National Anti-Doping Organisations* may establish similar requirements for retirement and returning to *competition* for *Athletes* in the national *Registered Testing Pool*.

## 5.7 Selection of Athletes to be tested

5.7.1 At *International Events*, the FIA shall determine :  
– in which *competition(s)* a test will be made ;  
– the number of *Athletes* to be tested depending on the final ranking ;  
– the number of *Athletes* to be tested randomly ;  
– the number of *Athletes* to be tested in a targeted fashion.  
Which *Athletes* are to be submitted for *Testing* will be determined by the Stewards of the *competition* concerned, fully respecting the number of *Athletes* to be controlled as established in advance by the FIA.

5.7.2 At *National Events*, the *ASN* concerned shall determine :  
– in which *competition(s)* a control will be made ;  
– the number of *Athletes* to be tested ;  
– the procedure that will be followed for selecting the *Athletes*.

5.7.3 In addition to the selection procedures set forth in Articles 5.7.1 and 5.7.2 above, the FIA at *International Events*, and the *ASN* at *National Events*, may also select *Athletes* or teams for *Target Testing* so long as such *Target Testing* is not used for any purpose other than legitimate *Doping Control* purposes.

5.7.4 *Athletes* shall be selected for *Out-of-Competition Testing* by the FIA and the *ASNs* in compliance with the *International Standard for Testing* in force at the time of selection.

5.8 The FIA and the *ASNs* shall provide access to independent observers at *Competitions* chosen for organising a test in accordance with the *WADA Independent Observers Programme*.

## ARTICLE 6 – ANALYSIS OF SAMPLES

*Doping Control Samples* collected under the Regulations shall be analysed in accordance with the following principles :

### 6.1 Use of Recognised Laboratories

For purposes of Article 2.1 (Presence of a *Prohibited Substance* or its *Metabolites* or *Markers*), *Samples* shall be analysed only by WADA-accredited laboratories or as other-

autrement reconnus par l'AMA. Le choix du laboratoire relève exclusivement de la FIA ou de l'ASN responsable de la gestion des résultats.

## 6.2 Objet du prélèvement et de l'analyse des échantillons

Les échantillons seront analysés afin d'y détecter les substances interdites et méthodes interdites énumérées dans la Liste des Interdictions et toute autre substance dont le dépistage est demandé par l'AMA conformément à l'Article 4.5 du Code (Programme de surveillance), ou afin d'aider la FIA ou les ASN à établir le profil des paramètres pertinents dans l'urine, le sang ou une autre matrice du sportif, y compris le profil d'ADN ou le profil génomique, à des fins d'antidopage et dans le strict respect du *Standard International* pour la Protection des Renseignements Personnels.

## 6.3 Recherche sur des échantillons

Aucun échantillon ne peut servir à d'autres fins que celles décrites à l'Article 6.2 sans le consentement écrit du sportif. Si des échantillons sont utilisés (avec le consentement du sportif) à d'autres fins que celles prévues à l'Article 6.2, tout moyen de les identifier doit en avoir été retiré, de telle sorte qu'ils ne puissent être attribués à un sportif en particulier.

## 6.4 Standards d'analyse des échantillons et communication des résultats

Les laboratoires procéderont à l'analyse des échantillons recueillis lors de contrôles du dopage et en rapporteront les résultats conformément au *Standard International* pour les Laboratoires.

## 6.5 Nouvelle analyse d'échantillons

Un échantillon peut être soumis à une nouvelle analyse aux fins de l'Article 6.2 en tout temps, uniquement si l'organisation antidopage qui a prélevé l'échantillon ou l'AMA en donne l'instruction. Les circonstances et conditions régissant la nouvelle analyse d'échantillons doivent être conformes aux exigences du *Standard International* pour les Laboratoires.

## ARTICLE 7 – GESTION DES RÉSULTATS

### 7.1 Gestion des résultats des contrôles initiés par la FIA

La gestion des résultats des contrôles initiés par la FIA se fera comme suit :

- 7.1.1 Les résultats de toutes les analyses doivent être envoyés à la FIA sous forme codée, dans un rapport signé par un représentant autorisé du laboratoire. Toute communication doit se faire en toute confidentialité et en conformité avec le *Standard International* pour la Protection des Renseignements Personnels.
- 7.1.2 Examen initial relatif à des résultats d'analyse anormaux  
Dès réception d'un résultat d'analyse anormal d'un échantillon A, la FIA procédera à un examen initial afin de déterminer :
- si une AUT a été accordée ou sera accordée conformément au *Standard International* pour l'Autorisation d'Usage à des fins Thérapeutiques, ou
  - si un écart apparent par rapport aux *Standards Internationaux de Contrôle* ou au *Standard International* pour les Laboratoires a causé le résultat d'analyse anormal.
- 7.1.3 Notification au terme de l'examen initial relatif à des résultats d'analyse anormaux  
Si l'examen initial d'un résultat d'analyse anormal en vertu de l'Article 7.1.2 ne révèle pas :
- d'AUT applicable, ni le droit à une telle AUT en application du *Standard International* pour l'Autorisation d'Usage à des fins Thérapeutiques, ou
  - d'écart ayant causé le résultat d'analyse anormal, la FIA informera rapidement le sportif :
- du résultat d'analyse anormal ;
  - de la disposition du Règlement enfreinte ;
  - de son droit d'exiger, dans un délai de quatre jours ouvrables à compter de la réception de la notification par lettre recommandée, l'analyse de l'échantillon B du prélèvement ou, à défaut, du fait qu'il sera reconnu avoir renoncé à ce droit ;
  - de la date, de l'heure et du lieu prévus pour l'analyse de l'échantillon B si le sportif ou la FIA décide de demander l'analyse de l'échantillon B ;
  - dans le cas où cette analyse serait demandée, de la possibilité pour le sportif et/ou son représentant d'assister à l'ouverture et à l'analyse de l'échantillon B, dans les délais spécifiés par le *Standard International* pour les Laboratoires ; et

wise approved by WADA. The choice of the laboratory shall be determined exclusively by the FIA or the ASN responsible for results management.

## 6.2 Purpose of Collection and Analysis of Samples

Samples shall be analysed to detect *Prohibited Substances* and *Prohibited Methods* identified on the *Prohibited List* and other substances as may be directed by WADA pursuant to the Monitoring Program described in Article 4.5 of the Code or to assist the FIA or the ASNs in profiling relevant parameters in an Athlete's urine, blood or other matrix, including DNA or genomic profiling, for anti-doping purposes and in strict compliance with the *International Standard* for the Protection of Privacy and Personal Information.

## 6.3 Research on Samples

No Sample may be used for any purpose other than as described in Article 6.2 without the Athlete's written consent. If samples are used (with the Athlete's consent) for purposes other than Article 6.2, any means of identification shall be removed from them such that they can no longer be traced back to a particular Athlete.

## 6.4 Standards for Sample Analysis and Results Reporting

Laboratories shall analyse *Doping Control Samples* and report results in conformity with the *International Standard* for Laboratories.

## 6.5 Retesting Samples

A Sample may be reanalysed for the purposes of Article 6.2 at any time exclusively at the direction of the *Anti-Doping Organisation* that collected the Sample or WADA. The circumstances and conditions for retesting samples shall conform to the requirements of the *International Standard* for Laboratories.

## ARTICLE 7 – RESULTS MANAGEMENT

### 7.1 Results Management for Tests Initiated by the FIA

Results management for tests initiated by the FIA shall proceed as set forth below:

- 7.1.1 The results from all analyses must be sent to the FIA in encoded form, in a report signed by an authorised representative of the laboratory. All communication must be conducted in confidentiality and in conformity with the *International Standard* for the Protection of Privacy and Personal Information.
- 7.1.2 Initial review regarding *Adverse Analytical Findings*  
Upon receipt of an A Sample *Adverse Analytical Finding*, the FIA shall conduct an initial review to determine whether:
- an applicable TUE has been granted or will be granted as provided in the *International Standard* for Therapeutic Use Exemptions, or
  - there is any apparent departure from the *International Standard for Testing* or from the *International Standard* for Laboratories that caused the *Adverse Analytical Finding*.
- 7.1.3 Notification after initial review regarding *Adverse Analytical Findings*  
If the initial review of an *Adverse Analytical Finding* under Article 7.1.2 does not reveal:
- an applicable TUE or entitlement to a TUE in compliance with the *International Standard* for Therapeutic Use Exemptions, or
  - a departure that caused the *Adverse Analytical Finding*, the FIA shall promptly notify the Athlete of:
- the *Adverse Analytical Finding*;
  - the violated clause of the Regulations;
  - his right to request the analysis of the B Sample within a deadline of four working days starting from the receipt of the notification by registered letter or, failing such request, that the B Sample analysis may be deemed waived;
  - the scheduled date, time and place for the B Sample analysis if the Athlete or the FIA chooses to request an analysis of the B Sample;
  - if such analysis is requested, the opportunity for the Athlete and/or the Athlete's representative to attend the B Sample opening and analysis within the time period specified in the *International Standard* for Laboratories; and

- f) du droit du sportif d'exiger des copies du dossier d'analyse pour les échantillons A et B qui comprendra les documents stipulés dans le *Standard International* pour les Laboratoires. La FIA notifiera en outre l'ASN qui a délivré la licence au sportif, l'organisation nationale antidopage du sportif et l'AMA.
- Si la FIA décide de ne pas présenter le résultat d'analyse anormal comme une violation des règles antidopage, elle en informera le sportif, l'ASN qui a délivré la licence au sportif, l'organisation nationale antidopage du sportif et l'AMA.
- Si le sportif demande l'analyse de l'échantillon B, les frais incombant à cette analyse seront à la charge du sportif mais lui seront remboursés si cette analyse se révèle négative.
- 7.1.4 Si le sportif ou la FIA en fait la demande, des dispositions seront prises pour effectuer l'analyse de l'échantillon B dans les délais prévus par le *Standard International* pour les Laboratoires. Un sportif peut accepter les résultats de l'analyse de l'échantillon A en renonçant à l'analyse de l'échantillon B. La renonciation à l'analyse de l'échantillon B par le sportif ne prive pas la FIA de la possibilité de procéder à l'analyse de l'échantillon B.
- 7.1.5 Le sportif et/ou son représentant pourront être présents lors de l'ouverture et l'analyse de l'échantillon B dans les délais prévus par le *Standard International* pour les Laboratoires. Un représentant de l'ASN du sportif, ainsi qu'un représentant de la FIA, pourront également être présents.
- 7.1.6 Si le résultat de l'analyse de l'échantillon B est négatif (à moins que la FIA ne porte l'affaire plus loin en tant que violation des règles antidopage aux termes de l'Article 2.2), le contrôle dans son entier sera considéré négatif, et le sportif, la FIA, l'ASN qui a délivré la licence au sportif, l'organisation nationale antidopage du sportif et l'AMA en seront informés.
- 7.1.7 Si une substance interdite ou l'usage d'une méthode interdite est identifié(e) dans l'échantillon B, les résultats seront communiqués au sportif, à la FIA, à l'ASN qui a délivré la licence au sportif, à l'organisation nationale antidopage du sportif et à l'AMA.
- 7.1.8 La FIA effectuera toute investigation pour rechercher une possible violation de règles antidopage non couverte par les Articles 7.1.1 à 7.1.7. Si elle aboutit à la conclusion qu'une violation des règles antidopage a été commise, la FIA avisera le sportif ou l'autre personne passible d'une sanction, de la règle antidopage enfreinte, et de la raison de la violation. La FIA notifiera également l'ASN qui a délivré la licence au sportif ou à l'autre personne, l'organisation nationale antidopage du sportif ou de l'autre personne et l'AMA.
- 7.2 Examen des résultats atypiques**
- 7.2.1 Comme le prévoient les *Standards Internationaux*, les laboratoires ont, dans certaines circonstances, instruction de déclarer la présence de substances interdites qui peuvent aussi être produites de façon endogène comme des résultats atypiques sous réserve d'un examen plus poussé.
- 7.2.2 A la réception d'un résultat atypique relatif à un échantillon A, la FIA doit effectuer un examen initial pour déterminer si:
- une AUT applicable a été accordée; ou
  - un écart apparent par rapport aux *Standards Internationaux de Contrôle* ou au *Standard International* pour les Laboratoires a causé le résultat atypique.
- 7.2.3 Si l'examen initial d'un résultat atypique aux termes de l'Article 7.2.2 révèle:
- une AUT applicable ou
  - un écart par rapport aux *Standards Internationaux de Contrôle* ou au *Standard International* pour les Laboratoires ayant causé le résultat atypique, le contrôle dans son entier doit être considéré négatif et le sportif, l'ASN qui a délivré la licence au sportif, l'organisation nationale antidopage du sportif et l'AMA en seront informés.
- 7.2.4 Si cet examen initial ne révèle pas l'existence d'une AUT applicable ou un écart ayant causé le résultat atypique, la FIA doit mener l'examen requis dans un tel cas. Au terme de cet examen, le sportif, l'ASN qui lui a délivré la licence, l'organisation nationale antidopage du sportif et l'AMA seront informés que le résultat atypique sera ou non poursuivi comme un résultat d'analyse anormal. Le sportif sera notifié conformément à l'Article 7.1.3.
- f) the Athlete's right to request copies of the A and B Sample laboratory documentation package which includes information as required by the *International Standard* for Laboratories.
- The FIA shall also notify the ASN that issued the licence to the Athlete, the Athlete's National Anti-Doping Organisation and WADA.
- Should the FIA decide not to bring forward the Adverse Analytical Finding as an anti-doping rule violation, it shall notify the Athlete, the ASN that issued the licence to the Athlete, the Athlete's National Anti-Doping Organisation and WADA.
- Should the Athlete request the analysis of the B Sample, the cost of this analysis must be borne by the Athlete but this will be reimbursed to him should this analysis turn out to be negative.
- 7.1.4 Where requested by the Athlete or the FIA, arrangements shall be made for Testing the B Sample within the time period specified in the *International Standard* for Laboratories. An Athlete may accept the A Sample analytical results by waiving the requirement for B Sample analysis. The renunciation by the Athlete of the analysis of the B Sample does not prevent the FIA from proceeding with the B Sample analysis.
- 7.1.5 The Athlete and/or his representative shall be allowed to be present at the opening and analysis of the B Sample within the time period specified in the *International Standard* for Laboratories. Also a representative of the Athlete's ASN as well as a representative of the FIA shall be allowed to be present.
- 7.1.6 If the B Sample proves negative, then (unless the FIA takes the case forward as an anti-doping rule violation under Article 2.2) the entire test shall be considered negative and the Athlete, the FIA, the ASN that issued the licence to the Athlete, the Athlete's National Anti-Doping Organisation and WADA shall be so informed.
- 7.1.7 If a Prohibited Substance or the Use of a Prohibited Method is identified in the B Sample, the findings shall be reported to the Athlete, the FIA, the ASN that issued the licence to the Athlete, the Athlete's National Anti-Doping Organisation and WADA.
- 7.1.8 The FIA shall conduct any follow-up investigation into a possible anti-doping rule violation not covered by Articles 7.1.1 to 7.1.7. If the FIA concludes that an anti-doping rule violation has occurred, it shall promptly notify the Athlete or other Person subject to sanction, of the anti-doping rule violated, and the basis of the violation. The FIA shall also notify the ASN that issued the licence to the Athlete or other Person, the National Anti-Doping Organisation of the Athlete or other Person and WADA.
- 7.2 Review of Atypical Findings**
- 7.2.1 As provided in the *International Standards*, in some circumstances laboratories are directed to report the presence of Prohibited Substances, which may also be produced endogenously as Atypical Findings subject to further investigation.
- 7.2.2 Upon receipt of an A Sample Atypical Finding, the FIA shall conduct an initial review to determine whether:
- an applicable TUE has been granted; or
  - there is any apparent departure from the *International Standard for Testing* or from the *International Standard* for Laboratories that caused the Atypical Finding.
- 7.2.3 If the initial review of an Atypical Finding under Article 7.2.2 reveals:
- an applicable TUE or
  - a departure from the *International Standard for Testing* or the *International Standard* for Laboratories that caused the Atypical Finding, the entire test shall be considered negative and the Athlete, the ASN that issued the licence to the Athlete, the Athlete's National Anti-Doping Organisation, and WADA shall be so informed.
- 7.2.4 If that initial review does not reveal an applicable TUE or a departure that caused the Atypical Finding, the FIA shall conduct the investigation required in such a case. After the investigation is completed, the Athlete, the ASN that issued the licence to the Athlete, the Athlete's National Anti-Doping Organisation and WADA shall be notified whether or not the Atypical Finding will be brought forward as an Adverse Analytical Finding. The Athlete shall be notified as provided in Article 7.1.3.

- 7.2.5 La FIA ne rapportera pas de *résultat atypique* tant qu'elle n'aura pas terminé son examen et décidé si elle présentera ou non le *résultat atypique* comme un *résultat d'analyse anormal*, à moins que l'une des circonstances suivantes n'existe :
- La FIA décide que l'échantillon B devrait être analysé avant la conclusion de son examen en vertu de l'Article 7.2. Cette analyse sera effectuée après en avoir notifié le *sportif*. La notification devra comprendre une description du *résultat atypique*, ainsi que l'information décrite à l'Article 7.1.3, (b) à (f).
  - La FIA reçoit une demande d'information pour savoir si un *sportif a* ou non un *résultat atypique* encore en suspens.
- Cette demande pourra émaner :
- soit d'une *organisation responsable de grandes manifestations* pour autant que cette demande précède de peu la *manifestation* en question et que le *sportif* concerné y participe ;
  - soit d'une organisation sportive sur le point de composer une équipe dans laquelle il est prévu d'inclure le *sportif* concerné, en vue d'une *manifestation internationale*.
- Dans les cas susmentionnés, le *sportif* sera notifié au préalable du *résultat atypique*.
- 7.3 **Gestion des résultats des contrôles initiés par une organisation antidopage autre que la FIA au cours de manifestations internationales**
- La gestion des résultats et la tenue d'audiences découlant de tout *contrôle* initié au cours d'une *manifestation internationale* par une *organisation responsable de grandes manifestations* ou une *ASN* seront assurées par la FIA en ce qui concerne les sanctions autres que la *disqualification* de la *manifestation* ou l'annulation des résultats de cette dernière.
- 7.4 **Gestion des résultats des contrôles initiés par les ASN (hormis le cas stipulé à l'Article 7.3)**
- La gestion des résultats par les *ASN* sera conforme aux principes généraux d'une gestion des résultats efficace et équitable qui sont soulignés dans les dispositions détaillées dans l'Article 7. Les *résultats d'analyse anormaux*, atypiques et autres violations de règles antidopage allégués seront rapportés par les *ASN* conformément aux principes stipulés dans l'Article 7 à l'*organisation nationale antidopage* du *sportif*, la FIA et l'*AMA* au plus tard une fois que la procédure de gestion des résultats de l'*ASN* sera achevée. Toute violation apparente des règles antidopage par un *sportif* licencié de cette *ASN* sera promptement référée à une instance de jugement établie selon les règles de l'*ASN*, de l'*organisation nationale antidopage* ou de la loi nationale. Les violations apparentes des règles antidopage par des *sportifs* licenciés d'une autre *ASN* seront référées à l'*ASN* qui a délivré la licence au *sportif* concerné pour instruction.
- 7.5 **Gestion des résultats en cas de défaut d'informations sur la localisation**
- 7.5.1 **Manquement à l'obligation de transmission d'informations sur la localisation**
- La gestion des résultats en cas de manquement apparent à l'obligation de transmission d'informations sur la localisation de la part d'un *sportif* faisant partie d'un *groupe cible de sportifs soumis aux contrôles* de la FIA incombera à la FIA, conformément à l'Article 11.6.2 des *Standards Internationaux de Contrôle* (à moins qu'il n'ait été convenu, en vertu de l'Article 5.5.4 du Règlement, que l'*ASN* ou l'*organisation nationale antidopage* en assume la responsabilité).
- 7.5.2 **Contrôle manqué**
- La gestion des résultats en cas de *contrôle* apparemment manqué par un *sportif* faisant partie du *groupe cible de sportifs soumis aux contrôles* de la FIA après une *tentative de contrôle* du *sportif* par ou pour la FIA incombera à la FIA conformément à l'Article 11.6.3 des *Standards Internationaux de Contrôle*. La gestion des résultats en cas de *contrôle* apparemment manqué par un *sportif* dans cette situation, après une *tentative de contrôle* du *sportif* par ou pour une autre *organisation antidopage* incombera à cette autre *organisation antidopage* conformément à l'Article 11.7.6(c) des *Standards Internationaux de Contrôle*.
- 7.5.3 Quand, sur une période de dix-huit mois, un *sportif* faisant par-
- 7.2.5 The FIA will not provide notice of an *Atypical Finding* until it has completed its investigation and decided whether it will bring the *Atypical Finding* forward as an *Adverse Analytical Finding* unless one of the following circumstances exists:
- The FIA determines the B *Sample* should be analysed prior to the conclusion of its follow-up investigation according to Article 7.2. This analysis will be conducted after notifying the *Athlete*. This notification must include a description of the *Atypical Finding* and the information described in Article 7.1.3 (b) to (f).
  - The FIA receives a request for information in order to establish whether or not an *Athlete* has an *Atypical Finding* pending.
- This request may come:
- either from a *Major Event Organisation*, as long as this request is made before the *event* in question and that the *Athlete* concerned is participating in it;
  - or from a sport organisation in the process of organising a team in which the *Athlete* in question will be a member, for an *International Event*.
- In the above cases, the *Athlete* will be notified in advance of an *Atypical Finding*.
- 7.3 **Results Management for Tests Initiated by an Anti-Doping Organisation other than the FIA during International Events**
- Results management and the conduct of hearings arising from any test initiated during an *international event* by a *Major Event Organisation*, a *National Anti-Doping Organisation* or an *ASN* shall be ensured by the FIA, with regard to any sanctions other than the *Disqualification* from the *Event* or the results of the *Event*.
- 7.4 **Results Management for Tests Initiated by ASNs (except for the case stipulated in Article 7.3)**
- Results management conducted by the *ASNs* shall be consistent with the general principles for effective and fair results management which are underlined in the detailed provisions set forth in Article 7. *Adverse Analytical findings*, *Atypical Findings* and other asserted violations of anti-doping rules shall be reported by the *ASNs*, in accordance with the principles outlined in Article 7, to the *Athlete's National Anti-Doping Organisation*, the FIA and WADA no later than the completion of the *ASN's* results management process. Any apparent anti-doping rule violation by an *Athlete* who is a licence-holder of that *ASN* shall be promptly referred to an appropriate hearing panel established pursuant to the rules of the *ASN*, the *National Anti-Doping Organisation* or the national law. Apparent anti-doping rule violations by *Athletes* who are licence-holders of another *ASN* shall be referred to the *ASN* that issued the licence to the *Athlete* for hearing.
- 7.5 **Results Management for Whereabouts Violations**
- 7.5.1 **Whereabouts Filing Failure**
- Results management in respect of an apparent Filing Failure by an *Athlete* in the FIA's *Registered Testing Pool* shall be conducted by the FIA in accordance with Article 11.6.2 of the *International Standard for Testing* (unless it has been agreed in accordance with Article 5.5.4 of the Regulations that the *ASN* or the *National Anti-Doping Organisation* shall take such responsibility).
- 7.5.2 **Missed Test**
- Results management in respect of an apparent Missed Test by an *Athlete* in the FIA's *Registered Testing Pool* as a result of an *attempt* to test the *Athlete* by or on behalf of the FIA shall be conducted by the FIA in accordance with Article 11.6.3 of the *International Standard for Testing*. Results management in respect of an apparent Missed Test by such *Athlete* as a result of an *attempt* to test the *Athlete* by or on behalf of another *Anti-Doping Organisation* shall be conducted by that other *Anti-Doping Organisation* in accordance with Article 11.7.6(c) of the *International Standard for Testing*.
- 7.5.3 Where, in any eighteen-month period, an *Athlete* in the FIA's

tie d'un groupe cible de sportifs soumis aux contrôles de la FIA est déclaré avoir accumulé trois manquements à l'obligation de transmission d'informations sur la localisation, ou trois contrôles manqués, ou toute combinaison de trois manquements à l'obligation de transmission d'informations sur la localisation ou contrôles manqués aux termes du Règlement ou des règles d'une autre organisation antidopage, la FIA considérera qu'il y a une apparente violation des règles antidopage.

## 7.6 Suspensions provisoires

7.6.1 Lorsqu'un résultat d'analyse anormal d'un échantillon A est reçu pour une substance interdite, à l'exception d'une substance spécifiée, et qu'un examen mené conformément à l'Article 7.1.2 ne révèle pas d'AUT applicable ou d'écart par rapport aux Standards Internationaux de Contrôle ou au Standard International pour les Laboratoires ayant causé le résultat d'analyse anormal, une suspension provisoire sera imposée sans délai au terme de l'examen et de la notification décrits à l'Article 7.1.

7.6.2 Dans tout cas non visé par l'Article 7.6.1 que la FIA décide de traiter comme une violation apparente des règles antidopage conformément aux précédentes dispositions du présent Article 7, une suspension provisoire peut être imposée. Le cas échéant, elle débutera après l'examen et la notification décrits à l'Article 7.1, mais avant l'analyse de l'échantillon B du sportif ou l'audience finale décrite à l'Article 8 (Droit à une audience équitable).

7.6.3 Toutefois une suspension provisoire ne peut être imposée, en vertu de l'Article 7.6.1 ou de l'Article 7.6.2, que si le sportif ou l'autre personne a eu la possibilité:

- a) de se soumettre à une audience préliminaire avant l'entrée en vigueur de la suspension provisoire ou rapidement après; ou
- b) de bénéficier d'une audience accélérée selon l'Article 8 (Droit à une audience équitable) rapidement après l'entrée en vigueur d'une suspension provisoire.

Les ASN imposeront des suspensions provisoires conformément aux principes exposés au présent Article 7.6.

7.6.4 Si une suspension provisoire est imposée sur la base d'un résultat d'analyse anormal de l'échantillon A et qu'une analyse subséquente de l'échantillon B (si le sportif, la FIA, l'ASN compétente ou l'organisation nationale antidopage le demande) ne confirme pas le résultat de l'analyse de l'échantillon A, le sportif ne pourra faire l'objet d'aucune autre suspension provisoire s'appuyant sur une violation de l'Article 2.1 (Présence d'une substance interdite, de ses métabolites ou de ses marqueurs). Dans les circonstances où le sportif (ou son équipe) est exclu d'une compétition sur la base d'une violation de l'Article 2.1 et que l'analyse subséquente de l'échantillon B ne confirme pas le résultat d'analyse de l'échantillon A, le sportif ou l'équipe en question pourra continuer à participer à la compétition, à condition que cela n'interfère pas avec la compétition et qu'il soit encore possible de réintégrer le sportif ou son équipe.

## 7.7 Retraite sportive

Si un sportif ou une autre personne prend sa retraite au cours du processus de gestion des résultats, la FIA ou l'ASN responsable de la gestion des résultats conserve la compétence de mener le processus à son terme. Si un sportif ou une autre personne prend sa retraite avant que le processus de gestion des résultats n'ait été amorcé, la FIA ou l'ASN qui aurait eu compétence sur le sportif ou l'autre personne en matière de gestion des résultats au moment où le sportif ou l'autre personne a commis une violation des règles antidopage, reste habilitée à gérer les résultats.

## ARTICLE 8 – DROIT À UNE AUDIENCE ÉQUITABLE

### 8.1 Audiences suite au processus de gestion des résultats par la FIA

8.1.1 Lorsqu'il apparaît, suite au processus de gestion des résultats réalisé par la FIA conformément à l'Article 7, que le Règlement a été enfreint, le cas sera alors renvoyé, pour décision, devant le Comité Disciplinaire Antidopage de la FIA (ci-après le «CDA») dont les Règles de Procédure sont annexées (voir Supplément B).

8.1.2 Les audiences en vertu de cet article auront lieu rapidement une fois réalisé le processus de gestion des résultats décrit à l'Article 7. Les audiences tenues en relation avec des manifes-

Registered Testing Pool is declared to have three Filing Failures, or three Missed Tests, or any combination of Filing Failures or Missed Tests adding up to three in total, whether under the Regulations or under the rules of any other Anti-Doping Organisation, the FIA shall bring them forward as an apparent anti-doping rule violation.

## 7.6 Provisional Suspensions

7.6.1 When an A Sample Adverse Analytical Finding is received for a Prohibited Substance other than a Specified Substance, and a review in accordance with Article 7.1.2 does not reveal an applicable TUE or departure from the International Standard for Testing or the International Standard for Laboratories that caused the Adverse Analytical Finding, a Provisional Suspension shall be imposed promptly after the review and notification described in Article 7.1.

7.6.2 In any case not covered by Article 7.6.1 where the FIA decides to take the matter forward as an apparent anti-doping rule violation in accordance with the foregoing provisions of this Article 7, a Provisional Suspension may be imposed. If so, it will begin after the review and notification described in Article 7.1, but prior to the analysis of the Athlete's B Sample or the final hearing as described in Article 8 (Right to a Fair Hearing).

7.6.3 However, a Provisional Suspension may not be imposed, whether pursuant to Article 7.6.1 or Article 7.6.2, unless the Athlete or other Person is given either:

- a) an opportunity for a Provisional Hearing, either before imposition of the Provisional Suspension, or on a timely basis afterwards; or
- b) an opportunity for an expedited hearing in accordance with Article 8 (Right to a Fair Hearing) on a timely basis after imposition of a Provisional Suspension.

ASNs shall impose Provisional Suspensions in accordance with the principles set forth in this Article 7.6.

7.6.4 If a Provisional Suspension is imposed based on an A Sample Adverse Analytical Finding and a subsequent B Sample analysis (if requested by the Athlete, the FIA, the competent ASN or the Anti-Doping Organisation) does not confirm the A Sample analysis, then the Athlete shall not be subject to any further Provisional Suspension on account of a violation of Article 2.1 (Presence of a Prohibited Substance or its Metabolites or Markers). In circumstances where the Athlete (or his team) has been removed from a Competition based on a violation of Article 2.1 and the subsequent B Sample analysis does not confirm the A Sample finding, the Athlete or the team in question may continue to take part in the Competition if this does not otherwise affect the Competition and it is still possible for the Athlete or his team to be reintegrated.

## 7.7 Retirement from Sport

If an Athlete or other Person retires while a results management process is underway, the FIA or the ASN conducting the results management process retains jurisdiction to complete its results management process. If an Athlete or other Person retires before any results management process has begun, the FIA or the ASN which would have had results management jurisdiction over the Athlete or other Person at the time the Athlete or other Person committed an anti-doping rule violation has jurisdiction to conduct results management.

## ARTICLE 8 – RIGHT TO A FAIR HEARING

### 8.1 Hearings following the FIA's Results Management

8.1.1 When it appears, following the Results Management process performed by the FIA in accordance with Article 7, that the Regulations have been violated then the case shall be assigned, for decision, to the FIA Anti-Doping Disciplinary Committee (hereinafter ADC), whose Rules of Procedure are enclosed (see Supplement B).

8.1.2 Hearings pursuant to this article shall be completed expeditiously following the completion of the Results Management process described in Article 7. Hearings held in connection

- tations peuvent être réalisées de manière accélérée. Si une *suspension provisoire* a été imposée au *sportif* en vertu de l'Article 7.6, le *sportif* a le droit d'exiger que l'audience ait lieu de manière accélérée.
- 8.1.3 L'ASN qui a délivré la licence au *sportif* ou à l'autre *personne* présumé(e) avoir enfreint le Règlement peut assister à l'audience en tant qu'observatrice.
- 8.1.4 La FIA informera l'AMA de l'évolution des causes en instance et du résultat de toutes les audiences.
- 8.1.5 Le *sportif* ou l'autre *personne* peut renoncer à une audience en reconnaissant la violation des règles antidopage et en acceptant les *conséquences* proposées par la FIA en application des Articles 9 et 10. Le droit à une audience peut faire l'objet d'une renonciation expresse ou tacite du seul fait que le *sportif* ou l'autre *personne* ne conteste pas, dans les quinze jours à compter de la réception de la notification par lettre recommandée, l'allégation de la FIA selon laquelle une violation des règles antidopage se serait produite. En l'absence d'audience, la FIA doit remettre aux *personnes* visées à l'Article 13.2.3 une décision motivée expliquant les mesures prises.
- 8.1.6 En vertu de l'Article 13, il peut être fait appel des décisions du CDA devant le Tribunal Arbitral du Sport (ci-après le « TAS »).
- 8.2 Audiences suite à la gestion des résultats par les ASN**
- 8.2.1 Lorsqu'il apparaît, suite au processus de gestion des résultats réalisé par les ASN conformément à l'Article 7, que le Règlement a été enfreint, le *sportif* ou l'autre *personne* impliqué(e) devra comparaître devant le comité disciplinaire de l'ASN ou de l'organisation nationale antidopage concernée conformément aux règles de l'ASN ou de l'organisation nationale antidopage afin de déterminer si une violation du Règlement a été commise, et, si tel est le cas, quelles en sont les *conséquences*.
- 8.2.2 Les audiences prévues à l'Article 8.2 se tiendront dans les plus brefs délais et, dans tous les cas, dans les trois mois suivant l'achèvement du processus de gestion des résultats décrit à l'Article 7. Les audiences liées à des *manifestations* peuvent profiter d'un processus accéléré. Si une *suspension provisoire* a été imposée à un *sportif* en vertu de l'Article 7.6, le *sportif* a le droit d'exiger que l'audience ait lieu de manière accélérée. Si l'audience n'a pas lieu dans les trois mois, la FIA peut décider de porter la cause devant le CDA sous la responsabilité et aux frais de l'ASN.
- 8.2.3 Les ASN informeront la FIA et l'AMA de l'évolution des causes en instance et des résultats de toutes les audiences.
- 8.2.4 La FIA et l'AMA auront le droit d'assister aux audiences en tant qu'observatrices.
- 8.2.5 Le *sportif* ou l'autre *personne* peut renoncer à une audience en reconnaissant la violation du Règlement et en acceptant les *conséquences* proposées par l'ASN responsable de la gestion des résultats en application des Articles 9 et 10. Le droit à une audience peut faire l'objet d'une renonciation expresse ou tacite du seul fait que le *sportif* ou l'autre *personne* ne conteste pas, dans les quinze jours à compter de la réception de la notification par lettre recommandée (ou dans un autre délai qui aura été fixé par l'ASN), l'allégation de l'ASN selon laquelle une violation des règles antidopage se serait produite. En l'absence d'audience, l'ASN doit remettre aux *personnes* visées à l'Article 13.2.3 une décision motivée expliquant les mesures prises.
- 8.2.6 En vertu de l'Article 13, il peut être fait appel des décisions des ASN ou des organisations nationales antidopage, qu'il s'agisse du résultat d'une audience ou de l'acceptation des *conséquences* par le *sportif* ou l'autre *personne*.
- 8.3 Principes d'une audience équitable**
- Toutes les audiences découlant de l'Article 8.1 ou 8.2 respecteront les principes suivants :
- tenue de l'audience dans un délai raisonnable;
  - instance de jugement équitable et impartiale;
  - droit pour la *personne* d'être représentée à ses frais par l'avocat de son choix;
  - droit pour la *personne* d'être informée équitablement et dans un délai raisonnable de la ou des violation(s) des règles antidopage retenue(s);
  - droit pour la *personne* de se défendre contre les accusations de violation(s) des règles antidopage et les *conséquences*
- with *Events* may be conducted on an expedited basis. If a *Provisional Suspension* as per Article 7.6 has been imposed on the *Athlete*, the latter has the right to request that the hearing be conducted on an expedited basis.
- 8.1.3 The ASN that issued the licence to the *Athlete* or to the other *Person* alleged to have violated the Regulations may attend the hearing as an observer.
- 8.1.4 The FIA shall keep WADA fully apprised as to the status of pending cases and the result of all hearings.
- 8.1.5 An *Athlete* or other *Person* may forego a hearing by acknowledging the anti-doping rule violation and accepting *Consequences* consistent with Articles 9 and 10 as proposed by the FIA. The right to a hearing may be waived either expressly or by the failure of the *Athlete* or other *Person* to challenge, within fifteen days of the receipt of the notification by registered letter, the FIA's assertion that an anti-doping rule violation has occurred. Where no hearing occurs, the FIA shall submit to the *Persons* described in Article 13.2.3 a reasoned decision explaining the action taken.
- 8.1.6 Decisions of the ADC may be appealed to the Court of Arbitration for Sport (hereinafter CAS), as provided in Article 13.
- 8.2 Hearings following ASN's Results Management**
- 8.2.1 When it appears, following the Results Management process performed by the ASNs in accordance with Article 7, that the Regulations have been violated, the *Athlete* or other *Person* involved shall be brought before a disciplinary panel of the *Athlete's* or other *Person's* ASN or National Anti-Doping Organisation in accordance with the rules of the ASN or the National Anti-Doping Organisation for a hearing to adjudicate whether a violation of the Regulations occurred and if so what *Consequences* should be imposed.
- 8.2.2 Hearings pursuant to this Article 8.2 shall be completed expeditiously and in all cases within three months of the completion of the Results Management process described in Article 7. Hearings held in connection with *Events* may be conducted by an expedited process. If the *Athlete* has been given a *Provisional Suspension* as per Article 7.6, the *Athlete* has the right to request that the hearing be conducted on an expedited basis. If the completion of the hearing is delayed beyond three months, the FIA may elect to bring the case directly before the ADC under the responsibility and at the expense of the ASN.
- 8.2.3 The ASNs shall keep the FIA and WADA fully apprised as to the status of pending cases and the results of all hearings.
- 8.2.4 The FIA and WADA shall have the right to attend hearings as observers.
- 8.2.5 The *Athlete* or other *Person* may forego a hearing by acknowledging the violation of the Regulations and accepting *Consequences* consistent with Articles 9 and 10 as proposed by the ASN responsible for results management. The right to a hearing may be waived either expressly or by the failure of the *Athlete* or other *Person* to challenge, within fifteen days of the receipt of the notification by registered letter (or within another deadline to be set by the ASN), the ASN's assertion that an anti-doping rule violation has occurred. Where no hearing occurs, the ASN shall submit to the *Persons* described in Article 13.2.3 a reasoned decision explaining the action taken.
- 8.2.6 Decisions by ASNs or National Anti-Doping Organizations, whether as the result of a hearing or the *Athlete* or other *Person's* acceptance of *Consequences*, may be appealed as provided in Article 13.
- 8.3 Principles for a Fair Hearing**
- All hearings pursuant to either Article 8.1 or 8.2 shall respect the following principles:
- a timely hearing;
  - a fair and impartial hearing panel;
  - the *Person's* right to be represented by the lawyer of his choice at his own expense;
  - the *Person's* right to be informed in a fair and timely manner of the alleged anti-doping rule violation(s);
  - the *Person's* right to respond to the allegations of anti-doping rule violation(s) and resulting *Consequences*;

- qui en résultent;
- droit pour chaque partie de soumettre des preuves, y compris droit de faire citer et d'interroger des témoins (l'acceptation de témoignages par téléphone ou par écrit étant laissée à l'appréciation de l'instance de jugement);
- droit de la *personne* à un interprète lors de l'audience, l'instance de jugement ayant la responsabilité de désigner l'interprète et de décider qui supportera les coûts inhérents; et
- droit à une décision écrite, motivée et dans un délai raisonnable, comportant notamment des explications sur le ou les motif(s) justifiant la suspension.

#### ARTICLE 9 – ANNULATION AUTOMATIQUE DES RÉSULTATS INDIVIDUELS

Une violation du Règlement dans les *sports individuels* en relation avec un *contrôle en compétition* conduit automatiquement à l'annulation des résultats obtenus lors de cette *compétition* particulière et à toutes les *conséquences* en résultant, y compris le retrait des trophées, médailles, points et prix.

#### ARTICLE 10 – SANCTIONS À L'ENCONTRE DES INDIVIDUS

##### 10.1 Annulation des résultats lors d'une *manifestation* au cours de laquelle une violation des règles antidopage est survenue

Une violation des règles antidopage commise lors d'une *manifestation* ou en lien avec cette *manifestation* peut entraîner, sur décision de la FIA ou de l'ASN responsable de la *manifestation*, l'annulation de tous les résultats individuels obtenus par le *sportif* dans le cadre de ladite *manifestation*, avec toutes les *conséquences* en résultant, y compris le retrait des trophées, médailles, points et prix, sauf dans les cas prévus à l'Article 10.1.1.

10.1.1 Si le *sportif* démontre qu'il n'a commis aucune faute ou négligence en relation avec la violation, ses résultats individuels dans des *compétitions* autres que celle durant laquelle la violation est intervenue ne seront pas annulés, à moins que les résultats obtenus dans ces autres *compétitions* n'aient été vraisemblablement influencés par cette violation.

##### 10.2 *Suspension* en cas de présence, d'*usage* ou de tentative d'*usage*, ou de possession de substances interdites ou de méthodes interdites

La période de *suspension* imposée pour une violation des Articles 2.1 (Présence d'une substance interdite, de ses *métabolites* ou de ses *marqueurs*), 2.2 (*Usage* ou tentative d'*usage* par un *sportif* d'une substance interdite ou d'une méthode interdite) ou 2.6 (Possession de substances interdites ou méthodes interdites) sera la suivante, à moins que les conditions imposées pour l'annulation ou la réduction de la période de *suspension*, conformément aux Articles 10.4 et 10.5, ou les conditions imposées pour l'extension de la période de *suspension*, conformément à l'Article 10.6, ne soient remplies:  
Première violation: deux ans de *suspension*.

##### 10.3 *Suspension* pour d'autres violations des règles antidopage

La période de *suspension* pour les autres violations du Règlement que celles prévues à l'Article 10.2 sera la suivante:

10.3.1 Pour les violations de l'Article 2.3 (Refus de se soumettre ou fait de ne pas se soumettre à un prélèvement d'*échantillon*) ou de l'Article 2.5 (*Falsification* ou tentative de *falsification* du *contrôle du dopage*), la période de *suspension* applicable sera de deux ans, à moins que les conditions prévues à l'Article 10.5 ou à l'Article 10.6 ne soient remplies.

10.3.2 Pour les violations de l'Article 2.7 (*Trafic* ou tentative de *trafic*) ou 2.8 (Administration ou tentative d'administration d'une substance interdite ou méthode interdite), la période de *suspension* imposée sera d'au moins quatre ans et pourra aller jusqu'à la *suspension* à vie, à moins que les conditions prévues à l'Article 10.5 ne soient remplies. Une violation des règles antidopage impliquant un *mineur* sera considérée comme une infraction particulièrement grave et, si elle implique le *personnel d'encadrement du sportif* pour des violations autres que celles liées à des substances spécifiées indiquées à l'Article 4.2.2, une telle infraction entraînera une *suspension* à vie du *personnel d'encadrement du sportif* en cause. De plus, les violations importantes des Articles 2.7 ou 2.8 qui sont également susceptibles d'aller à l'encontre de lois et règlements non liés au sport devront être signalées aux autorités administratives, professionnelles ou judiciaires

- the right of each party to present evidence, including the right to call and question witnesses (the acceptance of testimony by telephone or written submission being subject to the discretion of the hearing panel);
- the *Person's* right to an interpreter at the hearing, with the hearing panel being responsible for designating the interpreter and for deciding who shall pay the costs relating thereto; and
- the right to a timely, written, reasoned decision, specifically including an explanation of the reason(s) for any period of *Ineligibility*.

#### ARTICLE 9 – AUTOMATIC DISQUALIFICATION OF INDIVIDUAL RESULTS

A violation of the Regulations in *Individual Sports* in connection with an *In-Competition* test automatically leads to *Disqualification* of the results obtained in that *Competition* with all resulting *Consequences*, including forfeiture of any trophies, medals, points and prizes.

#### ARTICLE 10 – SANCTIONS ON INDIVIDUALS

##### 10.1 *Disqualification* of Results in an Event during which an Anti-Doping Rule Violation occurs

An anti-doping rule violation occurring during or in connection with an *Event* may, upon the decision of the FIA or the ASN ruling the *Event*, lead to *Disqualification* of all of the results obtained by the *Athlete* in that *Event*, with all resulting *Consequences*, including forfeiture of all trophies, medals, points and prizes, except as provided in Article 10.1.1.

10.1.1 If the *Athlete* establishes that he bears *No Fault or Negligence* for the violation, the *Athlete's* individual results in *Competitions* other than the one in which the violation occurred, shall not be disqualified unless the *Athlete's* results in the other *Competitions* were likely to have been affected by this violation.

##### 10.2 *Ineligibility* for the Presence, Use or Attempted Use, or Possession of Prohibited Substances and Prohibited Methods

The period of *Ineligibility* imposed for a violation of Article 2.1 (Presence of a *Prohibited Substance* or its *Metabolites* or *Markers*), Article 2.2 (*Use* or *Attempted Use* of a *Prohibited Substance* or *Prohibited Method*) or Article 2.6 (*Possession of Prohibited Substances* or *Prohibited Methods*) shall be as follows, unless the conditions for eliminating or reducing the period of *Ineligibility*, as provided in Articles 10.4 and 10.5, or the conditions for increasing the period of *Ineligibility*, as provided in Article 10.6, are met:

First violation: two years' *Ineligibility*.

##### 10.3 *Ineligibility* for other Anti-Doping Rule Violations

The period of *Ineligibility* for violations of the Regulations other than as provided in Article 10.2 shall be as follows:

10.3.1 For violations of Article 2.3 (Refusing or Failing to Submit to *Sample* collection) or Article 2.5 (*Tampering* or *Attempted Tampering with a Doping Control*), the *Ineligibility* period shall be two years unless the conditions provided in Article 10.5 or in Article 10.6, are met.

10.3.2 For violations of Article 2.7 (*Trafficking* or *Attempted Trafficking*) or Article 2.8 (Administration or *Attempted* Administration of a *Prohibited Substance* or *Prohibited Method*), the period of *Ineligibility* imposed shall be a minimum of four years up to lifetime *Ineligibility* unless the conditions provided in Article 10.5 are met. An anti-doping rule violation involving a *Minor* shall be considered a particularly serious violation, and, if committed by *Athlete Support Personnel* for violations other than those linked to *Specified Substances* referenced in Article 4.2.2 shall result in lifetime *Ineligibility* for the *Athlete Support Personnel* concerned. In addition, significant violations of Articles 2.7 or 2.8 which may also violate non-sporting laws and regulations shall be reported to the competent administrative, professional or judicial authorities.

- compétentes.
- 10.3.3 Pour les violations de l'Article 2.4 (Violation des exigences applicables en matière de disponibilité des *sportifs* pour les *contrôles hors compétition*), la période de *suspension* sera d'au moins un an et d'au plus deux ans, selon la gravité de la faute du *sportif*.
- 10.4 **Annulation ou réduction de la période de *suspension* liée à des substances spécifiées dans certaines circonstances**  
Lorsqu'un *sportif* ou une autre *personne* peut établir de quelle manière une *substance spécifiée* s'est retrouvée dans son organisme ou en sa *possession*, et que cette *substance spécifiée* ne visait pas à améliorer la performance du *sportif* ni à masquer l'*usage* d'une substance améliorant la performance, la période de *suspension* prévue à l'Article 10.2 sera remplacée par ce qui suit :  
Première violation : au minimum une réprimande, mais sans période de *suspension* interdisant la participation aux *manifestations* futures, et au maximum deux ans de *suspension*.  
Pour justifier l'annulation ou la réduction, le *sportif* ou l'autre *personne* doit produire des preuves à l'appui de ses dires et établir, à la satisfaction de l'instance de jugement, l'absence d'intention d'améliorer la performance sportive ou de masquer l'*usage* d'une substance améliorant la performance. La gravité de la faute du *sportif* ou de l'autre *personne* sera le critère applicable pour l'examen de toute réduction de la période de *suspension*.
- 10.5 **Annulation ou réduction de la période de *suspension* basée sur des circonstances exceptionnelles**
- 10.5.1 **Absence de faute ou de négligence**  
Si un *sportif* établit, dans un cas particulier, l'*absence de faute* ou de *négligence* de sa part, la période de *suspension* applicable sera annulée. Lorsqu'une *substance interdite*, ses *métabolites* ou ses *marqueurs* sont décelés dans un *échantillon* d'un *sportif* en violation de l'Article 2.1 (Présence d'une *substance interdite*, de ses *métabolites* ou de ses *marqueurs* dans un *échantillon* fourni par le *sportif*), le *sportif* devra également démontrer comment la *substance interdite* s'est retrouvée dans son organisme pour que la période de *suspension* soit supprimée. En cas d'application du présent article et de la suppression de la période de *suspension* autrement applicable, la violation des règles antidopage ne sera pas considérée comme une violation dans la détermination de la période de *suspension* s'appliquant aux cas de violations multiples en vertu de l'Article 10.7.
- 10.5.2 **Absence de faute ou de négligence significative**  
Si un *sportif* ou une autre *personne* établit, dans un cas particulier, l'*absence de faute* ou de *négligence significative* de sa part, la période de *suspension* autrement applicable pourra alors être réduite. Cependant, la période de *suspension* réduite ne pourra être inférieure à la moitié de celle qui aurait dû normalement s'appliquer. Lorsque la période de *suspension* qui aurait dû s'appliquer est une *suspension* à vie, la période de *suspension* réduite appliquée en vertu de cet article ne pourra être inférieure à huit ans. Lorsqu'une *substance interdite*, ses *marqueurs* ou ses *métabolites* sont détectés dans l'*échantillon* d'un *sportif* en violation de l'Article 2.1 (Présence d'une *substance interdite*, de ses *métabolites* ou de ses *marqueurs* dans un *échantillon* fourni par le *sportif*), le *sportif* devra également établir comment cette substance a pénétré dans son organisme afin de pouvoir bénéficier d'une réduction de la période de *suspension*.
- 10.5.3 **Aide substantielle fournie dans la découverte ou la détermination de violations des règles antidopage**  
La FIA ou l'ASN responsable de la gestion des résultats peut, avant une décision finale en appel en vertu de l'Article 13 ou l'expiration du délai d'appel, assortir du sursis une partie de la période de *suspension* dans le cas particulier où un *sportif* ou une autre *personne* a fourni une *aide substantielle* à une *organisation antidopage*, à un tribunal pénal ou à un organisme disciplinaire professionnel, permettant ainsi à l'*organisation antidopage* de découvrir ou d'établir une violation des règles antidopage commise par une autre *personne* ou amenant un tribunal pénal ou un organisme disciplinaire à découvrir ou à prouver une infraction pénale ou la violation de règles professionnelles de la part d'une autre *personne*.  
Après une décision finale en appel en vertu de l'Article 13 ou l'expiration du délai d'appel, la FIA ne peut assortir du sursis une partie de la période de *suspension* autrement applicable qu'avec l'approbation de l'AMA. Après une décision finale d'appel en vertu de l'Article 13 ou à l'expiration du délai d'appel,
- 10.3.3 For violations of Article 2.4 (Violation of applicable requirements regarding the *Athlete's* availability for *Out-of-Competition Testing*), the period of *Ineligibility* shall be at least one year and at most two years, depending on the *Athlete's* degree of fault.
- 10.4 **Elimination or Reduction of the Period of *Ineligibility* for Specified Substances under Specific Circumstances**  
Where an *Athlete* or other *Person* can establish how a *Specified Substance* entered his body or came into his *Possession* and that such *Specified Substance* was not intended to enhance the *Athlete's* sport performance or mask the *Use* of a performance-enhancing substance, the period of *Ineligibility* provided for in Article 10.2 shall be replaced with the following:  
First violation: at least, a reprimand and no period of *Ineligibility* from future *Events*, and at most, two years of *Ineligibility*.  
To justify any elimination or reduction, the *Athlete* or other *Person* must produce corroborating evidence in addition to his word which establishes to the comfortable satisfaction of the hearing panel the absence of an intent to enhance sport performance or mask the *Use* of a performance-enhancing substance. The degree of fault of the *Athlete* or other *Person* shall be the criterion considered in assessing any reduction of the period of *Ineligibility*.
- 10.5 **Elimination or Reduction of Period of *Ineligibility* based on Exceptional Circumstances**
- 10.5.1 **No Fault or Negligence**  
If an *Athlete* establishes in an individual case that he bears *No Fault or Negligence*, the otherwise applicable period of *Ineligibility* shall be eliminated. When a *Prohibited Substance* or its *Markers* or *Metabolites* is detected in an *Athlete's Sample* in violation of Article 2.1 (Presence of a *Prohibited Substance* or its *Metabolites* or *Markers* in an *Athlete's Sample*), the *Athlete* must also establish how the *Prohibited Substance* entered his system in order to have the period of *Ineligibility* eliminated. In the event that this article is applied and the period of *Ineligibility* otherwise applicable is eliminated, the anti-doping rule violation shall not be considered a violation for the purpose of determining the period of *Ineligibility* for multiple violations under Article 10.7.
- 10.5.2 **No Significant Fault or Negligence**  
If an *Athlete* or other *Person* establishes in an individual case that he bears *No Significant Fault or Negligence*, then the otherwise applicable period of *Ineligibility* may be reduced, but the reduced period of *Ineligibility* may not be less than one-half of the period of *Ineligibility* otherwise applicable. If the otherwise applicable period of *Ineligibility* is a lifetime, the reduced period under this article may be no less than eight years. When a *Prohibited Substance* or its *Markers* or *Metabolites* is detected in an *Athlete's Sample* in violation of Article 2.1 (Presence of a *Prohibited Substance* or its *Metabolites* or *Markers* in an *Athlete's Sample*), the *Athlete* must also establish how the *Prohibited Substance* entered his system in order to have the period of *Ineligibility* reduced.
- 10.5.3 **Substantial Assistance in Discovering or Establishing Anti-Doping Rule Violations**  
The FIA or the ASN responsible for Results Management may, prior to a final appellate decision under Article 13 or the expiration of the time to appeal, suspend a part of the period of *Ineligibility* imposed in an individual case where the *Athlete* or other *Person* has provided *Substantial Assistance* to an *Anti-Doping Organisation*, criminal authority or professional disciplinary body which results in the *Anti-Doping Organisation* discovering or establishing an anti-doping rule violation by another *Person* or which results in a criminal authority or disciplinary body discovering or establishing a criminal offence or the breach of professional rules by another *Person*.  
After a final appellate decision under Article 13 or the expiration of time to appeal, the FIA may only suspend a part of the otherwise applicable period of *Ineligibility* with the approval of WADA. After a final appellate decision under Article 13 or the expiration of time to appeal, the competent

L'ASN compétente ne peut suspendre une partie de la période de *suspension* autrement applicable qu'avec l'approbation de la FIA et de l'AMA.

La mesure dans laquelle la période de *suspension* autrement applicable peut être assortie du sursis dépend de la gravité de la violation des règles antidopage commise par le *sportif* ou l'autre *personne* et de l'importance de l'aide *substantielle* fournie par le *sportif* ou l'autre *personne* dans le cadre des efforts déployés dans la lutte antidopage dans le sport automobile.

Pas plus des trois quarts de la période de *suspension* autrement applicable ne peuvent être assortis du sursis. Si la période de *suspension* autrement applicable est une *suspension* à vie, la période non assortie du sursis en vertu de cet article doit être d'au moins huit ans.

Si la FIA ou l'ASN compétente assortit du sursis une partie de la période de *suspension* autrement applicable en vertu de cet article, la FIA ou l'ASN compétente doit fournir sans délai une justification écrite de sa décision à chaque *organisation antidopage* ayant le droit de faire appel de cette décision.

Si la FIA ou l'ASN compétente révoque par la suite le sursis ou une partie du sursis parce que le *sportif* ou l'autre *personne* n'a pas fourni l'aide *substantielle* prévue, le *sportif* ou l'autre *personne* peut faire appel de cette révocation conformément à l'Article 13.2.

ASN may only suspend a part of the otherwise applicable period of *Ineligibility* with the approval of the FIA and WADA.

The extent to which the otherwise applicable period of *Ineligibility* may be suspended shall be based on the seriousness of the anti-doping rule violation committed by the *Athlete* or other *Person* and the significance of the *Substantial Assistance* provided by the *Athlete* or other *Person* to the effort to eliminate doping in motor sport.

No more than three-quarters of the otherwise applicable period of *Ineligibility* may be suspended. If the otherwise applicable period of *Ineligibility* is a lifetime, the non-suspended period under this article must not be less than eight years.

If the FIA or the competent ASN suspends any part of the otherwise applicable period of *Ineligibility* under this article, it shall promptly provide a written justification for its decision to each *Anti-Doping Organisation* having a right to appeal the decision.

If the FIA or the competent ASN subsequently reinstates any part of the suspended period of *Ineligibility* because the *Athlete* or other *Person* has failed to provide the *Substantial Assistance* which was anticipated, the *Athlete* or other *Person* may appeal the reinstatement pursuant to Article 13.2.

#### 10.5.4 Admission d'une violation des règles antidopage en l'absence d'autre preuve

Lorsqu'un *sportif* ou une autre *personne* avoue volontairement avoir commis une violation des règles antidopage avant d'avoir été notifié(e) d'un prélèvement d'*échantillon* susceptible d'établir une violation des règles antidopage (ou, dans le cas d'une violation des règles antidopage autre que l'Article 2.1, avant d'avoir été notifié(e) conformément à l'Article 7 de la violation admise), et que cet aveu constitue la seule preuve fiable de la violation au moment où il est fait, la période de *suspension* peut être réduite, mais pas en-deçà de la moitié de la période de *suspension* autrement applicable.

#### 10.5.5 Cas d'un sportif ou d'une autre personne qui établit son droit à une réduction de la sanction en vertu de plus d'une disposition de cet article

Avant toute réduction ou imposition d'un sursis déterminée en vertu des Articles 10.5.2, 10.5.3 ou 10.5.4, la période de *suspension* applicable devra être établie conformément aux Articles 10.2, 10.3, 10.4 et 10.6. Si le *sportif* ou l'autre *personne* établit son droit à la réduction ou au sursis en vertu d'au moins deux articles parmi les Articles 10.5.2, 10.5.3 ou 10.5.4, la période de *suspension* peut être réduite ou assortie du sursis, mais pas en-deçà du quart de la période de *suspension* autrement applicable.

#### 10.6 Circonstances aggravantes pouvant augmenter la période de suspension

Si la FIA ou l'ASN compétente établit, dans un cas particulier portant sur une violation des règles antidopage autre que celle prévue à l'Article 2.7 (*Trafic* ou *tentative de trafic*) ou à l'Article 2.8 (*Administration* ou *tentative d'administration*), qu'il existe des circonstances aggravantes justifiant l'imposition d'une période de *suspension* supérieure à la sanction standard, la période de *suspension* applicable sera portée à un maximum de quatre ans, à moins que le *sportif* ou l'autre *personne* ne puisse prouver, à la satisfaction de l'instance de jugement, qu'il ou elle n'a pas violé la règle antidopage sciemment.

Le *sportif* ou l'autre *personne* peut éviter l'application de cet article en avouant la violation des règles antidopage alléguée sans délai après que cette *personne* en aura été accusée par la FIA ou l'ASN compétente.

#### 10.7 Violations multiples

##### 10.7.1 Deuxième violation des règles antidopage

Dans le cas d'une première violation des règles antidopage par un *sportif* ou une autre *personne*, la période de *suspension* est indiquée aux Articles 10.2 et 10.3 (sous réserve d'annulation, de réduction ou de sursis en vertu des Articles 10.4 ou 10.5 ou d'augmentation en vertu de l'Article 10.6). Dans le cas d'une deuxième violation des règles antidopage, la période de *suspension* se situera dans la fourchette indiquée dans le tableau

#### 10.5.4 Admission of an Anti-Doping Rule Violation in the Absence of Other Evidence

Where an *Athlete* or other *Person* voluntarily admits the commission of an anti-doping rule violation before having received notice of a *Sample* collection which could establish an anti-doping rule violation (or, in the case of an anti-doping rule violation other than Article 2.1, before receiving first notice of the admitted violation pursuant to Article 7) and that admission is the only reliable evidence of the violation at the time of admission, then the period of *Ineligibility* may be reduced, but not below one-half of the period of *Ineligibility* otherwise applicable.

#### 10.5.5 Where an Athlete or other Person establishes Entitlement to Reduction in Sanction under more than one Provision of this Article

Before applying any reduction or suspension under Articles 10.5.2, 10.5.3 or 10.5.4, the otherwise applicable period of *Ineligibility* shall be determined in accordance with Articles 10.2, 10.3, 10.4 and 10.6. If the *Athlete* or other *Person* establishes entitlement to a reduction or suspension of the period of *Ineligibility* under two or more of Articles 10.5.2, 10.5.3 or 10.5.4, then the period of *Ineligibility* may be reduced or suspended, but not below one quarter of the otherwise applicable period of *Ineligibility*.

#### 10.6 Aggravating Circumstances which may increase the Period of Ineligibility

If the FIA or the competent ASN establishes in an individual case involving an anti-doping rule violation other than violations under Articles 2.7 (*Trafficking* or *Attempted Trafficking*) and 2.8 (*Administration* or *Attempted Administration*) that aggravating circumstances are present which justify the imposition of a period of *Ineligibility* greater than the standard sanction, then the period of *Ineligibility* otherwise applicable shall be increased up to a maximum of four years unless the *Athlete* or other *Person* can prove to the comfortable satisfaction of the hearing panel that he did not knowingly commit the anti-doping rule violation.

The *Athlete* or other *Person* can avoid the application of this article by admitting the alleged anti-doping rule violation promptly after being confronted with the anti-doping rule violation by the FIA or the competent ASN.

#### 10.7 Multiple Violations

##### 10.7.1 Second Anti-Doping Rule Violation

For the first anti-doping rule violation committed by an *Athlete* or other *Person*, the period of *Ineligibility* is set forth in Articles 10.2 and 10.3 (subject to elimination, reduction or suspension under Articles 10.4 or 10.5, or to an increase under Article 10.6). For a second anti-doping rule violation, the period of *Ineligibility* shall be within the range set forth in the table below.

présenté ci-dessous.

2 <sup>ème</sup> violation ***** 1 <sup>ère</sup> violation	RS	MLCM	AFNS	St	SA	TRA
RS	1 – 4	2 – 4	2 – 4	4 – 6	8 – 10	10 – à vie
MLCM	1 – 4	4 – 8	4 – 8	6 – 8	10 – à vie	à vie
AFNS	1 – 4	4 – 8	4 – 8	6 – 8	10 – à vie	à vie
St	2 – 4	6 – 8	6 – 8	8 – à vie	à vie	à vie
SA	4 – 5	10 – à vie	10 – à vie	à vie	à vie	à vie
TRA	8 – à vie	à vie	à vie	à vie	à vie	à vie

Légendes des abréviations figurant dans le tableau relatif à la deuxième violation des règles antidopage :

**RS (Réduction de sanction pour substance spécifiée en vertu de l'Article 10.4) :**

La violation des règles antidopage a été ou devrait être l'objet d'une sanction réduite en vertu de l'Article 10.4 parce qu'elle portait sur une *substance spécifiée* et que les autres conditions prévues à l'Article 10.4 ont été remplies.

**MLCM (Manquements à l'obligation de transmission d'informations sur la localisation et/ou contrôles manqués) :**

La violation des règles antidopage a été ou devrait être l'objet d'une sanction en vertu de l'Article 10.3.3 (Manquements à l'obligation de transmission d'informations sur la localisation et/ou contrôles manqués).

**AFNS (Réduction de sanction pour absence de faute ou de négligence significative) :**

La violation des règles antidopage a été ou devrait être l'objet d'une sanction réduite en vertu de l'Article 10.5.2, le *sportif* ayant prouvé l'*absence de faute ou de négligence significative* de sa part en vertu de l'Article 10.5.2.

**St (Sanction standard en vertu des Articles 10.2 ou 10.3.1) :**

La violation des règles antidopage a été ou devrait être l'objet de la sanction standard de deux ans en vertu des Articles 10.2 ou 10.3.1.

**SA (Sanction aggravée) :**

La violation des règles antidopage a été ou devrait être l'objet d'une sanction aggravée en vertu de l'Article 10.6 parce que l'*organisation antidopage* a établi l'existence des conditions énoncées à l'Article 10.6.

**TRA (Trafic ou tentative de trafic et administration ou tentative d'administration) :**

La violation des règles antidopage a été ou devrait être l'objet d'une sanction en vertu de l'Article 10.3.2 pour cause de *trafic* ou d'administration.

#### 10.7.2 Application des Articles 10.5.3 et 10.5.4 à une deuxième violation des règles antidopage

Lorsqu'un *sportif* ou une autre *personne* qui commet une deuxième violation des règles antidopage établit son droit au sursis ou à la réduction d'une partie de la période de *suspension* en vertu de l'Article 10.5.3 ou de l'Article 10.5.4, l'instance de jugement doit d'abord déterminer la période de *suspension* applicable dans la fourchette établie dans le tableau figurant à l'Article 10.7.1, puis appliquer le sursis ou la réduction appropriée de la période de *suspension*. La période de *suspension* à accomplir, après l'application du sursis ou de la réduction prévue en vertu des Articles 10.5.3 et 10.5.4, doit représenter au moins le quart de la période de *suspension* autrement applicable.

#### 10.7.3 Troisième violation des règles antidopage

Une troisième violation des règles antidopage entraînera toujours une *suspension* à vie, à moins que la troisième violation ne remplit la condition fixée pour l'annulation ou la réduction de la période de *suspension* en vertu de l'Article 10.4, ou qu'elle ne porte sur une violation de l'Article 2.4 (Manquements à l'obligation de transmission d'informations sur la localisation et/ou contrôles manqués). Dans ces cas particuliers, la période de *suspension* variera entre huit ans et une *suspension* à vie.

Second violation ***** First violation	RS	FFMT	NSF	St	AS	TRA
RS	1 – 4	2 – 4	2 – 4	4 – 6	8 – 10	10 – life
FFMT	1 – 4	4 – 8	4 – 8	6 – 8	10 – life	life
NSF	1 – 4	4 – 8	4 – 8	6 – 8	10 – life	life
St	2 – 4	6 – 8	6 – 8	8 – life	life	life
AS	4 – 5	10 – life	10 – life	life	life	life
TRA	8 – life	life	life	life	life	life

Definitions for purposes of the second anti-doping rule violation table:

**RS (Reduced sanction for Specified Substance under Article 10.4) :**

The anti-doping rule violation was or should be sanctioned by a reduced sanction under Article 10.4 because it involved a *Specified Substance* and the other conditions under Article 10.4 were met.

**FFMT (Filing Failures and/or Missed Tests) :**

The anti-doping rule violation was or should be sanctioned under Article 10.3.3 (Filing Failures and/or Missed Tests).

**NSF (Reduced sanction for No Significant Fault or Negligence) :**

The anti-doping rule violation was or should be sanctioned by a reduced sanction under Article 10.5.2 because *No Significant Fault or Negligence* under Article 10.5.2 was proved by the *Athlete*.

**St (Standard sanction under Articles 10.2 or 10.3.1) :**

The anti-doping rule violation was or should be sanctioned by the standard sanction of two years under Articles 10.2 or 10.3.1.

**AS (Aggravated sanction) :**

The anti-doping rule violation was or should be sanctioned by an aggravated sanction under Article 10.6 because the *Anti-Doping Organisation* established the conditions set forth under Article 10.6.

**TRA (Trafficking or Attempted Trafficking and administration or Attempted administration) :**

The anti-doping rule violation was or should be sanctioned by a sanction under Article 10.3.2.

#### 10.7.2 Application of Articles 10.5.3 and 10.5.4 to a Second Anti-Doping Rule Violation

Where an *Athlete* or other *Person* who commits a second anti-doping rule violation establishes entitlement to suspension or reduction of a portion of the period of *Ineligibility* under Article 10.5.3 or Article 10.5.4, the hearing panel shall first determine the otherwise applicable period of *Ineligibility* within the range established in the table in Article 10.7.1, and then apply the appropriate suspension or reduction of the period of *Ineligibility*. The remaining period of *Ineligibility*, after applying any suspension or reduction under Articles 10.5.3 and 10.5.4, must be at least one quarter of the otherwise applicable period of *Ineligibility*.

#### 10.7.3 Third Anti-Doping Rule Violation

A third anti-doping rule violation will always result in a lifetime period of *Ineligibility*, unless the third violation fulfils the condition for elimination or reduction of the period of *Ineligibility* under Article 10.4 or involves a violation of Article 2.4 (Whereabouts Filing Failures and/or Missed Tests). In these particular cases, the period of *Ineligibility* shall be from eight years to a lifetime ban.

- 10.7.4 Règles additionnelles applicables en cas de violations multiples**
- 10.7.4.1** Aux fins de l'imposition de sanctions en vertu de l'Article 10.7, une violation des règles antidopage sera considérée comme une deuxième violation seulement si la FIA ou l'ASN compétente peut établir que le *sportif* ou l'autre *personne* a commis la deuxième violation des règles antidopage après avoir reçu notification, conformément à l'Article 7 (Gestion des résultats), de la première infraction, ou après que la FIA ou l'ASN compétente a raisonnablement tenté de notifier la première violation. Dans le cas contraire, les violations doivent être considérées ensemble comme une unique et première violation, et la sanction imposée reposera sur la violation entraînant la sanction la plus sévère. On pourra toutefois tenir compte de la perpétration de violations multiples dans la détermination de circonstances aggravantes (Article 10.6).
- 10.7.4.2** Si, après avoir établi une première violation des règles antidopage, la FIA ou l'ASN compétente découvre des faits concernant une violation des règles antidopage par le *sportif* ou l'autre *personne* survenue avant la notification de la première violation, la FIA ou l'ASN compétente imposera une sanction additionnelle en fonction de la sanction qui aurait pu être imposée si les deux violations avaient été sanctionnées au même moment. Les résultats obtenus dans les *compétitions* remontant à la première violation des règles antidopage seront annulés conformément à l'Article 10.8. Pour éviter la prise en compte des circonstances aggravantes (Article 10.6) en raison de la violation commise antérieurement mais découverte plus tard, le *sportif* ou l'autre *personne* doit avoir volontairement la violation antérieure des règles antidopage sans délai après avoir reçu notification de l'infraction signalée dans la première accusation. La même règle s'appliquera également si la FIA ou l'ASN compétente découvre des faits concernant une autre violation antérieure après la résolution de la deuxième violation des règles antidopage.
- 10.7.5 Violations multiples des règles antidopage pendant une période de huit ans**  
Aux fins de l'Article 10.7, chaque violation des règles antidopage doit survenir pendant la même période de huit ans pour que les infractions soient considérées comme des violations multiples.
- 10.8 Annulation de résultats obtenus dans des compétitions postérieures au prélèvement ou à la perpétration de la violation des règles antidopage**  
En plus de l'annulation automatique des résultats obtenus à la *compétition* au cours de laquelle un *échantillon* positif a été prélevé, en vertu de l'Article 9 (Annulation automatique des résultats individuels), tous les autres résultats obtenus *en compétition* à compter de la date de la collecte de l'*échantillon* positif (prélevé *en compétition* ou *hors compétition*) ou de la perpétration d'une autre violation des règles antidopage seront annulés, avec toutes les *conséquences* qui en résultent, incluant le retrait de l'ensemble des trophées, médailles, points et prix, jusqu'au début de la *suspension provisoire* ou de la *suspension*, à moins qu'un autre traitement ne se justifie pour des raisons d'équité.
- 10.8.1** Avant de pouvoir revenir à la *compétition* après avoir été jugé coupable de violation des règles antidopage, le *sportif* devra rembourser tous les gains qui lui ont été retirés en vertu de cet article.
- 10.8.2 Allocation des gains retirés**  
Les gains retirés sont réattribués à d'autres *sportifs*.
- 10.9 Début de la période de suspension**  
Sauf dans les cas prévus ci-dessous, la période de *suspension* commencera à la date fixée dans la décision de l'instance compétente ou, en cas de renonciation à l'audience, à la date où la *suspension* a été acceptée ou imposée. Toute période de *suspension provisoire* (qu'elle soit imposée ou volontairement acceptée) sera déduite de la période totale de *suspension* imposée.
- 10.9.1 Retards non imputables au sportif ou à l'autre personne**  
En cas de retards considérables dans la procédure d'audience ou d'autres aspects du *contrôle du dopage* non attribuables au *sportif* ou à l'autre *personne*, l'instance de jugement imposant la sanction pourra faire débiter la période de *suspension* à une date antérieure pouvant remonter à la date de la collecte de l'*échantillon* concerné ou à la date de la dernière violation des règles antidopage.
- 10.7.4 Additional Rules applicable in cases of Multiple Violations**
- 10.7.4.1** For purposes of imposing sanctions under Article 10.7, an anti-doping rule violation will only be considered a second violation if the FIA or the competent ASN can establish that the *Athlete* or other *Person* committed the second anti-doping rule violation after the *Athlete* or other *Person* received notification of the first violation pursuant to Article 7 (Results Management), or after the FIA or the competent ASN made reasonable efforts to give notice of the first violation. If the FIA or the competent ASN cannot establish this, the violations shall be considered together as one single first violation, and the sanction imposed shall be based on the violation that carries the more severe sanction. However, the occurrence of multiple violations may be considered as a factor in determining aggravating circumstances (Article 10.6).
- 10.7.4.2** If, after the resolution of a first anti-doping rule violation, the FIA or the competent ASN discovers facts involving an anti-doping rule violation by the *Athlete* or other *Person* which occurred prior to notification regarding the first violation, then the FIA or the competent ASN shall impose an additional sanction based on the sanction that could have been imposed if the two violations had been adjudicated at the same time. Results in all *Competitions* dating back to the earlier anti-doping rule violation will be disqualified as provided in Article 10.8. To avoid the possibility of a finding of Aggravating Circumstances (Article 10.6) on account of the earlier-in-time but later-discovered violation, the *Athlete* or other *Person* must voluntarily admit the earlier anti-doping rule violation on a timely basis after notification of the violation for which he is first charged. The same rule shall also apply when the FIA or the competent ASN discovers facts involving another prior violation after the resolution of a second anti-doping rule violation.
- 10.7.5 Multiple Anti-Doping Rule Violations during an Eight-Year Period**  
For purposes of Article 10.7, each anti-doping rule violation must take place within the same eight-year period in order to be considered multiple violations.
- 10.8 Disqualification of Results in Competitions Subsequent to Sample Collection or Commission of an Anti-Doping Rule Violation**  
In addition to the automatic *Disqualification* of the results in the *Competition* where the positive *Sample* has been collected, under Article 9 (Automatic *Disqualification* of Individual Results), all other competitive results obtained from the date a positive *Sample* was collected (whether *In-Competition* or *Out-of-Competition*), or other anti-doping rule violation that occurred, through the commencement of any *Provisional Suspension* or *Ineligibility* period, shall, unless fairness requires otherwise, be disqualified with all of the resulting *Consequences* including forfeiture of any trophies, medals, points and prizes.
- 10.8.1** As a condition of regaining eligibility after being found to have committed an anti-doping rule violation, the *Athlete* must first repay all prize money forfeited under this article.
- 10.8.2 Allocation of Forfeited Prize Money**  
Forfeited prize money shall be reallocated to other *Athletes*.
- 10.9 Commencement of Ineligibility Period**  
Except as provided below, the period of *Ineligibility* shall start on the date set out in the hearing decision providing for *Ineligibility* or, if the hearing is waived, on the date *Ineligibility* is accepted or otherwise imposed. Any period of *Provisional Suspension* (whether imposed or voluntarily accepted) shall be credited against the total period of *Ineligibility* imposed.
- 10.9.1 Delays Not Attributable to the Athlete or other Person**  
Where there have been substantial delays in the hearing process or other aspects of *Doping Control* not attributable to the *Athlete* or other *Person*, the hearing panel imposing the sanction may start the period of *Ineligibility* at an earlier date commencing as early as the date of *Sample* collection or the date on which another anti-doping rule violation last occurred.

- 10.9.2 Aveu sans délai**  
Si le *sportif* ou l'autre *personne* avoue rapidement (ce qui signifie, dans tous les cas, avant sa participation à une autre *compétition*) la violation des règles antidopage après avoir été dûment informé(e) de celle-ci par la FIA ou l'ASN compétente, la période de *suspension* pourra commencer dès la date à laquelle l'*échantillon* a été recueilli ou la date de la dernière violation des règles antidopage.  
Cependant, dans chaque cas où cet article sera appliqué, le *sportif* ou l'autre *personne* devra accomplir au moins la moitié de la période de *suspension* à compter :  
– de la date à laquelle le *sportif* ou l'autre *personne* aura accepté l'imposition d'une sanction ;  
– de la date à laquelle une décision imposant une sanction aura été rendue suite à une audience ; ou  
– de la date à laquelle une sanction est autrement imposée.
- 10.9.3** Si une *suspension provisoire* est imposée et est respectée par le *sportif*, cette période de *suspension provisoire* devra être déduite de toute période de *suspension* qui pourra lui être imposée au final.
- 10.9.4** Si un *sportif* accepte volontairement par écrit une *suspension provisoire* prononcée par la FIA ou l'ASN compétente et s'abstient ensuite de participer à des *compétitions*, il bénéficiera d'un crédit quant à cette période de *suspension provisoire* volontaire, en réduction de toute période de *suspension* qui pourra être imposée au final.  
Une copie de l'acceptation volontaire de la *suspension provisoire* du *sportif* sera remise rapidement à chaque partie devant être notifiée d'une violation éventuelle des règles antidopage en vertu de l'Article 14.1.
- 10.9.5** Le *sportif* ne pourra bénéficier d'aucune réduction de sa période de *suspension* pour toute période antérieure à sa *suspension provisoire* ou à sa *suspension provisoire* volontaire pendant laquelle il a décidé de ne pas concourir ou a été suspendu par son équipe.
- 10.10 Statut durant une suspension**
- 10.10.1 Interdiction de participation pendant une suspension**  
Aucun *sportif* ni aucune *personne* suspendu(e) ne pourra, durant sa période de *suspension*, participer à quelque titre que ce soit à une *compétition* ou activité autorisée ou organisée par la FIA, une ASN ou toute autre organisation responsable de *compétitions* nationales ou internationales (sauf à des programmes d'éducation ou de réhabilitation antidopage autorisés).  
Le *sportif* ou l'autre *personne* qui se voit imposer une *suspension* de plus de quatre ans pourra, après quatre ans de *suspension*, participer à des *manifestations* sportives locales dans un sport autre que celui dans lequel il/elle a commis la violation de règles antidopage, mais seulement si la *manifestation* sportive locale ne se déroule pas à un niveau où le *sportif* ou la *personne* en question est susceptible de se qualifier directement ou indirectement en vue d'un championnat national ou d'une *manifestation internationale* (ou d'accumuler des points en vue de sa qualification). Le *sportif* ou l'autre *personne* à qui s'applique la *suspension* demeure assujéti(e) à des *contrôles*.
- 10.10.2 Violation de l'interdiction de participation pendant la suspension**  
Lorsqu'un *sportif* ou une autre *personne* faisant l'objet d'une *suspension* viole l'interdiction de participation pendant la *suspension* décrite à l'Article 10.10.1, les résultats de cette participation sont annulés et la période de *suspension* imposée initialement recommence à la date de l'infraction. La nouvelle période de *suspension* peut être réduite en vertu de l'Article 10.5.2 si le *sportif* ou l'autre *personne* établit l'*absence de faute* ou de *négligence significative* de sa part en relation avec la violation de l'interdiction de participation. Il incombe à la FIA ou l'ASN dont la gestion des résultats a conduit à l'imposition de la période initiale de *suspension* de déterminer si le *sportif* ou l'autre *personne* a ou non violé l'interdiction de participation, et s'il convient ou non de réduire la période de *suspension* conformément à l'Article 10.5.2.
- 10.10.3 Retenue de l'aide financière pendant la suspension**  
En outre, en cas de violation des règles antidopage sans réduction de sanction pour *substances spécifiées* dont il est question à l'Article 10.4, la FIA et les ASN refuseront d'accorder certains, voire la totalité, des avantages liés au statut de *sportif*, notamment l'aide financière, dont jouissait cette *personne*.
- 10.9.2 Timely Admission**  
Where the *Athlete* or other *Person* promptly (which, in all events, means before he takes part in another *Competition*) admits the anti-doping rule violation after being confronted with such violation by the FIA or the competent ASN, the period of *Ineligibility* may start as early as the date of *Sample* collection or the date on which another anti-doping rule violation last occurred.  
However, in each case where this article is applied, the *Athlete* or other *Person* shall serve at least one half of the period of *Ineligibility* going forward from:  
– the date the *Athlete* or other *Person* accepted the imposition of a sanction;  
– the date of a hearing decision imposing a sanction; or  
– the date the sanction is otherwise imposed.
- 10.9.3** If a *Provisional Suspension* is imposed and respected by the *Athlete*, then the *Athlete* shall receive a credit for such period of *Provisional Suspension* against any period of *Ineligibility* which may ultimately be imposed.
- 10.9.4** If an *Athlete* voluntarily accepts in writing a *Provisional Suspension* from the FIA or the competent ASN and hereinafter refrains from competing, the *Athlete* shall receive a credit for such period of voluntary *Provisional Suspension* against any period of *Ineligibility* which may ultimately be imposed.  
A copy of the *Athlete's* voluntary acceptance of a *Provisional Suspension* shall be provided promptly to each party entitled to receive notice of a potential anti-doping rule violation under Article 14.1.
- 10.9.5** No credit against a period of *Ineligibility* shall be given for any time period before the effective date of the *Provisional Suspension* or voluntary *Provisional Suspension* regardless of whether the *Athlete* elected not to compete or was suspended by his team.
- 10.10 Status during Ineligibility**
- 10.10.1 Prohibition against Participation during Ineligibility**  
No *Athlete* or other *Person* who has been declared Ineligible may, during the period of *Ineligibility*, participate in any capacity in a *Competition* or activity (other than authorised anti-doping education or rehabilitation programmes) authorised or organised by the FIA, an ASN or any other organisation responsible for national or international *competitions*.  
An *Athlete* or other *Person* who is subject to a period of *Ineligibility* longer than four years may, after completing four years of the period of *Ineligibility*, participate in local sport events in a sport other than the sport in which he committed the anti-doping rule violation, but only if the local sport event is not at a level that could otherwise qualify such *Athlete* or other *Person* directly or indirectly to compete in (or accumulate points toward) a national championship or *International Event*. An *Athlete* or other *Person* subject to a period of *Ineligibility* shall remain subject to *Testing*.
- 10.10.2 Violation of the Prohibition of Participation during Ineligibility**  
Where an *Athlete* or other *Person* who has been declared Ineligible violates the prohibition against participation during *Ineligibility* described in Article 10.10.1, the results of such participation shall be disqualified and the period of *Ineligibility* which was originally imposed shall start over again as of the date of the violation. The new period of *Ineligibility* may be reduced under Article 10.5.2 if the *Athlete* or other *Person* establishes that he bears *No Significant Fault or Negligence* for violating the prohibition against participation. The determination of whether an *Athlete* or other *Person* has violated the prohibition against participation, and whether a reduction under Article 10.5.2 is appropriate, shall be made by the FIA or the ASN whose Results Management led to the imposition of the initial period of *Ineligibility*.
- 10.10.3 Withholding of Financial Support during Ineligibility**  
In addition, for any anti-doping rule violation not involving a reduced sanction for *Specified Substances* as described in Article 10.4, some or all sport-related financial support or other sport-related benefits received by such *Person* will be withheld by the FIA and the ASNs.

#### 10.11 Contrôles de réhabilitation

Afin d'obtenir sa réhabilitation au terme d'une période donnée de *suspension*, un *sportif* doit, pendant sa *suspension provisoire* ou sa période de *suspension*, être disponible pour des *contrôles hors compétition* effectués par la FIA, l'ASN compétente ou toute organisation antidopage responsable de *contrôles* et doit, sur demande, transmettre des renseignements exacts et actualisés sur sa localisation. Si un *sportif* prend sa retraite sportive pendant une période de *suspension*, ne fait plus partie du *groupe cible de sportifs soumis aux contrôles hors compétition*, et demande ensuite sa réhabilitation, il ne pourra y être admis avant d'en avoir averti la FIA ou l'ASN compétente et d'avoir été soumis à des *contrôles hors compétition* pendant une période égale à la période de *suspension* qui restait à accomplir à la date de sa retraite du sport automobile.

Au cours d'une telle période de *suspension*, le *sportif* doit se soumettre à un minimum de deux *contrôles*, chaque *contrôle* étant séparé d'au moins trois mois. Il incombera à l'ASN qui a délivré la licence au *sportif* concerné d'effectuer les *contrôles* nécessaires, mais les *contrôles* effectués par toute autre organisation antidopage pourront être utilisés pour satisfaire à cette exigence. Les résultats de ces *contrôles* seront rapportés à la FIA. En outre, juste avant la fin de la période de *suspension*, un *sportif* doit se soumettre à un *contrôle* que la FIA ou l'ASN qui lui a délivré la licence effectuera sur les *substances interdites* et *méthodes interdites hors compétition*. Lorsque la période de *suspension* d'un *sportif* est terminée, et que le *sportif* a rempli les conditions de réhabilitation, le *sportif* sera alors automatiquement à nouveau admissible, et il ne sera pas nécessaire que le *sportif* ou l'ASN qui a délivré la licence au *sportif* remplisse une demande à cet effet.

#### 10.12 Imposition de sanctions financières

La FIA se réserve la possibilité d'imposer des sanctions financières en cas de violation du Règlement.

### ARTICLE 11 – CONSÉQUENCES DANS LES SPORTS D'ÉQUIPE

#### 11.1 Contrôle de l'équipe

Lorsque, dans un *sport d'équipe*, plus d'un membre d'une équipe a été notifié d'une violation des règles antidopage en vertu de l'Article 7 dans le cadre d'une *manifestation*, la FIA ou l'ASN responsable de la *manifestation* doit réaliser un nombre de *contrôles ciblés* approprié à l'égard de l'équipe pendant la *durée de la manifestation*.

#### 11.2 Conséquences pour l'équipe

Si, dans un *sport d'équipe*, un membre d'une équipe a commis une violation des règles antidopage pendant la *durée de la manifestation*, la FIA ou l'ASN responsable de la *manifestation* peut imposer une sanction appropriée à l'équipe en question (par exemple: perte de points, *disqualification* d'une *compétition* ou d'une *manifestation*, ou autre sanction) en plus des *conséquences* imposées au *sportif* individuel ayant commis la violation des règles antidopage.

Si, dans un *sport d'équipe*, plus d'un membre d'une équipe a commis une violation des règles antidopage pendant la *durée de la manifestation*, la FIA ou l'ASN responsable de la *manifestation* doit imposer une sanction appropriée à l'équipe en question (par exemple: perte de points, *disqualification* d'une *compétition* ou d'une *manifestation*, ou autre sanction) en plus des *conséquences* imposées aux *sportifs* individuels ayant commis la violation des règles antidopage.

#### 11.3 Possibilité pour la FIA ou l'ASN responsable d'une manifestation d'établir des règles qui imposent des conséquences plus sévères aux équipes

La FIA ou l'ASN responsable d'une *manifestation* peut décider d'établir, pour une *manifestation*, des règles qui imposent des *conséquences* plus sévères que celles prévues à l'Article 11.2.

### ARTICLE 12 – SANCTIONS ET COÛTS À L'ENCONTRE DES ASN

12.1 La FIA peut interrompre tout ou partie du financement ou toute autre aide non financière aux ASN qui ne respectent pas le Règlement.

### ARTICLE 13 – APPELS

#### 13.1 Décisions sujettes à appel

Toute décision rendue en application du Règlement peut faire l'objet d'un appel conformément aux modalités prévues aux

#### 10.11 Reinstatement Testing

As a condition to regaining eligibility at the end of a specified period of *Ineligibility*, an *Athlete* must, during any period of *Provisional Suspension* or *Ineligibility*, make himself available for *Out-of-Competition Testing* by the FIA, the competent ASN, and any other *Anti-Doping Organisation* having *Testing* jurisdiction, and must, if requested, provide current and accurate whereabouts information. If an *Athlete* subject to a period of *Ineligibility* retires from sport and is removed from *Out-of-Competition Testing* pools and later seeks reinstatement, he shall not be eligible for reinstatement until he has notified the FIA and the competent ASN and has been subject to *Out-of-Competition Testing* for a period of time equal to the period of *Ineligibility* remaining as of the date on which he retired from motor sport.

During such remaining period of *Ineligibility*, a minimum of two tests must be conducted on the *Athlete* with at least three months between each test. The ASN that issued the licence to the *Athlete* concerned shall be responsible for conducting the necessary tests, but tests by any other *Anti-Doping Organisation* may be used to satisfy the requirement. The results of such tests shall be reported to the FIA. In addition, just prior to the end of the period of *Ineligibility*, an *Athlete* must undergo *Testing* by the FIA or the ASN that issued his licence for the *Prohibited Substances* and *Prohibited Methods* that are prohibited in *Out-of-Competition Testing*. Once the period of an *Athlete's Ineligibility* has expired, and the *Athlete* has fulfilled the conditions of reinstatement, then the *Athlete* will become automatically re-eligible and no application by the *Athlete* or by the ASN that issued the licence to the *Athlete* will then be necessary.

#### 10.12 Imposition of financial sanctions

The FIA reserves the option of imposing financial sanctions in cases where there has been a violation of the Regulations.

### ARTICLE 11 – CONSEQUENCES IN TEAM SPORTS

#### 11.1 Testing of the Team

Where, in a *Team Sport*, more than one member of a team has been notified of an anti-doping rule violation under Article 7 in connection with an *Event*, the FIA or the ASN responsible for the *Event* shall conduct appropriate *Target Testing* on the team during the *Event Period*.

#### 11.2 Consequences for the Team

If, in a *Team Sport*, one member of a team is found to have committed an anti-doping rule violation during an *Event Period*, the FIA or the ASN responsible for the *Event* may impose an appropriate sanction on the team in question (for example: loss of points, *Disqualification* from a *Competition* or *Event*, or another sanction) in addition to any *Consequences* imposed upon the individual *Athlete* who committed the anti-doping rule violation.

If, in a *Team Sport*, more than one member of a team is found to have committed an anti-doping rule violation during an *Event Period*, the FIA or the ASN responsible for the *Event* shall impose an appropriate sanction on the team in question (for example: loss of points, *Disqualification* from a *Competition* or *Event*, or another sanction) in addition to any *Consequences* imposed upon the individual *Athletes* who committed the anti-doping rule violation.

#### 11.3 Possibility for the FIA or the ASN responsible for an Event to establish stricter Consequences for Teams

The FIA or the ASN responsible for an *Event* may elect to establish rules for the *Event* which impose stricter *Consequences* for Teams than those set out in Article 11.2.

### ARTICLE 12 – SANCTIONS AND COSTS ASSESSED AGAINST ASNs

12.1 The FIA has the authority to withhold some or all funding or other non-financial support to ASNs that are not in compliance with the Regulations.

### ARTICLE 13 – APPEALS

#### 13.1 Decisions Subject to Appeal

Decisions made under the Regulations may be appealed as set forth below in Article 13.2 through 13.4 or as otherwise

Articles 13.2 à 13.4 ou aux autres dispositions du Règlement. Les décisions dont il est fait appel resteront en vigueur durant la procédure d'appel, à moins que l'instance d'appel n'en décide autrement. Avant qu'un appel ne soit ouvert, toutes les possibilités d'appel de la décision prévues dans le Règlement ou dans les règles de l'organisation antidopage chargée de la procédure d'audience aux termes de l'Article 8 devront avoir été épuisées (sauf l'exception prévue à l'Article 13.1.1).

provided in the Regulations. Such decisions shall remain in effect while under appeal unless the appellate body orders otherwise. Before an appeal is commenced, any post-decision review provided in the Regulations or in the rules of the *Anti-Doping Organisation* conducting the hearing process as per Article 8 must be exhausted (except as provided in Article 13.1.1).

**13.1.1 L'AMA n'a pas à épuiser les voies de recours internes**  
Lorsque l'AMA a le droit d'interjeter appel en vertu de l'Article 13 et qu'aucune autre partie n'a fait appel d'une décision finale dans le cadre de la procédure de la FIA ou de l'ASN compétente, l'AMA peut porter cette décision en appel directement devant le TAS sans devoir épuiser les autres voies de recours éventuellement prévues dans le cadre de la procédure de la FIA ou de l'ASN.

**13.1.1 WADA Not Required to Exhaust Internal Remedies**  
Where WADA has a right to appeal under Article 13 and no other party has appealed a final decision within the FIA's or the competent ASN's process, WADA may appeal such decision directly to CAS without having to exhaust other possible remedies in the FIA's or the competent ASN's process.

**13.2 Appels des décisions relatives aux violations des règles antidopage, conséquences et suspensions provisoires**  
Les décisions suivantes peuvent être portées en appel selon les modalités strictement prévues dans l'Article 13.2:

**13.2 Appeals from Decisions regarding Anti-Doping Rule Violations, Consequences, and Provisional Suspensions**  
The following decisions may be appealed exclusively as provided in Article 13.2:

- une décision portant sur une violation des règles antidopage;
- une décision imposant des *conséquences* à l'issue d'une violation des règles antidopage;
- une décision établissant qu'aucune violation des règles antidopage n'a été commise;
- une décision établissant qu'une procédure en matière de violation des règles antidopage ne peut être poursuivie pour des raisons procédurales (y compris pour cause de prescription, par exemple);
- une décision en vertu de l'Article 10.10.2 (Violation de l'interdiction de participation pendant la *suspension*);
- une décision établissant que la FIA ou l'ASN responsable de la gestion des résultats n'est pas compétente pour se prononcer sur une violation présumée des règles antidopage ou sur les *conséquences* de celle-ci;
- une décision d'une *organisation antidopage* de ne pas présenter un *résultat d'analyse anormal* ou un *résultat atypique* comme une violation des règles antidopage;
- une décision de ne pas donner suite à une violation des règles antidopage après une investigation menée en vertu de l'Article 7.4; et
- une décision d'imposer une *suspension provisoire* à l'issue d'une *audience préliminaire* ou en violation de l'Article 7.5.

- a decision that an anti-doping rule violation was committed;
- a decision imposing *Consequences* for an anti-doping rule violation;
- a decision that no anti-doping rule violation was committed;
- a decision that an anti-doping rule violation process cannot go forward for procedural reasons (including, for example, prescription);
- a decision under Article 10.10.2 (Violation of the Prohibition of Participation during *Ineligibility*);
- a decision that the FIA or the ASN responsible for results management lacks jurisdiction to rule on an alleged anti-doping rule violation or its *Consequences*;
- a decision by an *Anti-Doping Organisation* not to bring forward an *Adverse Analytical Finding* or an *Atypical Finding* as an anti-doping rule violation;
- a decision not to go forward with an anti-doping rule violation after an investigation under Article 7.4; and
- a decision to impose a *Provisional Suspension* as a result of a *Provisional Hearing* or in violation of Article 7.5.

**13.2.1 Appels des décisions de la FIA**  
Toute décision de la FIA peut faire l'objet d'un appel uniquement devant le TAS et en accord avec les dispositions en vigueur auprès de ce tribunal.

**13.2.1 Appeals against the decisions of the FIA**  
Any decision of the FIA may be appealed exclusively to CAS in accordance with the provisions applicable before such court.

**13.2.2 Appels des décisions des ASN ou des organisations nationales antidopage**  
Toute décision d'une ASN ou d'une *organisation nationale antidopage* peut faire l'objet d'un appel devant un organe indépendant et impartial conformément aux règles établies par l'ASN ou l'*organisation nationale antidopage*. Si l'ASN ou l'*organisation nationale antidopage* n'a pas établi un tel organe, il peut être fait appel de cette décision devant le TAS, conformément aux dispositions applicables devant ce tribunal.

**13.2.2 Appeals against the decisions of the ASNs or the National Anti-Doping Organisations**  
Any decision imposed by an ASN or a *National Anti-Doping Organisation* may be appealed to an independent and impartial body in accordance with rules established by the competent ASN or the *National Anti-Doping Organisation*. If the ASN or the *National Anti-Doping Organisation* has not established such a body, the decision may be appealed to CAS in accordance with the provisions applicable before such court.

**13.2.3 Personnes autorisées à faire appel**  
Dans les cas visés à l'Article 13.2.1, les parties suivantes auront le droit de faire appel devant le TAS:

**13.2.3 Persons Entitled to Appeal**  
In cases under Article 13.2.1, the following parties shall have the right to appeal to CAS:

- a) le *sportif* ou toute autre *personne* à qui s'applique la décision dont il est fait appel;
  - b) l'autre partie à l'affaire dans laquelle la décision a été rendue;
  - c) la FIA;
  - d) l'*organisation nationale antidopage* du pays dont la *personne* est détentrice d'une licence;
  - e) le Comité international olympique ou le Comité international paralympique, s'il y a lieu, et quand la décision peut avoir un effet sur les Jeux olympiques ou les Jeux paralympiques, notamment les décisions affectant la possibilité d'y participer; et
  - f) l'AMA.
- Dans les cas visés à l'Article 13.2.2, les parties ayant le droit d'appel auprès de l'instance nationale d'appel seront celles prévues par les règles de l'ASN ou de l'*organisation nationale antidopage* mais incluront au minimum les parties suivantes:
- a) le *sportif* ou toute autre *personne* soumis(e) à la décision por-

- a) the *Athlete* or other *Person* who is the subject of the decision being appealed;
  - b) the other party to the case in which the decision was rendered;
  - c) the FIA;
  - d) the *National Anti-Doping Organisation* of the *Person's* country where the *Person* is a licence-holder;
  - e) the International Olympic Committee or International Paralympic Committee, as applicable, where the decision may have an effect in relation to the Olympic Games or Paralympic Games, including decisions affecting eligibility for the Olympic Games or Paralympic Games; and
  - f) WADA.
- In cases under Article 13.2.2, the parties having the right to appeal to the national-level reviewing body shall be as provided in the rules of the ASN or the *National Anti-Doping Organisation* but, at least, shall include the following parties:
- a) the *Athlete* or other *Person* who is the subject of the decision

- tée en appel ;  
b) l'autre partie impliquée dans l'affaire dans laquelle la décision a été rendue ;  
c) la FIA ;  
d) l'organisation nationale antidopage du pays dont la personne est détentrice d'une licence ;  
e) l'ASN qui a délivré la licence à la personne ; et  
f) l'AMA.

Pour les cas visés à l'Article 13.2.2, l'AMA et la FIA pourront faire appel devant le TAS d'une décision rendue par une instance d'appel nationale. Toute partie interjetant appel sera en droit d'attendre l'aide du TAS pour obtenir tous les éléments d'information pertinents de l'organisation antidopage dont elle porte la décision en appel et les informations seront transmises si le TAS en donne l'instruction.

Nonobstant toute autre disposition dans le Règlement, la seule personne autorisée à faire appel d'une suspension provisoire est le sportif ou la personne à qui la suspension provisoire est imposée.

**13.3 Manquement de la part de la FIA ou de l'ASN responsable de la gestion des résultats à l'obligation de rendre une décision dans un délai raisonnable**

Lorsque, dans un cas donné, la FIA ou l'ASN compétente ne rend pas une décision sur la question de savoir si une violation des règles antidopage a été commise dans un délai raisonnable fixé par l'AMA, cette dernière peut décider d'en appeler directement au TAS, comme si la FIA ou l'ASN compétente avait rendu une décision d'absence de violation des règles antidopage. Si la formation de jugement du TAS établit qu'une violation des règles antidopage a été commise et que l'AMA a agi raisonnablement en décidant d'en appeler directement au TAS, les dépenses raisonnables engagées par l'AMA (frais et honoraires d'avocats) dans le cadre de la procédure d'appel seront remboursés à l'AMA par la FIA ou l'ASN concernée.

**13.4 Appels de décisions portant sur l'autorisation ou le refus d'usage à des fins thérapeutiques**

Le sportif ou l'organisation antidopage dont la décision a été renversée peut faire appel, exclusivement devant le TAS, des décisions de l'AMA renversant une autorisation ou un refus d'usage à des fins thérapeutiques.

Le sportif peut faire appel, exclusivement devant le TAS, des décisions de la FIA refusant une AUT, qui ne sont pas renversées par l'AMA.

Les décisions des organisations antidopage autres que la FIA ou l'AMA refusant une AUT et qui ne sont pas renversées par l'AMA peuvent faire l'objet d'un appel devant l'instance nationale d'appel décrite à l'Article 13.2.2. Lorsqu'une instance nationale d'appel renverse la décision de refus d'AUT, l'AMA pourra faire appel de cette décision devant le TAS.

Lorsque la FIA, des organisations nationales antidopage ou d'autres instances désignées par les ASN ne donnent pas suite dans un délai raisonnable à une demande d'AUT présentée en bonne et due forme, cette absence de décision peut être considérée comme un refus aux fins des droits d'appel prévus dans cet article.

**13.5 Appel des décisions en vertu de l'Article 12**

Les décisions de la FIA en vertu de l'Article 12 peuvent faire l'objet d'un appel exclusivement devant le TAS par l'ASN concernée.

**13.6 Délai pour déposer un appel**

Le délai pour déposer un appel devant le TAS sera de vingt et un jours à compter de la date de réception de la décision par la partie appelante. Nonobstant ce qui précède, les dispositions suivantes s'appliqueront aux appels déposés par une partie pouvant faire appel, mais qui n'était pas partie aux procédures ayant mené à la décision sujette à appel :

- a) Dans les dix jours suivant la notification de la décision, cette partie ou ces parties pourront demander à l'organisme qui a rendu la décision une copie du dossier sur lequel cet organisme a basé sa décision ;  
b) Si une telle demande est faite dans les dix jours, la partie faisant cette demande bénéficiera alors de vingt et un jours à compter de la réception du dossier pour faire appel devant le TAS.

Nonobstant ce qui précède, le délai de dépôt d'un appel ou d'une intervention de l'AMA sera au maximum de :

- a) Vingt et un jours à compter du dernier jour du délai d'appel de

- being appealed ;  
b) the other party to the case in which the decision was rendered ;

- c) the FIA ;  
d) the National Anti-Doping Organisation of the Person's country where the Person is a licence holder ;  
e) the ASN that issued the licence to the Person ; and  
f) WADA.

For cases under Article 13.2.2, WADA and the FIA shall also have the right to appeal to CAS with respect to the decision of the national-level reviewing body. Any party filing an appeal shall be entitled to assistance from CAS to obtain all relevant information from the Anti-Doping Organisation whose decision is being appealed and the information shall be provided if CAS so directs.

Notwithstanding any other provision herein, the only Person who may appeal from a Provisional Suspension is the Athlete or other Person upon whom the Provisional Suspension is imposed.

**13.3 Failure to Render a Timely Decision by the FIA or the ASN responsible for Results Management**

Where, in a particular case, the FIA or the competent ASN fails to render a decision with respect to whether an anti-doping rule violation was committed within a reasonable deadline set by WADA, WADA may elect to appeal directly to CAS as if the FIA or the competent ASN had rendered a decision finding no anti-doping rule violation. If the CAS hearing panel determines that an anti-doping rule violation was committed and that WADA acted reasonably in electing to appeal directly to CAS, then the expenses reasonably incurred by WADA (costs and attorneys fees) within the framework of the appeal procedure shall be reimbursed to WADA by the FIA or the ASN concerned.

**13.4 Appeals from Decisions Granting or Denying a Therapeutic Use Exemption**

Decisions by WADA reversing the grant or denial of a TUE may be appealed exclusively to CAS by the Athlete or the Anti-Doping Organisation whose decision was reversed.

Decisions by the FIA denying TUEs, which are not reversed by WADA, may be appealed by Athletes exclusively to CAS.

Decisions by Anti-Doping Organisations other than the FIA or WADA denying TUEs, which are not reversed by WADA, may be appealed to the national-level reviewing body described in Article 13.2.2. If the national-level reviewing body reverses the decision to deny a TUE, that decision may be appealed to CAS by WADA.

When the FIA, the National Anti-Doping Organisations or other bodies designated by the ASNs fail to take action on a properly submitted TUE application within a reasonable time, their failure to decide may be considered a denial for purposes of the appeal rights provided in this article.

**13.5 Appeal from Decisions Pursuant to Article 12**

Decisions by the FIA pursuant to Article 12 may be appealed exclusively to CAS by the ASN concerned.

**13.6 Time for Filing Appeals**

The time to file an appeal to CAS shall be twenty-one days from the date of receipt of the decision by the appealing party. The above notwithstanding, the following shall apply in connection with appeals filed by a party entitled to appeal but which was not a party to the proceedings having led to the decision subject to appeal :

- a) Within ten days from notice of the decision, such party/parties shall have the right to request from the body having issued the decision a copy of the file on which such body relied ;  
b) If such a request is made within the ten-day period, then the party making such request shall have twenty-one days from receipt of the file to file an appeal to CAS.

The above notwithstanding, the filing deadline for an appeal or intervention filed by WADA shall be the later of :

- a) Twenty-one days after the last day on which any other party

- toute autre partie ; ou  
b) Vingt et un jours après que l'AMA a reçu le dossier complet relatif à la décision.

- in the case could have appealed, or  
b) Twenty-one days after WADA's receipt of the complete file relating to the decision.

## ARTICLE 14 – RAPPORT ET RECONNAISSANCE

- 14.1 Notification, confidentialité et rapport**  
La FIA et l'ASN compétente appliqueront des principes de gestion coordonnée des résultats antidopage et de gestion responsable, publique, transparente et respectant les intérêts privés des individus présumés avoir violé des règles antidopage comme suit :
- 14.1.1 Notification des sportifs et des autres personnes**  
La notification des *sportifs* ou d'autres *personnes* interviendra telle que prévue à l'Article 7. La notification d'un *sportif* ou d'une autre *personne* qui est licencié(e) d'une ASN peut intervenir par l'envoi de la notification à l'ASN.
- 14.1.2 Notification des organisations nationales antidopage, de la FIA, des ASN et de l'AMA**  
La notification de l'*organisation nationale antidopage* concernée, de la FIA, de l'ASN concernée et de l'AMA interviendra telle que prévue à l'Article 7.
- 14.1.3 Contenu de la notification**  
En vertu de l'Article 7, la notification du *sportif*, de l'*organisation nationale antidopage* du *sportif*, de la FIA, de l'ASN qui a délivré la licence au *sportif* et de l'AMA comprendra :  
– le nom du *sportif*,  
– son pays,  
– le sport et la discipline du *sportif* dans le sport,  
– le niveau de *compétition* du *sportif*,  
– la nature *en compétition* ou *hors compétition* du *contrôle*,  
– la date du prélèvement, et  
– le résultat d'analyse rapporté par le laboratoire.
- 14.1.4 Rapport de suivi**  
Les mêmes *personnes* et *organisations antidopage* seront régulièrement informées de l'état de la procédure, de ses progrès et des résultats des procédures menées en vertu des Articles 7 (Gestion des résultats), 8 (Droit à une audience équitable) ou 13 (Appels) et recevront sans délai une explication ou une décision écrite motivée expliquant la résolution de la question.
- 14.1.5 Confidentialité**  
Les entités à qui sont destinées ces informations ne devront pas les révéler à d'autres *personnes* que celles ayant besoin de les connaître, jusqu'à ce que l'*organisation antidopage* responsable de la gestion des résultats les rende publiques ou, en cas de manquement à l'obligation de diffusion publique, jusqu'à ce que les délais stipulés à l'Article 14.2 ci-dessous soient respectés.
- 14.2 Diffusion publique**
- 14.2.1** L'identité de tout *sportif* ou de toute autre *personne* soupçonné(e) par une *organisation antidopage* d'infraction à une règle antidopage ne pourra être *divulguée publiquement* par l'*organisation antidopage* responsable de la gestion des résultats qu'après notification du *sportif* ou de l'autre *personne* en cause conformément aux Articles 7.1, 7.2 ou 7.4 et aux *organisations antidopage* concernées conformément à l'Article 14.1.2.
- 14.2.2** Au plus tard vingt jours après qu'il aura été déterminé, dans le cadre d'une audience tenue conformément à l'Article 8, qu'une violation des règles antidopage a été commise, ou qu'il a été renoncé à une telle audience, ou que l'accusation de violation des règles antidopage n'a pas été contestée dans les délais requis, la FIA ou l'ASN responsable de la gestion des résultats devra *rapporter publiquement* l'issue de la procédure antidopage, y compris :  
– la discipline ;  
– la règle antidopage enfreinte ;  
– le nom du *sportif* ou de l'autre *personne* ayant commis la violation ;  
– la *substance interdite* ou la *méthode interdite* en cause ; et  
– les *conséquences* imposées.  
La FIA ou l'ASN compétente devra également rendre publiques dans les vingt jours les décisions rendues en appel dans les cas de violation des règles antidopage.  
La FIA ou l'ASN compétente devra également, dans le délai imparti pour la publication, transmettre toutes les décisions de l'instance de jugement et de l'instance d'appel à l'AMA.
- 14.2.3** Dans toute affaire où il sera établi, après une audience ou un

## ARTICLE 14 – REPORTING AND RECOGNITION

- 14.1 Notice, Confidentiality and Reporting**  
The FIA and the competent ASN shall apply the principles of coordination of anti-doping results, public transparency and accountability and respect for the privacy interests of individuals alleged to have violated anti-doping rules as provided below:
- 14.1.1 Notice to Athletes and Other Persons**  
Notice to *Athletes* or other *Persons* shall occur as provided under Article 7. Notice to an *Athlete* or other *Person* who is licensed by an ASN may be accomplished by delivery of the notice to the ASN.
- 14.1.2 Notice to the National Anti-Doping Organisations, the FIA, the ASNs and WADA**  
Notice to the *National Anti-Doping Organisation* concerned, the FIA, the ASN concerned and WADA shall occur as provided under Article 7.
- 14.1.3 Content of Notification**  
Notification to the *Athlete*, the *Athlete's National Anti-Doping Organisation*, the FIA, the ASN that issued the licence to the *Athlete* and WADA according to Article 7 shall include :  
– the *Athlete's* name,  
– his country,  
– the sport and discipline of the *Athlete* within the sport,  
– the *Athlete's* competitive level,  
– whether the test was *In-Competition* or *Out-of-Competition*,  
– the date of *Sample* collection, and  
– the analytical result reported by the laboratory.
- 14.1.4 Status Reports**  
The same *Persons* and *Anti-Doping Organisations* shall be regularly updated on the status and findings of any review or proceedings conducted pursuant to Articles 7 (Results Management), 8 (Right to a Fair Hearing) or 13 (Appeals) and shall be provided with a prompt, written, reasoned explanation or decision explaining the resolution of the matter.
- 14.1.5 Confidentiality**  
The recipient entities shall not disclose this information beyond those *Persons* with a need to know until the *Anti-Doping Organisation* responsible for results management has made public disclosure or, should it fail to make public disclosure, until the time limits set out in Article 14.2 below have expired.
- 14.2 Public Disclosure**
- 14.2.1** The identity of any *Athlete* or other *Person* who is asserted by an *Anti-Doping Organisation* to have committed an anti-doping rule violation, may be *publicly disclosed* by the *Anti-Doping Organisation* responsible for results management only after notice has been provided to the *Athlete* or other *Person* in accordance with Articles 7.1, 7.2 or 7.4, and to the applicable *Anti-Doping Organisations* in accordance with Article 14.1.2.
- 14.2.2** No later than twenty days after it has been determined in a hearing in accordance with Article 8 that an anti-doping rule violation has occurred, or that such hearing has been waived, or the assertion of an anti-doping rule violation has not been challenged in a timely fashion, the FIA or the ASN responsible for Results Management must *publicly report* the nature of the anti-doping matter including :  
– the discipline,  
– the anti-doping rule violated,  
– the name of the *Athlete* or other *Person* having committed the violation,  
– the *Prohibited Substance* or *Prohibited Method* involved and – the *Consequences* imposed.  
The FIA or the competent ASN must also *publicly report*, within twenty days, appeal decisions concerning anti-doping rule violations.  
The FIA or the competent ASN shall also, within the time period for publication, send all hearing and appeal decisions to WADA.
- 14.2.3** In any case where it is determined, after a hearing or appeal,

- appel, que le *sportif* ou l'autre *personne* n'a pas commis de violation des règles antidopage, la décision ne pourra être divulguée publiquement qu'avec le consentement du *sportif* ou de l'autre *personne* faisant l'objet de la décision. La FIA ou l'ASN compétente devra faire des efforts raisonnables afin d'obtenir ce consentement et, si elle l'obtient, devra publier la décision intégralement ou suivant la formulation que le *sportif* ou l'autre *personne* aura approuvée.
- 14.2.4 Aux fins de cet Article 14.2, la publication devra être réalisée au moins par l'affichage des informations requises sur le site Internet de la FIA ou de l'ASN compétente pendant au moins un an.
- 14.2.5 Aucun représentant de la FIA ou de l'ASN compétente ne pourra commenter publiquement les faits relatifs à une affaire en cours (ce qui ne comprend pas la description générale de la procédure et des aspects scientifiques) à moins que ce ne soit pour réagir à des commentaires publics attribués au *sportif*, à l'autre *personne* ou à leurs représentants.
- 14.3 Informations sur la localisation des sportifs**  
Comme le prévoit de façon plus détaillée les *Standards Internationaux de Contrôle*, les *sportifs* identifiés par la FIA ou leur ASN comme appartenant à un *groupe cible de sportifs soumis aux contrôles* sont tenus de fournir des renseignements précis et actualisés sur leur localisation. La FIA, les ASN et les *organisations nationales antidopage* doivent coordonner l'identification des *sportifs* et la collecte des informations actualisées sur leur localisation, et les transmettre à l'AMA. Ces renseignements seront accessibles, par l'intermédiaire du système ADAMS si possible, aux autres *organisations antidopage* ayant le pouvoir d'effectuer des *contrôles* sur ces *sportifs* en vertu de l'Article 15. En tout temps, ces renseignements seront conservés dans la plus stricte confidentialité et conformément au *Standard International* pour la Protection des Renseignements Personnels. Ils serviront exclusivement à la planification, à la coordination et à la réalisation de *contrôles*. Ils seront détruits dès lors qu'ils ne seront plus utiles à ces fins.
- 14.4 Rapport statistique**  
La FIA et les ASN publieront, au moins une fois par an, un rapport statistique général sur leurs activités de *contrôle du dopage* et en fourniront une copie à l'AMA. La FIA et les ASN pourront également publier des rapports mentionnant le nom de chaque *sportif* soumis à un *contrôle* et la date de chaque *contrôle*.
- 14.5 Centre d'information en matière de contrôle du dopage**  
L'AMA servira de centre d'information pour l'ensemble des données et résultats des *contrôles du dopage* sur les *sportifs* de niveaux international et national inclus dans le *groupe cible de sportifs soumis aux contrôles* de leur *organisation nationale antidopage*. Afin de faciliter la coordination de la planification des *contrôles* et d'éviter des doublons entre les diverses *organisations antidopage*, la FIA et les ASN devront communiquer au centre d'information de l'AMA tous les *contrôles du dopage* qu'elles effectuent *en compétition* et *hors compétition* aussitôt ceux-ci réalisés. Ces informations seront mises à la disposition du *sportif*, de l'ASN qui a délivré la licence au *sportif*, de l'*organisation nationale antidopage* du *sportif*, et de la FIA.
- Pour être à même de servir de centre d'information pour l'ensemble des données relatives aux *contrôles du dopage*, l'AMA a mis au point un outil de gestion de base de données, ADAMS, qui reflète les principes émergents en matière de protection des données personnelles. Les renseignements personnels du *sportif*, du *personnel d'encadrement du sportif* ou d'autres parties intervenant dans les activités contre le dopage seront conservés par l'AMA, qui relève de la surveillance des autorités canadiennes en matière de protection des renseignements personnels, dans la plus stricte confidentialité et en conformité avec le *Standard International* pour la Protection des Renseignements Personnels.
- 14.6 Confidentialité des données**  
Dans le cadre de l'exécution de leurs obligations en vertu du *Code*, la FIA et les ASN peuvent recueillir, conserver, traiter ou communiquer des renseignements personnels des *sportifs* et des tiers. La FIA et les ASN doivent veiller à se conformer aux lois applicables en matière de protection des données et des renseignements personnels dans le cadre du traitement de ces renseignements, ainsi qu'au *Standard International* pour
- that the *Athlete* or other *Person* did not commit an anti-doping rule violation, the decision may be disclosed publicly only with the consent of the *Athlete* or other *Person* who is the subject of the decision. The FIA or the competent ASN shall use reasonable efforts to obtain such consent, and if consent is obtained, shall *publicly disclose* the decision in its entirety or in such redacted form as the *Athlete* or other *Person* may approve.
- 14.2.4 For purposes of Article 14.2, publication shall be accomplished at a minimum by posting the required information on the FIA's or the competent ASN's website for at least one year.
- 14.2.5 No official of either the FIA or the competent ASN shall publicly comment on the specific facts of a pending case (as opposed to general description of process and science) except in response to public comments attributed to the *Athlete*, other *Person* or their representatives.
- 14.3 Athlete Whereabouts Information**  
As further provided in the *International Standard for Testing*, *Athletes* who have been identified by the FIA or by their ASN for inclusion in a *Registered Testing Pool* shall provide accurate and current whereabouts information. The FIA, the ASNs and the *National Anti-Doping Organisations* shall coordinate the identification of *Athletes* and the collecting of current whereabouts information and shall submit these to WADA. This information will be accessible, through ADAMS where reasonably feasible, to other *Anti-Doping Organisations* having jurisdiction to test the *Athlete* as stipulated in Article 15. This information shall be maintained in strict confidence at all times in conformity with the *International Standard* for the Protection of Privacy and Personal Information. It shall be used exclusively for purposes of planning, coordinating or conducting *Testing*, and shall be destroyed after it is no longer relevant for these purposes.
- 14.4 Statistical Reporting**  
The FIA and the ASNs shall, at least annually, publish publicly a general statistical report of their *Doping Control* activities with a copy provided to WADA. The FIA and the ASNs may also publish reports showing the name of each *Athlete* tested and the date of each *Testing*.
- 14.5 Doping Control Information Clearinghouse**  
WADA shall act as a central clearinghouse for *Doping Control Testing* data and results for international-level *Athletes* and national-level *Athletes* who have been included in their *National Anti-Doping Organisation's Registered Testing Pool*. To facilitate coordinated test distribution planning and to avoid unnecessary duplication in *Testing* by the various *Anti-Doping Organisations*, the FIA and the ASNs shall report all *In-Competition* and *Out-of-Competition* tests on such *Athletes* to the WADA clearinghouse as soon as possible after such tests have been conducted. This information will be made accessible to the *Athlete*, the ASN that issued the licence to the *Athlete*, the *Athlete's National Anti-Doping Organisation* and the FIA.
- To enable it to serve as a clearinghouse for *Doping Control Testing* data, WADA has developed a database management tool, ADAMS, that reflects emerging data privacy principles. Private information regarding an *Athlete*, *Athlete Support Personnel*, or others involved in anti-doping activities shall be maintained by WADA, which is supervised by Canadian privacy authorities, in strict confidence and in accordance with the *International Standard* for the Protection of Privacy and Personal Information.
- 14.6 Data Privacy**  
When performing obligations in pursuance of the Regulations, the FIA or the ASNs may collect, store, process or disclose personal information relating to *Athletes* and third parties. The FIA and the ASNs shall ensure that they comply with applicable data protection and privacy laws with respect to their handling of such information, as well as the *International Standard* for the Protection of Privacy and Personal Information, and ensure

la Protection des Renseignements Personnels, et s'assurer que les *sportifs* et les non-*sportifs* sont bien informés du traitement des renseignements personnels les concernant dans le cadre des activités contre le dopage découlant du *Code* et du Règlement et, au besoin, qu'ils y consentent.

that *Athletes* and non-*Athletes* are fully informed of and, where necessary, agree to the handling of their personal information in connection with anti-doping activities arising under the *Code* and the Regulations.

#### ARTICLE 15 – RECONNAISSANCE MUTUELLE

- 15.1 Sous réserve du droit d'appel prévu à l'Article 13, les *contrôles*, les *AUT* (à l'exception des *AUT* délivrées par les *organisations nationales antidopage* visées à l'Article 4.5.4.c)), les décisions des instances de jugement et toute autre décision finale rendue par toute *ASN* ou tout *signataire* seront reconnues et respectées par la FIA et toutes les *ASN*, dans la mesure où elles sont conformes au *Code* et relèvent du champ de compétences de l'*ASN* ou du *signataire* concerné(e).
- 15.2 La FIA et les *ASN* reconnaîtront les mesures prises par d'autres organismes qui n'ont pas accepté le *Code*, si les règles de ces organismes sont compatibles avec le *Code*.
- 15.3 Sous réserve du droit d'appel stipulé à l'Article 13, toute décision de la FIA concernant une violation du Règlement sera reconnue par toutes les *ASN*, qui prendront toutes les mesures nécessaires pour l'application efficace de cette décision.

#### ARTICLE 15 – MUTUAL RECOGNITION

- 15.1 Subject to the right to appeal provided in Article 13, *Testing, TUEs* (with the exception of *TUEs* issued by *National Anti-Doping Organisations* as stipulated in Article 4.5.4.c)) and hearing results or other final adjudications of any *ASN* or any *Signatory* which are consistent with the *Code* and are within the *ASN's* or *Signatory's* authority, shall be recognised and respected by the FIA and all *ASNs*.
- 15.2 The FIA and the *ASNs* shall recognise the same actions of other bodies which have not accepted the *Code* if the rules of those bodies are otherwise consistent with the *Code*.
- 15.3 Subject to the right to appeal provided in Article 13, any decision of the FIA regarding a violation of the Regulations shall be recognised by all *ASNs*, which shall take all necessary action to render such decision effective.

#### ARTICLE 16 – INCORPORATION DES RÈGLES ANTIDOPAGE DE LA FIA PAR LES ASN

Toutes les *ASN* respecteront le Règlement. Le Règlement sera également incorporé soit directement, soit par référence, dans les règles de chaque *ASN*. Toutes les *ASN* incluront dans leur réglementation les règles de procédure nécessaires à la mise en œuvre du Règlement.

#### ARTICLE 16 – INCORPORATION OF THE FIA ANTI-DOPING RULES BY THE ASNS

All *ASNs* shall comply with the Regulations. The Regulations shall also be incorporated either directly or by reference into each *ASN's* Rules. All *ASNs* shall include in their regulations the procedural rules necessary to effectively implement the Regulations.

#### ARTICLE 17 – PRESCRIPTION

Aucune action ne peut être engagée contre un *sportif* ou une autre *personne* pour une violation d'une règle antidopage décrite dans le Règlement, à moins que cette action ne soit engagée dans les huit ans à compter de la date de la violation.

#### ARTICLE 17 – STATUTE OF LIMITATIONS

No action may be commenced against an *Athlete* or other *Person* for an anti-doping rule violation described in the Regulations, unless such action is commenced within eight years from the date on which the violation occurred.

#### ARTICLE 18 – RAPPORT DE CONFORMITÉ AU CODE

La FIA remettra des rapports à l'*AMA* sur son respect du *Code* tous les deux ans et expliquera les raisons de toute non-conformité.

#### ARTICLE 18 – CODE COMPLIANCE REPORT

The FIA will report to *WADA* on its compliance with the *Code* every second year and shall explain reasons for any non-compliance.

#### ARTICLE 19 – AMENDEMENT ET INTERPRÉTATION DU RÈGLEMENT

- 19.1 Le Règlement peut être amendé au besoin par la FIA.
- 19.2 Le Règlement est rédigé en français et en anglais. En cas de divergence d'interprétation, le texte français prévaut.
- 19.3 Le Règlement sera interprété comme un document indépendant et autonome, et non en référence à des lois ou statuts existants, sauf les exceptions stipulées à l'Article 19.6.
- 19.4 Les titres utilisés dans les différentes parties et articles du Règlement sont uniquement destinés à faciliter la lecture et ne sauraient être considérés comme faisant partie de la substance des règles ou affecter de quelque façon que ce soit le langage de la disposition à laquelle ils se réfèrent.
- 19.5 Le SUPPLÉMENT A – Définitions; le SUPPLÉMENT B – Règles de procédure pour un Comité Disciplinaire Antidopage de la FIA (CDA); le SUPPLÉMENT C – Formulaire de reconnaissance et d'acceptation; et le SUPPLÉMENT D - *Standards Internationaux* de l'*AMA* sont considérés comme partie intégrante du Règlement.
- 19.6 Le Règlement a été adopté en vertu des dispositions applicables du *Code* et doit être interprété de manière cohérente avec ces dernières.
- 19.7 Le Règlement est entré en vigueur et a pris effet le 1<sup>er</sup> janvier 2011 («date d'entrée en vigueur»). Il ne sera pas appliqué rétroactivement aux cas en instance avant la date d'entrée en vigueur, avec les réserves suivantes:
- 19.7.1 Concernant toute violation des règles antidopage en cours d'examen à la date d'entrée en vigueur et tout cas de violation des règles antidopage survenue avant la date d'entrée en vigueur, mais qui est poursuivie après, l'affaire sera régie par les règles antidopage en vigueur au moment où la violation des règles

#### ARTICLE 19 – AMENDMENT AND INTERPRETATION OF THE REGULATIONS

- 19.1 The Regulations may be amended from time to time by the FIA.
- 19.2 The Regulations are published in French and in English. In case of a difference of interpretation between the two texts, the French text takes precedence.
- 19.3 The Regulations shall be interpreted as an independent and autonomous text and not by reference to existing law or statutes, except as provided in Article 19.6.
- 19.4 The headings used for the various Parts and Articles of the Regulations are for convenience only and shall not be deemed part of the substance of the Regulations or to affect in any way the language of the provisions to which they refer.
- 19.5 SUPPLEMENT A – Definitions; SUPPLEMENT B – Rules of Procedures for an FIA Anti-Doping Disciplinary Committee (ADC); SUPPLEMENT C – Recognition and Acceptance Form; and SUPPLEMENT D - *WADA International Standards* shall be considered as integral parts of the Regulations.
- 19.6 The Regulations have been adopted pursuant to the applicable provisions of the *Code* and shall be interpreted in a manner that is consistent with applicable provisions of the *Code*.
- 19.7 The Regulations have come into full force and effect on 1 January 2011 (the "Effective Date"). They shall not apply retroactively to matters pending before the Effective Date, provided, however, that:
- 19.7.1 With respect to any anti-doping rule violation case which is pending as of the Effective Date and any anti-doping rule violation case arising before the Effective Date, but which is pursued afterwards, the case shall be governed by the anti-doping rules in effect at the time the alleged anti-doping rule violation

antidopage présumée s'est produite, à moins que l'instance de jugement instruisant l'affaire ne détermine que le principe de rétroactivité de la loi la plus douce (*lex mitior*) ne s'applique de manière pertinente aux circonstances propres à l'affaire.

- 19.7.2 Toute violation de l'Article 2.4 (Violation des exigences applicables en matière de disponibilité des sportifs pour les contrôles hors compétition) établie par la FIA selon les règles applicables avant la date d'entrée en vigueur qui n'est pas prescrite et constituerait une violation de l'obligation de fournir des informations sur la localisation en vertu de l'Article 11 des *Standards Internationaux de Contrôle* devra être poursuivie et pourra être prise en compte, avant la date de prescription, conformément aux *Standards Internationaux de Contrôle*.
- 19.7.3 Concernant les cas où une décision finale a été rendue concluant à une violation des règles antidopage, avant la date d'entrée en vigueur, mais que le sportif ou l'autre personne est encore sous le coup de la suspension à la date d'entrée en vigueur, le sportif ou l'autre personne peut demander à l'organisation antidopage responsable de la gestion des résultats de la violation des règles antidopage d'envisager une réduction de la période de suspension sur la base du Règlement. Pour être valable, cette demande doit être présentée avant l'expiration de la période de suspension. La décision rendue peut faire l'objet d'un appel conformément à l'Article 13.2. Le Règlement ne s'appliquera à aucun cas de violation des règles antidopage pour lequel une décision finale concluant à une violation des règles antidopage a été rendue et alors que la période de suspension a expiré.
- 19.7.4 Sous réserve là encore de l'Article 10.7.5, les violations des règles antidopage commises sous le régime des règles applicables avant la date d'entrée en vigueur seront considérées comme des infractions antérieures pour déterminer les sanctions conformément à l'Article 10.7. Lorsque la violation des règles antidopage antérieure à la date d'entrée en vigueur porte sur une substance qui serait considérée comme une substance spécifiée aux termes du Règlement, pour laquelle une période de suspension inférieure à deux ans est imposée, cette violation devrait être considérée comme une violation bénéficiant d'une sanction réduite aux fins de l'Article 10.7.1.

## ARTICLE 20 – RÔLES ET RESPONSABILITÉS ADDITIONNELS DU SPORTIF ET DU PERSONNEL D'ENCADREMENT DU SPORTIF

### 20.1 Rôles et responsabilités du sportif

- 20.1.1 Prendre connaissance du Règlement et s'y conformer.
- 20.1.2 Être disponible pour le prélèvement d'échantillons.
- 20.1.3 Assumer la responsabilité, dans le cadre de la lutte antidopage, de ce qu'il ingère et utilise.
- 20.1.4 Informer le personnel médical de son obligation de ne pas faire usage de substances interdites et de méthodes interdites, et s'assurer que tout traitement médical qu'il reçoit ne viole pas le Règlement.

### 20.2 Rôles et responsabilités du personnel d'encadrement du sportif

- 20.2.1 Prendre connaissance du Règlement et s'y conformer.
- 20.2.2 Collaborer à l'application du Règlement, notamment dans le cadre de toute procédure de contrôle du sportif.
- 20.2.3 Renforcer les valeurs et le comportement du sportif en faveur de l'antidopage.

## ARTICLE 21 EDUCATION ET PREVENTION

La FIA et les ASN veilleront à planifier et à mettre en œuvre des programmes d'information et d'éducation, ainsi qu'à en assurer le suivi. Les programmes devront offrir aux participants des informations précises et actualisées au minimum sur les questions suivantes :

- Substances et méthodes inscrites sur la *Liste des Interdictions* ;
- Violations des règles antidopage ;
- Conséquences du dopage, y compris sanctions, conséquences pour la santé et conséquences sociales ;
- Procédures de contrôle du dopage ;
- Droits et responsabilités des sportifs et de leur personnel d'encadrement ;
- Autorisations d'Usage à des fins thérapeutiques ;
- Gestion des risques liés aux compléments alimentaires ;
- Menace du dopage pour l'esprit sportif.

Les programmes devraient faire la promotion de l'esprit sportif afin de

occurred unless the panel hearing the case determines that the principle of "*lex mitior*" appropriately applies under the circumstances of the case.

- 19.7.2 Any violation of Article 2.4 (Violation of applicable requirements regarding Athlete availability for Out-of-Competition Testing) declared by the FIA under the rules in force prior to the Effective Date that has not expired prior to the Effective Date and that would qualify as a whereabouts violation under Article 11 of the *International Standard for Testing* shall be carried forward and may be relied upon, prior to expiry, in accordance with the *International Standards for Testing*.
- 19.7.3 With respect to cases where a final decision finding an anti-doping rule violation has been rendered prior to the Effective Date, but the Athlete or other Person is still serving the period of Ineligibility as of the Effective Date, the Athlete or other Person may apply to the Anti-Doping Organisation responsible for Results Management of the anti-doping rule violation to consider a reduction in the period of Ineligibility in light of the Regulations. To be valid, such application must be made before the period of Ineligibility has expired. The decision rendered may be appealed pursuant to Article 13.2. The Regulations shall have no application to any anti-doping rule violation case where a final decision finding an anti-doping rule violation has been rendered and the period of Ineligibility has expired.
- 19.7.4 Subject always to Article 10.7.5, anti-doping rule violations committed under rules in force prior to the Effective Date shall be taken into account as prior offences for purposes of determining sanctions under Article 10.7. Where such pre-Effective Date anti-doping rule violation involved a substance that would be treated as a Specified Substance under the Regulations, for which a period of Ineligibility of less than two years was imposed, such violation shall be considered a Reduced Sanction violation for purposes of Article 10.7.1.

## ARTICLE 20 – ADDITIONAL ROLES AND RESPONSIBILITIES OF THE ATHLETE AND THE ATHLETE SUPPORT PERSONNEL

### 20.1 Roles and Responsibilities of the Athlete

- 20.1.1 To be knowledgeable of and comply with the Regulations.
- 20.1.2 To be available for Sample collection.
- 20.1.3 To take responsibility, in the context of anti-doping, for what he ingests and uses.
- 20.1.4 To inform medical personnel of his obligation not to Use Prohibited Substances and Prohibited Methods and to take responsibility to make sure that any medical treatment received does not violate the Regulations.

### 20.2 Roles and Responsibilities of Athlete Support Personnel

- 20.2.1 To be knowledgeable of and comply with the Regulations.
- 20.2.2 To help enforce the Regulations, in particular within the context of any Testing procedure on the Athlete.
- 20.2.3 To use their influence on the Athlete's values and behaviour to foster anti-doping attitudes.

## ARTICLE 21 EDUCATION AND PREVENTION

The FIA and the ASNs will see to the planning and implementation of the information and education programmes, and to their follow-up. The programmes shall provide Participants with updated and accurate information on at least the following issues:

- Substances and methods on the *Prohibited List*
- Anti-doping rule violations
- Consequences of doping, including sanctions, and health and social consequences
- Doping Control procedures
- Athletes' and Athlete Support Personnel's rights and responsibilities
- Therapeutic Use Exemptions
- Managing the risks of nutritional supplements
- Threat of doping to the spirit of sport.

The programmes shall promote the spirit of sport in order to establish an

créer un environnement qui favorise fortement le sport sans dopage et qui influe positivement et à long terme sur les choix faits par les *sportifs* et les non-*sportifs*.

De plus, à chaque formulaire de demande de licence FIA devra être joint le «Formulaire de reconnaissance et d'acceptation» annexé au Règlement (Supplément C), sous la forme actuellement approuvée par le Conseil Mondial du Sport Automobile de la FIA.

anti-doping environment that is strongly conducive to doping-free sport and will have a positive and long-term influence on the choices made by *Athletes* and non-*Athletes*.

In addition, to each application form for an FIA licence shall be appended the "Recognition and Acceptance Form" appended to the Regulations (Supplement C), in the form currently approved by the FIA World Motor Sport Council.

SUPPLÉMENT A

DÉFINITIONS (par ordre alphabétique)

**Absence de faute ou de négligence :**

Démonstration par le *sportif* du fait qu'il ignorait, ne soupçonnait pas, ou n'aurait pas pu raisonnablement savoir ou soupçonner, même en faisant preuve de la plus grande vigilance, qu'il avait utilisé ou s'était fait administrer une *substance interdite* ou une *méthode interdite*.

**Absence de faute ou de négligence significative :**

Démonstration par le *sportif* du fait qu'au regard de l'ensemble des circonstances, et compte tenu des critères retenus pour l'*absence de faute ou de négligence*, sa faute ou sa négligence n'était pas significative par rapport à la violation des règles antidopage commise.

**ADAMS :**

Acronyme anglais de Système d'administration et de gestion antidopage (Anti-Doping Administration and Management System), soit un instrument de gestion basé sur Internet, sous forme de banque de données, qui sert à la saisie, à la conservation, au partage et à la transmission de données, conçu pour aider l'AMA et ses partenaires dans leurs opérations antidopage en conformité avec la législation relative à la protection des données.

**Aide substantielle :**

Aux fins de l'Article 10.5.3, la *personne* qui fournit une *aide substantielle* doit :

- 1) divulguer entièrement, dans une déclaration écrite signée, toutes les informations en sa possession en relation avec des violations des règles antidopage et
- 2) collaborer pleinement à l'enquête et à l'examen de toute affaire liée à ces informations, par exemple en témoignant à une audience si une *organisation antidopage* ou une instance de jugement le lui demande.

De plus, les informations fournies doivent être crédibles et représenter une partie importante de toute affaire poursuivie ou, si l'affaire n'est pas poursuivie, elles doivent avoir constitué un fondement suffisant sur lequel une affaire pourrait reposer.

**AMA :**

Agence Mondiale Antidopage.

**ASN :**

Club National ou Fédération Nationale reconnu(e) par la FIA comme seul détenteur du pouvoir *sportif* dans un pays (comme stipulé à l'Article 10 du Code Sportif International de la FIA).

**Audience préliminaire :**

Aux fins de l'Article 7.6, audience sommaire et accélérée avant la tenue de l'audience prévue à l'Article 8 (Droit à une audience équitable) qui garantit au *sportif* un avis et l'occasion d'être entendu par écrit ou de vive voix.

**AUT :**

Autorisation d'*Usage* à des fins Thérapeutiques, comme définie à l'Article 4.5.

**CDA :**

Comité Disciplinaire Antidopage de la FIA, dont les règles de procédure sont stipulées dans le Supplément B.

**CAUT :**

Comité pour l'Autorisation d'*Usage* à des fins Thérapeutiques, comme défini à l'Article 4.5.

**Code :**

Code Mondial Antidopage.

**Comité national olympique :**

Organisation reconnue à ce titre par le Comité international olympique. Le terme *Comité national olympique* englobe toute confédération sportive nationale des pays où une confédération sportive nationale assume les responsabilités généralement du ressort d'un *Comité national olympique* en matière d'antidopage.

**Compétition :**

Une épreuve unique, un match, une partie ou un concours sportif particulier. Dans le cas des épreuves organisées et autres concours où des prix sont décernés chaque jour ou au fur et à mesure, la distinction entre une *compétition* et une *manifestation* sera celle prévue dans les règles de la fédération internationale concernée.

**Conséquences des violations des règles antidopage :**

La violation d'une règle antidopage par un *sportif* ou une autre *personne*

SUPPLEMENT A

DEFINITIONS (in alphabetical order)

**ADAMS:**

The Anti-Doping Administration and Management System is a Web-based database management tool for data entry, storage, sharing, and reporting designed to assist stakeholders and WADA in their anti-doping operations in conjunction with data protection legislation.

**ADC:**

FIA Anti-Doping Disciplinary Committee, whose rules of procedures are stipulated in Supplement B.

**Adverse Analytical Finding:**

A report from a laboratory or other WADA-approved entity that, consistent with the *International Standard* for Laboratories and related Technical Documents, identifies in a *Sample* the presence of a *Prohibited Substance* or its *Metabolites* or *Markers* (including elevated quantities of endogenous substances) or evidence of the *Use of a Prohibited Method*.

**Anti-Doping Organisation:**

An entity that is responsible for adopting rules for initiating, implementing or enforcing any part of the *Doping Control* process. This includes, for example, the FIA, the ASNs, the *National Anti-Doping Organisations*, WADA and the *Major Event Organisations* that conduct *Testing* at their *Events*.

**ASN:**

A national automobile club or other national body recognised by the FIA as sole holder of the sporting power in a country (as stipulated in Article 10 of the FIA International Sporting Code).

**Athlete:**

Any driver or passenger (including navigator and co-driver), as defined in Articles 45 and 46 of the FIA International Sporting Code.

**Athlete Support Personnel:**

Any coach, trainer, manager, agent, team staff, official, medical, paramedical personnel, parent or any other *Person* working with, treating or assisting an *Athlete* participating in or preparing for *Competition*.

**Attempt:**

Purposely engaging in conduct that constitutes a substantial step in a course of conduct planned to culminate in the commission of an anti-doping rule violation. However, there shall be no anti-doping rule violation based solely on an *Attempt* to commit a violation if the *Person* renounces the *Attempt* prior to it being discovered by a third party not involved in the *Attempt*.

**Atypical Finding:**

A report from a laboratory or other WADA-approved entity which requires further investigation as provided by the *International Standard* for Laboratories, related Technical Documents or the *Prohibited List* prior to the determination of an *Adverse Analytical Finding*.

**CAS:**

The Court of Arbitration for Sport.

**Code:**

The World Anti-Doping Code.

**Competition:**

A single race, match, game or singular athletic contest. For stage races and other athletic contests where prizes are awarded on a daily or other interim basis the distinction between a *Competition* and an *Event* will be as provided in the rules of the applicable International Federation.

**Consequences of Anti-Doping Rule Violations:**

An *Athlete's* or other *Person's* violation of an anti-doping rule may result in one or more of the following:

- a) **Disqualification**, which means that the *Athlete's* results in a particular *Competition* or *Event* are invalidated, with all resulting *Consequences* including forfeiture of any trophies, medals, points and prizes;
- b) **Ineligibility**, which means that the *Athlete* or other *Person* is barred for a specified period of time from participating in any *Competition* or other activity or funding as provided in Article 10.10; and
- c) **Provisional Suspension**, which means that the *Athlete* or other *Person* is barred temporarily from participating in any *Competition* prior to the final decision at a hearing conducted under Article 8 (Right to a Fair Hearing).

peut avoir une ou plusieurs des *conséquences* suivantes :

- a) **Disqualification**, ce qui signifie que les résultats du *sportif* dans une *compétition* particulière ou lors d'une *manifestation* sont invalidés, avec toutes les *conséquences* en résultant, y compris le retrait des trophées, médailles, points et prix;
- b) **Suspension**, ce qui signifie que le *sportif* ou toute autre *personne* est interdit(e) de participation à toute *compétition*, à toute autre activité ou à tout financement pendant une période déterminée telle que stipulé à l'Article 10.10; et
- c) **Suspension provisoire**, ce qui signifie que le *sportif* ou toute autre *personne* est temporairement interdit(e) de participation à toute *compétition* jusqu'à la décision finale prise lors de l'audience prévue à l'Article 8 (Droit à une audience équitable).

#### **Contrôle :**

Partie du processus global de *contrôle du dopage* comprenant la planification des *contrôles*, le prélèvement des *échantillons*, la manipulation des *échantillons* et leur transport au laboratoire.

#### **Contrôle ciblé :**

Sélection de *sportifs* en vue de *contrôles* lorsque des *sportifs* particuliers ou des groupes de *sportifs* sont sélectionnés sur une base non aléatoire en vue de *contrôles* à un moment précis.

#### **Contrôle du dopage :**

Toutes les étapes et toutes les procédures allant de la planification du *contrôle* jusqu'à la décision finale en appel, y compris toutes les étapes et toutes les procédures intermédiaires, par exemple la transmission d'informations sur la localisation, le prélèvement des *échantillons* et leur manipulation, l'analyse de laboratoire, les autorisations d'*usage* à des fins thérapeutiques, la gestion des résultats et les audiences.

#### **Contrôle inopiné :**

*Contrôle* qui a lieu sans avertissement préalable du *sportif*, et au cours duquel le *sportif* est escorté en permanence, depuis sa notification jusqu'à la fourniture de l'*échantillon*.

#### **Convention de l'UNESCO :**

La Convention internationale contre le dopage dans le sport adoptée le 19 octobre 2005 par la Conférence générale de l'UNESCO à sa 33<sup>e</sup> session, y compris tous les amendements adoptés par les États parties à la Convention et la Conférence des parties à la Convention internationale contre le dopage dans le sport.

#### **Disqualification :**

Voir ci-dessus les *Conséquences des violations des règles antidopage*.

#### **Divulguer publiquement ou rapporter publiquement :**

Révéler ou diffuser des informations au grand public ou à d'autres *personnes* que celles ayant le droit d'être avisées au préalable conformément à l'Article 14.

#### **Durée de la manifestation :**

Période écoulée entre le début et la fin d'une *manifestation*, telle qu'établie par l'organisme sous l'égide duquel se déroule la *manifestation*.

#### **Échantillon :**

Toute matrice biologique recueillie dans le cadre du *contrôle du dopage*.

#### **En compétition :**

Cela comprend la période commençant douze heures avant une *compétition* à laquelle le *sportif* doit participer et se terminant à la fin de cette *compétition* et du processus de collecte d'*échantillons* relié à cette *compétition*.

#### **Falsification :**

Fait d'altérer un résultat à des fins illégitimes ou d'une façon illégitime; d'influencer un résultat d'une manière illégitime; d'intervenir d'une manière illégitime; de créer un obstacle, d'induire en erreur ou de se livrer à une conduite frauduleuse afin de modifier des résultats ou d'empêcher des procédures normales de suivre leur cours; ou de fournir des renseignements frauduleux à une *organisation antidopage*.

#### **Groupe cible de sportifs soumis aux contrôles :**

Groupe de *sportifs* de haut niveau identifiés par la FIA et chaque *organisation nationale antidopage*, qui sont assujettis à des *contrôles* à la fois en *compétition* et hors *compétition* dans le cadre du plan de *contrôles* de la FIA ou de l'*organisation nationale antidopage* en question.

#### **Hors compétition :**

Cela concerne tout *contrôle du dopage* qui n'a pas lieu en *compétition*.

#### **Liste des Interdictions :**

Liste publiée par l'AMA identifiant les *substances interdites* et les *méthodes interdites* (disponible sur le site Internet de l'AMA [www.wada-ama.org](http://www.wada-ama.org)).

#### **Disqualification :**

See *Consequences of Anti-Doping Rule Violations* above.

#### **Doping Control :**

All steps and processes from test distribution planning through to ultimate disposition of any appeal including all steps and processes in between such as provision of whereabouts information, *Sample* collection and handling, laboratory analysis, *TUEs*, results management and hearings.

#### **Event :**

A series of individual *Competitions* conducted together under one ruling body.

#### **Event Period :**

The time between the beginning and end of an *Event*, as established by the body under which the *Event* is taking place.

#### **In-Competition :**

The period commencing twelve hours before a *Competition* in which the *Athlete* is scheduled to participate through the end of such *Competition* and the *Sample* collection process related to such *Competition*.

#### **Independent Observer Programme :**

A team of observers, under the supervision of WADA, who observe and may provide guidance on the *Doping Control* process at certain *Events* and report on their observations.

#### **Individual Sport :**

Any discipline of Motor Sport that is not a *Team Sport*.

#### **Ineligibility :**

See *Consequences of Anti-Doping Rule Violations* above.

#### **International Event :**

An *Event* entered on the International Sporting Calendar of the FIA.

#### **International Standard :**

A standard adopted by WADA in support of the *Code*. Compliance with an *International Standard* (as opposed to another alternative standard, practice or procedure) shall be sufficient to conclude that the procedures addressed by the *International Standard* were performed properly. *International Standards* shall include any Technical Documents issued pursuant to the *International Standard*.

#### **Major Event Organisations :**

The International Olympic Committee, the International Paralympic Committee and the continental associations of *National Olympic Committees* serving as the body responsible for any continental, regional or other *International Event*.

#### **Marker :**

A compound, group of compounds or biological parameter(s) that indicates the *Use of a Prohibited Substance or Prohibited Method*.

#### **Metabolite :**

Any substance produced by a biotransformation process.

#### **Minor :**

A natural *Person* who has not reached the age of majority as established by the applicable laws of his country of residence.

#### **National Anti-Doping Organisation :**

The entity(ies) designated by each country as possessing the primary authority and responsibility to adopt and implement anti-doping rules, direct the collection of *Samples*, the management of test results, and the conduct of hearings, all at the national level. This includes an entity which may be designated by multiple countries to serve as regional *Anti-Doping Organisation* for such countries. If this designation has not been made by the competent public authority(ies), the entity shall be the country's *National Olympic Committee* or its designee.

Where reference is made to the *National Anti-Doping Organisation* of the *Athlete*, this means the *National Anti-Doping Organisation* of the country of the ASN that issued the licence to the *Athlete*.

#### **National Event :**

A sport *Event* involving international or national-level *Athletes* that is not an *International Event*.

#### **National Olympic Committee :**

The organisation recognised by the International Olympic Committee. The term *National Olympic Committee* shall also include the National Sport Confederation in those countries where the National Sport Confederation assumes typical *National Olympic Committee* responsibilities in the anti-doping area.

#### **No Advance Notice :**

A test which takes place with no advance warning to the *Athlete* and where the *Athlete* is continuously chaperoned from the moment of notification through *Sample* provision.

**Manifestation :**

Série de *compétitions* individuelles se déroulant sous l'égide d'un organisme responsable.

**Manifestation internationale :**

*Manifestation* inscrite au Calendrier Sportif International de la FIA.

**Manifestation nationale :**

*Manifestation* sportive qui n'est pas une *manifestation internationale* et à laquelle prennent part des *sportifs* de niveau international ou des *sportifs* de niveau national.

**Marqueur :**

Composé, ensemble de composés ou paramètre(s) biologique(s) qui témoignent de l'usage d'une *substance interdite* ou d'une *méthode interdite*.

**Métabolite :**

Toute substance qui résulte d'une biotransformation.

**Méthode interdite :**

Toute méthode décrite comme telle dans la *Liste des Interdictions*.

**Mineur :**

*Personne* physique qui n'a pas atteint l'âge de la majorité en vertu des lois applicables de son pays de résidence.

**Organisation antidopage :**

Entité responsable de l'adoption de règles relatives à la création, à la mise en œuvre ou à l'application de tout volet du processus de *contrôle du dopage*. Cela comprend par exemple la FIA, les ASN, les *organisations nationales antidopage*, l'AMA et les *organisations responsables de grandes manifestations* qui effectuent des *contrôles* lors de *manifestations* relevant de leur responsabilité.

**Organisation nationale antidopage :**

La ou les entités désignées par chaque pays comme autorité principale responsable de l'adoption et de la mise en œuvre de règles antidopage, de la gestion du prélèvement d'*échantillons*, de la gestion des résultats de *contrôles* et de la tenue d'*audiences*, au plan national. Cela comprend toute entité pouvant être désignée par plusieurs pays comme *organisation antidopage* régionale représentant ces pays. Si la désignation n'a pas été faite par l'autorité publique compétente, cette entité sera le *Comité national olympique* du pays ou son représentant. Lorsqu'il est fait référence à l'*organisation nationale antidopage* du *sportif*, il s'agit de l'*organisation nationale antidopage* du pays de l'ASN qui a délivré la licence au *sportif*.

**Organisations responsables de grandes manifestations :**

Comité international olympique, Comité international paralympique et Associations continentales de Comités nationaux olympiques qui servent d'organisme responsable pour une *manifestation internationale*, qu'elle soit continentale, régionale ou autre.

**Participant :**

Tout *sportif* ou membre du *personnel d'encadrement du sportif*.

**Personne :**

Personne physique ou organisation ou autre entité.

**Personnel d'encadrement du sportif :**

Tout entraîneur, soigneur, directeur, agent, personnel d'équipe, officiel, personnel médical ou paramédical, parent, ou toute autre *personne* qui travaille avec un *sportif participant* à des *compétitions* ou s'y préparant, qui le traite ou lui apporte son assistance.

**Possession :**

*Possession* physique ou de fait (qui ne sera établie que si la *personne* exerce un contrôle exclusif sur la *substance/méthode interdite* ou les lieux où une *substance/méthode interdite* se trouve). Si la *personne* n'exerce pas un contrôle exclusif sur la *substance/méthode interdite* ou les lieux où la *substance/méthode interdite* se trouve, la *possession* de fait ne sera établie que si la *personne* était au courant de la présence de la *substance/méthode interdite* et avait l'intention d'exercer un contrôle sur celle-ci. Une violation des règles antidopage ne pourra reposer sur la seule *possession* si, avant d'être notifiée d'une violation des règles antidopage, la *personne* a pris des mesures concrètes démontrant qu'elle n'a jamais eu l'intention d'être en *possession* d'une *substance/méthode interdite* et a renoncé à cette *possession* en la déclarant explicitement à une *organisation antidopage*. L'achat (par un moyen électronique ou autre) d'une *substance interdite* ou d'une *méthode interdite* constitue une *possession* de celle-ci par la *personne* qui fait l'achat.

**Programme des observateurs indépendants :**

Équipe d'observateurs sous la supervision de l'AMA qui assistent au processus de *contrôle du dopage* lors de certaines *manifestations*, peuvent fournir des conseils à cet égard et rendent compte de leurs observations.

**No Fault or Negligence :**

The *Athlete's* establishing that he did not know or suspect, and could not reasonably have known or suspected even with the exercise of utmost caution, that he had used or been administered the *Prohibited Substance* or *Prohibited Method*.

**No Significant Fault or Negligence :**

The *Athlete's* establishing that his fault or negligence, when viewed in the totality of the circumstances and taking into account the criteria for *No Fault or Negligence*, was not significant in relationship to the anti-doping rule violation.

**Out-of-Competition :**

This concerns any *Doping Control* which is not *In-Competition*.

**Participant :**

Any *Athlete* or *Athlete Support Personnel*.

**Person :**

A natural *Person* or an organisation or other entity.

**Possession :**

The actual, physical *Possession*, or the constructive *Possession* (which shall be found only if the *Person* has exclusive control over the *Prohibited Substance* or *Prohibited Method* or the premises in which a *Prohibited Substance* or *Prohibited Method* exists). However, if the *Person* does not have exclusive control over the *Prohibited Substance* or *Prohibited Method* or over the premises in which a *Prohibited Substance* or *Prohibited Method* exists, constructive *Possession* shall only be found if the *Person* knew about the presence of the *Prohibited Substance* or *Prohibited Method* and intended to exercise control over it. However, there shall be no anti-doping rule violation based solely on *Possession* if, prior to receiving notification of any kind that the *Person* has committed an anti-doping rule violation, the *Person* has taken concrete action demonstrating that the *Person* never intended to have *Possession* and has renounced *Possession* by explicitly declaring it to an *Anti-Doping Organisation*. The purchase (including by any electronic or other means) of a *Prohibited Substance* or *Prohibited Method* constitutes *Possession* by the *Person* who makes the purchase.

**Prohibited List :**

The List published by WADA identifying the *Prohibited Substances* and *Prohibited Methods* (available on the WADA website [www.wada-ama.org](http://www.wada-ama.org)).

**Prohibited Method :**

Any method so described on the *Prohibited List*.

**Prohibited Substance :**

Any substance so described on the *Prohibited List*.

**Provisional Hearing :**

For purposes of Article 7.6, an expedited abbreviated hearing occurring prior to a hearing under Article 8 (Right to a Fair Hearing) that provides the *Athlete* with notice and an opportunity to be heard in either written or oral form.

**Provisional Suspension :**

See *Consequences of Anti-Doping Rules Violations* above.

**Publicly Disclose or Publicly Report :**

To disseminate or distribute information to the general public or *persons* beyond those *persons* entitled to earlier notification in accordance with Article 14.

**Publicly Report :**

See *Publicly Disclose or Publicly Report* above.

**Registered Testing Pool :**

The pool of top level *Athletes* established separately by the FIA and each *National Anti-Doping Organisation* that are subject to both *In-Competition* and *Out-of-Competition Testing* as part of the control plan of the FIA or the *National Anti-Doping Organisation* in question.

**Sample :**

Any biological material collected for the purposes of *Doping Control*.

**Signatories :**

Those entities signing the *Code* and agreeing to comply with the *Code*, including the International Olympic Committee, International Federations, International Paralympic Committee, *National Olympic Committees*, National Paralympic Committees, *Major Event Organisations*, *National Anti-Doping Organisations*, and WADA.

**Specified Substances :**

As defined in Article 4.2.2.

**Rapporter publiquement :**

Voir ci-dessus *Divulguer publiquement ou rapporter publiquement*.

**Résultat d'analyse anormal :**

Rapport d'un laboratoire ou d'une autre entité reconnue par l'AMA qui, en conformité avec le *Standard International* pour les Laboratoires et les documents techniques connexes, révèle la présence, dans un *échantillon*, d'une *substance interdite* ou d'un de ses *métabolites* ou *marqueurs* (y compris des quantités élevées de substances endogènes) ou l'*usage* d'une *méthode interdite*.

**Résultat atypique :**

Rapport d'un laboratoire ou d'une autre entité approuvée par l'AMA pour lequel une investigation supplémentaire est requise par le *Standard International* pour les Laboratoires, les documents techniques connexes ou la *Liste des Interdictions* avant qu'un *résultat d'analyse anormal* ne puisse être établi.

**Signataires :**

Entités qui ont signé le *Code* et s'engagent à le respecter, comprenant le Comité international olympique, les fédérations internationales, le Comité international paralympique, les *Comités nationaux olympiques*, les Comités nationaux paralympiques, les *organisations responsables de grandes manifestations*, les *organisations nationales antidopage* et l'AMA.

**Sport individuel :**

Toute discipline du Sport Automobile qui n'est pas un *sport d'équipe*.

**Sport d'équipe :**

Discipline du Sport Automobile qui se concourt par équipe (conducteur et passager) ou qui autorise le remplacement ou le relais des *sportifs* durant une *compétition*.

**Sportif :**

Tout conducteur ou passager (navigateur et copilote inclus), comme défini aux Articles 45 et 46 du Code Sportif International de la FIA.

**Standard International :**

Standard adopté par l'AMA en appui du *Code*. La conformité à un *Standard International* (par opposition à d'autres standards, pratiques ou procédures) suffira pour conclure que les procédures envisagées dans le *Standard International* en question sont correctement exécutées. Les *Standards Internationaux* comprennent les documents techniques publiés conformément à leurs dispositions.

**Substance interdite :**

Toute substance décrite comme telle dans la *Liste des Interdictions*.

**Substance spécifiée :**

Comme définie à l'Article 4.2.2.

**Suspension :**

Voir ci-dessus les *Conséquences des violations des règles antidopage*.

**Suspension provisoire :**

Voir ci-dessus les *Conséquences des violations des règles antidopage*.

**TAS :**

Tribunal arbitral du sport.

**Tentative :**

Conduite volontaire qui constitue une étape importante d'une action planifiée dont le but est la violation des règles antidopage. Il n'y aura pas de violation des règles antidopage basée uniquement sur une *tentative*, si la *personne* renonce à la *tentative* avant d'être surprise par un tiers non impliqué dans la *tentative*.

**Trafic :**

Vente, don, transport, envoi, livraison ou distribution à un tiers d'une *substance interdite* ou d'une *méthode interdite* (physiquement, par un moyen électronique ou autre) par un *sportif*, le *personnel d'encadrement du sportif* ou une autre *personne* relevant d'une *organisation antidopage*. Toutefois, cette définition ne comprend pas :

- les actions de membres du personnel médical réalisées de bonne foi et portant sur une *substance interdite* utilisée à des fins thérapeutiques légitimes et licites ou à d'autres fins justifiables;
- les actions portant sur des *substances interdites* qui ne sont pas interdites dans des *contrôles hors compétition*, à moins que l'ensemble des circonstances ne démontrent que ces *substances interdites* ne sont pas destinées à des fins thérapeutiques véritables et légales.

**Usage :**

Utilisation, application, ingestion, injection ou consommation par tout autre moyen d'une *substance interdite* ou d'une *méthode interdite*.

**Substantial Assistance:**

For purposes of Article 10.5.3, a *Person* providing *Substantial Assistance* must:

- 1) fully disclose in a signed written statement all information he possesses in relation to anti-doping rule violations, and
- 2) fully cooperate with the investigation and adjudication of any case related to that information, including, for example, presenting testimony at a hearing if requested to do so by an *Anti-Doping Organisation* or a hearing panel.

Further, the information provided must be credible and must comprise an important part of any case which is initiated or, if no case is initiated, must have provided a sufficient basis on which a case could have been brought.

**Tampering:**

Altering a result for an improper purpose or in an improper way; bringing improper influence to bear; interfering improperly; obstructing, misleading or engaging in any fraudulent conduct to alter results or prevent normal procedures from occurring; or providing fraudulent information to an *Anti-Doping Organisation*.

**Target Testing:**

Selection of *Athletes* for *Testing* where specific *Athletes* or groups of *Athletes* are selected on a non-random basis for *Testing* at a specified time.

**Team Sport:**

A discipline of Motor Sport in which a crew (driver and passenger) competes with other crews or which authorises the replacement or relaying of *Athletes* during a *Competition*.

**Testing:**

The parts of the *Doping Control* process involving test distribution planning, *Sample* collection, *Sample* handling, and *Sample* transport to the laboratory.

**Trafficking:**

Selling, giving, transporting, sending, delivering or distributing a *Prohibited Substance* or *Prohibited Method* (either physically or by any electronic or other means) by an *Athlete*, *Athlete Support Personnel* or any other *Person* subject to the jurisdiction of an *Anti-Doping Organisation* to any third party. However, this definition shall not include:

- the actions of bona fide medical personnel involving a *Prohibited Substance* used for genuine and legal therapeutic purposes or other acceptable justification;
- the actions involving *Prohibited Substances* which are not prohibited in *Out-of-Competition Testing* unless the circumstances as a whole demonstrate that such *Prohibited Substances* are not intended for genuine and legal therapeutic purposes.

**TUE:**

Therapeutic Use Exemption, as defined in Article 4.5.

**TUEC:**

Therapeutic Use Exemption Committee, as defined in Article 4.5.

**UNESCO Convention:**

The International Convention against Doping in Sport adopted by the 33<sup>rd</sup> session of the UNESCO General Conference on 19 October 2005 including any and all amendments adopted by the States Parties to the Convention and the Conference of Parties to the International Convention against Doping in Sport.

**Use:**

The utilisation, application, ingestion, injection or consumption by any means whatsoever of any *Prohibited Substance* or *Prohibited Method*.

**WADA:**

The World Anti-Doping Agency.

SUPPLÉMENT B

RÈGLES DE PROCÉDURE POUR UN COMITÉ DISCIPLINAIRE  
ANTIDOPAGE DE LA FIA

B.1

En application des Articles 7 et 28 des Statuts de la FIA, il est institué un organe disciplinaire appelé Comité Disciplinaire Antidopage de la FIA (ci-après le « CDA »), investi du pouvoir disciplinaire de première instance à l'égard des *sportifs* et autres *personnes visé(e)s* par les dispositions du Règlement antidopage de la FIA (ci-après le « Règlement ») qui seront soupçonné(e)s d'avoir contrevenu aux règles antidopage. Pour statuer sur les affaires qui lui sont soumises, le CDA applique les dispositions du Règlement et des règles de procédure ci-dessous (ci-après les « Règles de Procédure »).

Les Règles de Procédure sont rédigées en français et en anglais. En cas de divergence d'interprétation, le texte français prévaut.

B.2

Le CDA se compose de douze membres, dont un Président, élus par l'Assemblée Générale sur proposition du Conseil Mondial du Sport Automobile.

Les membres du CDA sont élus pour 3 ans, et renouvelables par tiers tous les ans.

En 2011, le Conseil Mondial du Sport Automobile proposera, pour être membre du CDA, douze candidats, dont un tiers sera élu pour 1 an (2012 uniquement), un tiers pour 2 ans (2012 et 2013) et un tiers pour 3 ans (2012-2014). Les années suivantes (à compter de 2012), le Conseil Mondial du Sport Automobile proposera les candidats à élire pour des mandats de 3 ans.

Les membres doivent justifier d'une expertise en matière juridique et/ou médicale.

En cas de vacance d'un siège d'un membre du CDA pour quelque cause que ce soit, le Conseil Mondial du Sport Automobile peut proposer à l'Assemblée Générale son remplacement pour la durée du mandat restant à courir.

B.3

Pour chaque affaire, le Président du CDA nomme parmi les membres du CDA, un collège de trois membres au moins, dont l'un est désigné comme Président de la formation de jugement du CDA pour cette affaire (ci-après le « Président de l'affaire »).

Le Président de l'affaire est chargé de mener la procédure, d'en vérifier la régularité, d'assurer le respect des droits des parties, d'assurer la tenue et la police de l'audience et de s'assurer de la rédaction de la décision.

Toute formation de jugement du CDA ne peut délibérer valablement que si au moins le Président de l'affaire et deux de ses membres sont présents. Les membres du CDA ne peuvent prendre part aux délibérations lorsqu'ils ont un intérêt à l'affaire.

Les membres du CDA sont astreints au secret professionnel pour les faits, actes et renseignements dont ils ont pu avoir connaissance en raison de leur fonction. Toute violation de cette disposition entraîne l'exclusion immédiate du membre prononcée par le Conseil Mondial du Sport Automobile.

Hormis la présence éventuelle de représentants de l'AMA et de l'ASN qui a délivré la licence au *sportif* ou à l'autre *personne*, les débats devant la formation de jugement du CDA ne sont pas publics, sauf demande contraire formulée avant l'ouverture de la séance, par le *sportif* ou l'autre *personne*, ou ses défenseurs.

B.4

Le Responsable de la Commission Médicale de la FIA sera chargé de l'instruction de chaque affaire (ci-après le « Responsable de l'Instruction »). Celui-ci devra obtenir des officiels compétents le procès-verbal de *contrôle*, établi par l'Agent de Contrôle du Dopage, relatant les conditions dans lesquelles les prélèvements d'*échantillons* et les examens ont été effectués, le procès-verbal du résultat d'analyse établi conformément au Règlement, et tous les éléments utiles à l'instruction du dossier.

Le Responsable de l'Instruction sera astreint à une obligation de confidentialité pour les faits, actes et informations dont il peut avoir connaissance en raison de ses fonctions.

B.5

Dès lors qu'une violation du Règlement a été constatée, le Responsable de l'Instruction ne peut clore de lui-même une affaire, même si des justi-

SUPPLEMENT B

RULES OF PROCEDURE FOR AN FIA ANTI-DOPING DISCIPLINARY  
COMMITTEE

B.1

In accordance with Articles 7 and 28 of the FIA Statutes, a disciplinary body known as the FIA Anti-Doping Disciplinary Committee (hereinafter "ADC") has been set up, which is invested with disciplinary power in the first instance over *Athletes* and other *Persons* subject to the provisions of the FIA Anti-Doping Regulations (hereinafter "the Regulations"), who are suspected of having infringed the Regulations. In order to decide the cases submitted to it, the ADC shall apply the provisions of the Regulations and the rules of procedure below (hereinafter "Rules of Procedure").

The Rules of Procedure are drafted in French and in English.

In case of any difference of interpretation, the French text shall take precedence.

B.2

The ADC comprises twelve Members, including a Chairman, elected by the General Assembly upon proposal of the World Motor Sport Council.

The members of the ADC are elected for a term of 3 years, and one third of the composition of the ADC is renewable each year.

In 2011, the World Motor Sport Council will propose twelve candidates to be members of the ADC, one third will be elected for 1 year (2012 only), one third for 2 years (2012 and 2013) and one third for 3 years (2012-2014). In subsequent years (2012 onwards), the World Motor Sport Council will propose candidates for election for 3-year terms.

The members must have proven expertise in legal and/or medical matters.

If a seat on the ADC becomes vacant for whatever reason, the World Motor Sport Council may propose to the General Assembly the replacement of that member for the remainder of his term of office.

B.3

For each case, the President of the ADC appoints from among the members of the ADC a judging panel, made up of a minimum of three members, one of whom he appoints as President of the ADC's judging panel for that case ("the President of the Hearing").

The President of the Hearing is responsible for conducting the proceedings, verifying the regularity of the proceedings, ensuring that the rights of the parties are respected, keeping order during the hearing and arranging for the drafting of the decision.

The deliberations of the ADC's judging panel are valid only if at least the President of the Hearing and two of its Members are present.

The Members of the ADC shall not participate in the deliberations if they have an interest in the case.

The Members of the ADC shall be obliged to maintain professional secrecy with regard to any facts, acts and information of which they have become aware through the execution of their duties. Any violation of this provision shall result in the immediate exclusion of the Member by the World Motor Sport Council.

Except for the possible presence of representatives of WADA and the ASN that issued the licence to the *Athlete* or other *Person*, the arguments before the ADC's judging panel shall not be made in public, unless a request to the contrary has been filed by the *Athlete* or other *Person* or by his Defence Counsel before the opening of the session.

B.4

The representative of the FIA Medical Commission shall be tasked with conducting the inquiry for each case (hereinafter "Investigator"). He must obtain from the competent officials, the written report of the doping test, as completed by the Doping Control Officer, that states the conditions under which the *Samples* were taken and the tests were carried out; he must also obtain the written report of the result of the analysis that was established in conformity with the Regulations, as well as all other elements pertinent to the investigation of the case.

The Investigator shall be bound by an obligation of confidentiality with regard to any facts, acts and information of which he becomes aware through the execution of his duties.

B.5

Where a violation of the Regulations is confirmed, the Investigator may not dismiss a case himself, even if therapeutic justifications are

fications thérapeutiques sont alléguées par le *sportif* ou l'autre *personne*. La compétence appartient en toutes circonstances au *CDA*. Le *CDA* est tenu de prendre une décision pour chaque cas soumis, y compris en cas de clôture du dossier.

#### B.6

Le Responsable de l'Instruction informe le *sportif* ou l'autre *personne* et, le cas échéant, ses représentants légaux, qu'une procédure disciplinaire est engagée à son encontre par l'envoi d'un document énonçant les griefs retenus, sous forme d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par tout autre moyen tel que remise en main propre contre décharge permettant de faire la preuve de sa réception par le destinataire.

Le Responsable de l'Instruction informe également l'ASN qui a délivré la licence au *sportif* ou à l'autre *personne*, l'*organisation nationale antidopage* du *sportif* ou de l'autre *personne* et l'*AMA*.

#### B.7

Le document énonçant les griefs retenus doit être accompagné, le cas échéant, du résultat de l'analyse et de la mention informant le *sportif* de la possibilité de demander, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, envoyée dans un délai de quatre jours à compter de la réception de la lettre recommandée prévue à l'article précédent, qu'il soit procédé à ses frais à une seconde analyse dans les conditions prévues au Règlement.

Dès réception de cette demande, le Responsable de l'Instruction saisit le laboratoire antidopage.

#### B.8

Dès l'expiration du délai de quatre jours fixé par l'article précédent ou dès la réception des résultats de la seconde analyse faisant ou non ressortir l'*usage* d'une *substance interdite* ou d'une *méthode interdite*, au vu des éléments du dossier, le Responsable de l'Instruction établit dans un délai maximum de deux semaines un rapport qu'il adresse aux membres de la formation de jugement du *CDA*.

#### B.9

Le *sportif* ou l'autre *personne*, accompagné(e) le cas échéant de ses représentants légaux, est convoqué(e) par le Président de l'affaire, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par lettre remise contre récépissé, quinze jours au moins avant la date de l'audience de la formation de jugement du *CDA*.

Le *sportif* ou l'autre *personne* peut être assisté(e) d'un ou de plusieurs défenseurs de son choix. Il/Elle devra spécifier dès réception de la convocation la nécessité de disposer d'un interprète pour le déroulement de l'audience de la formation de jugement du *CDA* et, dans ce cas, la langue d'interprétation.

Le *sportif*, ou son défenseur, peut exiger des copies du dossier d'analyse pour les *échantillons* A et B qui comprendra les documents stipulés dans le *Standard International* pour les Laboratoires en adressant une demande écrite au Responsable de l'Instruction.

Le *sportif* ou l'autre *personne* peut demander que soient entendues les *personnes* de son choix, dont il/elle communique le nom au Président de l'affaire huit jours au moins avant la réunion de la formation de jugement du *CDA*. Le Président de l'affaire peut refuser les demandes d'audition qui présentent un caractère abusif. Ce refus sera porté à la connaissance du *sportif* ou de l'autre *personne* dans les quarante-huit heures suivant la réception de sa requête.

#### B.10

Lors de l'audience, le Responsable de l'Instruction présente oralement son rapport.

Le Président de l'affaire peut faire entendre par la formation de jugement du *CDA* toute *personne* dont le témoignage lui paraît utile. S'il est décidé d'auditionner un tel témoin, le Président de l'affaire en informe par écrit le *sportif* ou l'autre *personne* avant la séance, au moins quarante-huit heures avant l'audience.

Puis, le *sportif* ou l'autre *personne* et, le cas échéant, toute *personne* dont il aura sollicité la présence sont invités à présenter leur défense. Dans tous les cas, le *sportif* ou l'autre *personne*, son représentant ou son (ses) défenseur(s) doit pouvoir prendre la parole en dernier.

#### B.11

La formation de jugement du *CDA* délibère à huis clos, hors de la présence du *sportif* ou de l'autre *personne*, de ses défenseurs, des per-

pleaded by the *Athlete* or other *Person*. In all circumstances, the *ADC* shall remain the competent body. It is the duty of the *ADC* to reach a decision in each case submitted, including the possible dismissal of the case.

#### B.6

The Investigator informs the *Athlete* or other *Person* and, as the case may be, his legal representatives, that disciplinary proceedings have been instigated against him by sending him a document specifying the complaints filed, in the form of a registered letter with a request for proof of receipt, or by any other means, such as delivery by hand against a chit providing proof of its receipt by the addressee.

The Investigator also informs the *ASN* that issued the licence to the *Athlete* or other *Person*, the *National Anti-Doping Organisation* of the *Athlete* or other *Person* and *WADA*.

#### B.7

The document specifying the complaints that have been filed must, should such a case arise, be accompanied by the result of the analysis and the notification to the *Athlete* of his right to request, by registered letter with a request for proof of receipt, that a second analysis be carried out in accordance with the provisions of the Regulations and at his own expense. This document shall be sent, by registered letter with a request for proof of receipt, within four days of the receipt of the registered letter provided for in the above article.

As soon as this request has been received, the Investigator shall advise the anti-doping laboratory accordingly.

#### B.8

As soon as the four-day deadline established in the above article has expired, or upon receipt of the result of the second analysis confirming or rejecting the *use* of a *prohibited substance* or a *prohibited method*, based on the contents of the dossier, the Investigator shall compile a report that he shall send to the members of the *ADC's* judging panel within a deadline of two weeks.

#### B.9

The *Athlete* or other *Person*, accompanied or not, as the case may be, by his legal representatives, shall be summoned by the President of the Hearing by means of a registered letter with a request for proof of receipt or by a letter delivered by hand against a receipt, at least fifteen days prior to the date of the hearing before the *ADC's* judging panel.

The *Athlete* or other *Person* may be assisted by one or more Defence Counsels of his own choice. Upon receipt of the summons, he shall specify if he requires the services of an interpreter for the hearing before the *ADC's* judging panel and, should this be the case, the language of interpretation.

By addressing a written request to the Investigator, the *Athlete* or his Defence Counsel may request copies of the A and B *Sample* laboratory documentation package which includes information as required by the *International Standard for Laboratories*.

The *Athlete* or other *Person* may request that certain *persons* of his choice be called to testify and he shall furnish the President of the Hearing with a list of such names at least eight days before the meeting of the *ADC's* judging panel. The President of the Hearing may refuse any such requests that are of an improper nature. The *Athlete* or other *Person* shall be notified of any such refusal within forty-eight hours of the receipt of his request.

#### B.10

During the hearing, the Investigator shall present his report orally.

The President of the Hearing may call upon any *person* to testify before the *ADC's* judging panel, if he regards such testimony to be useful. Should it be decided to hear such a witness, the President of the Hearing shall inform the *Athlete* or other *Person* in writing, ahead of the meeting, at least forty-eight hours before the hearing begins.

After this, the *Athlete* or other *Person* and, as the case may be, any *person* whose presence he may have solicited, shall be invited to present the case for the defence. In all cases, the *Athlete* or other *Person*, his representative or his Defence Counsel shall retain the right to make the closing argument.

#### B.11

The *ADC's* judging panel shall conduct its deliberations in camera, without the presence of the *Athlete* or other *Person*, his Defence Counsel, any

sonnes entendues à l'audience, des représentants éventuels de l'AMA et de l'ASN qui a délivré la licence au sportif ou à l'autre personne et du Responsable de l'Instruction. La formation de jugement du CDA statue par une décision motivée.

Les décisions sont prises à la majorité simple des membres de la formation de jugement du CDA, le Président de l'affaire ayant une voix prépondérante en cas de partage égal des voix.

Les décisions sont en principe prises lors de réunions, mais le délibéré et le vote par correspondance, télécopie, courriel et la tenue de réunions par visioconférence ou conférence téléphonique sont possibles en cas d'urgence ou de nécessité.

La décision est signée par le Président de l'affaire.

Elle est aussitôt notifiée au sportif ou à l'autre personne par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par lettre remise au sportif ou à l'autre personne contre récépissé. La notification mentionne les voies et délais d'appel.

La décision est ensuite également notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'ASN qui a délivré la licence au sportif ou à l'autre personne, son organisation antidopage et l'AMA.

## B.12

En application de l'Article 29 des Statuts de la FIA, toute décision prise par la formation de jugement du CDA peut être frappée d'appel exclusivement porté devant le Tribunal Arbitral du Sport, Suisse (ci-après le « TAS »), par le sportif ou l'autre personne pour lequel/laquelle l'ASN qui lui a délivré la licence ne pourra pas refuser son concours ou par la FIA. La procédure applicable devant le TAS est celle prévue au Code de l'arbitrage en matière de sport.

Le délai d'appel est de vingt et un jours dès réception de la décision faisant l'objet de l'appel.

Les parties interjetant appel auprès du TAS doivent agir avec toute la diligence nécessaire, conformément aux dispositions applicables devant cette instance.

## SUPPLÉMENT C

### FORMULAIRE DE RECONNAISSANCE ET D'ACCEPTATION

Je soussigné, en tant que licencié de la [nom de l'ASN] et/ou participant à une manifestation autorisée ou reconnue par la [nom de l'ASN ou la FIA], par la présente déclare ce qui suit:

Je confirme que je me soumettrai et que je serai lié par toutes les dispositions du Règlement antidopage de la FIA, incluant sans s'y limiter tous les amendements au Règlement antidopage et tous les *Standards Internationaux* tels que publiés par l'Agence Mondiale Antidopage et disponibles en permanence sur son site Internet.

Je reconnais que les ASN, la FIA et les *organisations nationales antidopage* sont habilitées à imposer des sanctions en vertu du Règlement antidopage de la FIA.

J'ai lu et compris la présente déclaration.

\_\_\_\_\_  
Date Nom en caractères d'imprimerie  
(Nom, prénom)

\_\_\_\_\_  
Date de naissance (jour/mois/année) Signature (ou, dans le cas d'un mineur, signature du représentant légal)

## SUPPLÉMENT D

### STANDARDS INTERNATIONAUX DE L'AMA

Les *Standards Internationaux* de l'AMA ci-après sont disponibles sur le site Internet de l'AMA ([www.wada-ama.org](http://www.wada-ama.org)) :

- la *Liste des Interdictions*;
- le *Standard International* pour l'Autorisation d'Usage à des fins Thérapeutiques;
- les *Standards Internationaux de Contrôle*;
- le *Standard International* pour la Protection des Renseignements Personnels;
- le *Standard International* pour les Laboratoires.

people having been called to testify, possible representatives of WADA and the ASN that issued the licence to the Athlete or other Person, or the Investigator. The ADC's judging panel's decision shall be reasoned.

The decision shall be taken by the simple majority of the members of the ADC's judging panel. The President of the Hearing will have a casting vote.

Decisions are in principle taken during meetings, but deliberation and voting by correspondence, fax, e-mail, and the holding of meetings via videoconference or conference call are permissible in case of urgency or necessity.

The decision shall be signed by the President of the Hearing.

The decision is immediately notified to the Athlete or other Person by registered letter, with a request for proof of receipt, or in a letter delivered by hand to the Athlete or other Person against a receipt. The notification shall state the procedure and the deadline for an appeal.

The decision shall also then be notified by registered letter, with a request for proof of receipt, to the ASN that issued the licence to the Athlete or other Person, his National Anti-Doping Organisation and WADA.

## B.12

In accordance with Article 29 of the FIA Statutes, each decision taken by the ADC's judging panel can be the subject of an appeal exclusively brought before the Court of Arbitration for Sport, Switzerland (hereinafter "CAS"), either by the Athlete or other Person, whom the ASN that issued his licence is obliged to help, or by the FIA. The procedure that applies before the CAS is the Code of sports-related arbitration.

The time limit for appeal is twenty-one days after receipt of the decision concerning the appeal.

All parties filing an appeal with the CAS shall act with due diligence in accordance with the provisions applicable before such court.

## SUPPLEMENT C

### RECOGNITION AND ACCEPTANCE FORM

I, as a licence holder of [name of the ASN] and/or a Participant in a [name of the ASN or the FIA] authorised or recognised Event, hereby declare as follows:

I confirm that I shall comply with and be bound by all of the provisions of the FIA Anti-Doping Regulations, including but not limited to, all amendments to the Anti-Doping Regulations and all *International Standards* as issued by the World Anti-Doping Agency and permanently published on its website.

I acknowledge that the ASNs, the FIA and the *National Anti-Doping Organisations* have jurisdiction to impose sanctions as provided in the FIA Anti-Doping Regulations.

I have read and understood the present declaration.

\_\_\_\_\_  
Date Print Name (Last Name, First Name)

\_\_\_\_\_  
Date of Birth (Day/Month/Year) Signature (or, if a minor, signature of legal guardian)

## SUPPLEMENT D

### WADA INTERNATIONAL STANDARDS

The following *WADA International Standards* are available on the WADA website ([www.wada-ama.org](http://www.wada-ama.org)):

- the *Prohibited List*;
- the *International Standard* for Therapeutic Use Exemptions;
- the *International Standard* for Testing;
- the *International Standard* for the Protection of Privacy and Personal Information;
- the *International Standard* for Laboratories.